

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA PROPRIÉTÉ PAYSANNE

ET LE

Partage en Nature du Code civil

Sciences juridiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 17 Mars 1909, à 1 heure

PAR

Joseph DUSSERT

Président : M. MASSIGLI, professeur.

Suffragants { MM. HITIER, agrégé.
CAPITANT, chargé de cours.

PARIS V°

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA PROPRIÉTÉ PAYSANNE

ET LE

Partage en Nature du Code civil

Sciences juridiques

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 17 Mars 1909, à 1 heure

PAR

Joseph DUSSERT



Président : M. MASSIGLI, professeur.

Suffragants { MM. HITIER, agrégé.
CAPITANT, chargé de cours.

PARIS V.

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, Rue Soufflot, et 12, Rue Toullier

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

La Propriété Paysanne

ET LE

Partage en nature du Code civil

« Le peuple de Juda et d'Israël
vivait dans l'abondance et dans
la joie, chacun sous sa vigne
et son figuier. »

(Tiré des Rois)

(Cité par Le Play.)

INTRODUCTION

Les économistes, les légistes commencent à s'inquiéter en France de la situation que nos lois successorales ont faite à la propriété rurale.

Beaucoup de bons esprits voient d'un œil bienveillant les mesures de sauvegarde préconisées en faveur des classes moyennes. L'Allemagne, la Suisse et d'autres pays de l'Europe se sont aussi intéressés à ce problème, et M. Verdelot dans sa remarquable thèse

sur le bien de famille en Allemagne, dit que cette question passionne nos voisins de l'Est.

Faut-il en France maintenir l'égalité instituée par notre Code civil qui a rompu sur ce point avec les traditions de l'ancien droit ? Ne convient-il pas de réformer notre législation actuelle et d'instituer une quotité disponible plus importante au profit du fils aîné ou de celui qui continuera la tradition paternelle ? Ne serait-il pas au moins très désirable, que l'on attribue à l'un des héritiers la totalité du domaine à charge par lui de payer une soulte à ses copartageants, telles sont les idées qu'agitent aujourd'hui les juristes et les économistes.

Nous ne pensons pas qu'il soit sérieusement question de rétablir en France, le droit d'aînesse, même amoindri. Notre démocratie moderne s'accommoderait mal de ce retour à ce qu'elle considère comme un errement du passé.

La Restauration a voulu faire revivre le droit d'aînesse, elle a dû s'incliner devant la tempête soulevée par son intempestive proposition. Nous sommes trop pénétrés des idées d'égalité pour que de pareilles tentatives aient quelques chances de succès.

Le Play et son école qui voudraient qu'on instituât la liberté de tester risquent fort de ne pas voir aboutir encore leurs théories.

A tort ou à raison l'opinion publique en France con-

sidère le principe d'égalité dans les successions comme un dogme intangible.

Aussi a-t-on cherché à remédier aux conséquences désastreuses du partage en nature obligatoire du Code civil par des mesures indirectes.

On permettrait à l'un des héritiers de garder le foyer familial en payant une soulte aux copartageants.

C'est ce qu'a fait pour les habitations à bon marché la loi Siegfried de 1894, celle de 1896, et une loi nouvelle de 1908.

Le débat actuel sur la propriété donne un puissant intérêt à notre question. Il y a plus d'un siècle J.-J. Rousseau lançait cet aphorisme : « les fruits de la terre sont à tous et la terre n'est à personne. » Depuis ce jour le collectivisme a recruté des adeptes. Les populations ouvrières des villes se sont enflammées pour les idées nouvelles. Les chefs du parti socialiste se sont alors tournés vers les campagnes ; à leur appel les bûcherons du Centre se sont syndiqués(1). Le Midi lui aussi a bougé et des grèves agricoles ont éclaté dans ses départements.

1. Actuellement, en France, existent quatre Fédérations terriennes adhérentes à la Confédération générale du travail dont elles partagent entièrement l'esprit : ce sont par rang d'âge. La Fédération nationale de bûcherons agricoles et similaires de France et des colonies (1902).

Fédération des travailleurs agricoles de la région du midi de la France (1903).

Fédération ouvrière horticole de la France et des colonies (1904).

Fédération régionale agricole du nord de la France (1907).

Revue *Mouvement socialiste*, 9 février 1908.

Le socialisme agraire a quelque peu pénétré dans nos provinces rurales.

Mais les défenseurs de la propriété rurale se sont levés. A ceux qui leur disaient plus de propriétaires, ils ont répondu tous propriétaires, adoptant la devise d'une célèbre école de médecine, *Similia similibus curantur*, ils veulent vaincre les adversaires de la propriété en les faisant propriétaires.

Ils sont nombreux en France les propriétaires paysans, descendants des Celtes ou des Germains, travailleurs infatigables, ne songeant qu'à accroître le fonds patrimonial. Malheureusement nos lois successorales viennent détruire cet édifice péniblement construit.

Les héritiers du père de famille reçoivent leur part en nature, cette part est trop souvent insuffisante, ils la vendent et quittent les champs espérant trouver le bonheur à la ville. Ces ventes contribuent quelquefois au développement de la grande propriété.

Ceux qui voudraient réformer sur ce point le Code civil, espèrent ainsi diminuer l'émigration vers les centres urbains et donner un nouvel essor à la petite propriété rurale.

CHAPITRE PREMIER

La Propriété paysanne en France. — Situation actuelle (statistique). — Son importance économique et sociale.

Que faut-il entendre par propriété paysanne ? Voilà d'abord la première question à élucider puisqu'elle est la base même de notre travail.

Parmi les économistes qui se sont occupés de cette propriété, les uns ont cherché à la définir, en se basant sur l'étendue superficielle, d'autres ont cru qu'il suffisait de considérer les méthodes de culture, les animaux employés. Pour d'autres enfin et nous nous rangeons à leur avis, ce n'est ni l'étendue difficile à préciser à cause de la fertilité inégale du sol ni les méthodes de culture, mais le revenu qu'il est essentiel d'analyser. Nous dirons que la propriété paysanne est constituée par une exploitation d'étendue moyenne, variable selon les régions plus ou moins productives où elle est située, qui permet de vivre à une famille moyenne qui la cultive ; sans le secours de gains puisés ailleurs. Précisons davantage ; il faut que la propriété donne des récoltes assez abondantes pour faire subsister la famille. On voit par

là que sa grandeur n'aura rien de fixe, quelques ares en Limagne, en Touraine ou en Beauce, pourront former cette propriété rurale, dans les montagnes du Plateau Central, ou dans les vastes plaines de la Sologne, il ne sera pas trop de plusieurs dizaines d'hectares pour faire vivre une famille. Si la grandeur est indifférente dans la détermination de la propriété paysanne, en est-il de même du nombre des membres de la famille. De nos jours les familles deviennent de moins en moins nombreuses à mesure que disparaissent les mœurs patriarcales, mais on trouve encore dans certaines contrées, l'Ouest, une partie du Centre, des familles où vivent plusieurs enfants, qui habitent avec leurs parents et cultivent avec eux la propriété. Y aura-t-il toujours propriété paysanne ? Nous ne le croyons pas, avec l'emploi des machines il faut moins de bras qu'autrefois pour la culture, et une famille ainsi composée pourrait faire valoir de grandes propriétés. Lorsque les enfants parvenus à l'âge viril travaillent au dehors comme ouvriers agricoles, ou comme ouvriers ayant un métier intermittent, maçon par exemple, il y a encore propriété paysanne, quand même les enfants réserveraient leur activité pour la propriété familiale au moment des grands travaux des champs : moissons, vendanges. C'est donc le revenu moyen de la terre et non l'étendue qu'il faudrait prendre pour critérium si on légiférait sur la propriété paysanne. Le vote de l'impôt sur le revenu

que tout fait prévoir donnera des facilités nouvelles pour la détermination de cette forme de propriété.

Avant d'apprécier l'importance économique et sociale de la propriété paysanne, il est utile de consulter les statistiques pour nous éclairer sur sa situation.

Y a-t-il beaucoup de propriétaires paysans ? Combien y en a-t-il, environ ? Quelle est la valeur de leurs terres ? La propriété paysanne s'accroît-elle ou diminue-t-elle ? Telles sont les données du problème à résoudre. Nous sommes obligés de tabler sur la statistique décennale du ministère de l'Agriculture de 1892 (1), celle qui devait être faite en 1902 n'ayant pas eu lieu. Ces tableaux donnent comme chiffre total des exploitations 5.702.752. Comment pourrions-nous déterminer approximativement les exploitations paysannes dans ce chiffre global ? Nous avons pris comme base dans notre définition de cette propriété, le revenu, c'est le revenu nécessaire à l'existence d'une famille vivant de son labeur qui constitue le bien paysan, les statistiques ne nous renseignent pas sur ce point, elles ne sauraient le faire sans d'énormes difficultés et de pénibles enquêtes.

Un raisonnement très simple démontre que pour un tel revenu, il faut une propriété ni trop grande dans les terrains de qualité médiocre, ni trop petite dans les terrains extrêmement productifs. Nous donnerons d'après

1. Enquête décennale agricole, 1892. Une enquête a été ordonnée, les résultats montrent une progression de la propriété paysanne, au moment où nous écrivons ils n'ont pas encore paru.

M. Souchon (1) 5 à 20 hectares comme étendue moyenne à cette propriété. Les tableaux de 1892 indiquent 1.207.196 exploitations qui entrent dans cette catégorie, il faut déduire de ce chiffre les exploitations données à bail ou à ferme et qui par suite ne sont pas cultivées par le propriétaire lui-même. M. Souchon suppose que 200.000 propriétaires font cultiver par autrui. Nous pouvons admettre qu'il y a en France 1.017.796 propriétaires paysans cultivant eux-mêmes.

La valeur de cette propriété n'est pas essentielle à notre travail, il est cependant intéressant de la connaître. Si nous établissons que cette valeur est supérieure à celle de la grande propriété, nous serons en droit de conclure qu'elle est mieux cultivée, plus améliorée parce que plus aimée, et aussi parce que ses possesseurs disposent de plus de loisirs pour son entretien.

Mais ici notre tâche est difficile, les statistiques sont trop détaillées, elles seraient trop les cultures pour que nous puissions avec notre faible expérience tenter de les analyser. La valeur vénale moyenne de l'hectare est de 1.500 francs. Sur un total d'environ 70 milliards, la propriété paysanne compte pour 15 milliards. Nous nous croyons autorisé à affirmer que cette valeur est très inférieure à la réalité. La valeur vénale est excessivement variable ; dans le même champ il y a des parties qui sont meilleures que les autres. Il

1. Souchon. *La propriété paysanne*.

est puéril de comparer un hectare du Clos Vougeot avec un hectare de la Sologne. Cette valeur moyenne de l'hectare de la petite propriété est supérieure à celle de la grande. C'est un fait que les petites parcelles se vendent plus cher que les grandes superficies, il y a plus d'acheteurs ce qui assure aux vendeurs des prix plus rémunérateurs. Ouvrons les tableaux de l'enquête décennale de 1892, nous constatons pour les exploitations agricoles une superficie totale de 49.378.813 hectares. Comme nous avons classé dans notre définition les propriétés ayant entre 5 et 20 hectares, nous pouvons estimer l'étendue moyenne de cette propriété à 10 hectares, elle occuperait ainsi le quart environ de la superficie totale.

Il nous reste encore pour en avoir terminé sur cette question de la situation de la propriété paysanne en France, à dire quelques mots de son avenir. Cet avenir a fait couler beaucoup d'encre, les uns le veulent brillant, magnifique, les autres le voient sombre et plein de périls. Nous tâcherons de dégager la vérité de ces affirmations contradictoires.

Il y avait en 1892, 3.387.105 propriétaires, en 1882, 3.525.342.

Il y a une diminution sensible en 1892. En 1882, 1.374.646 possesseurs de parcelles demandaient au salariat ou à la location d'autres terres un supplément de revenu, en 1892 il y en a 1.188.025.

Le nombre des propriétaires cultivant exclusivement leurs biens était de :

En 1882..... 2.132.730

En 1892..... 2.183.429

Les propriétaires qui nous occupent étaient :

En 1882..... 1.200.487

En 1892..... 1.217.406

Il y a eu sans doute la même proportion de ces propriétaires qui ont donné leurs terres à bail, il y a donc une petite augmentation. Ne pourrions-nous établir la provenance de cette légère augmentation? Si nous consultons le tableau de comparaison avec les enquêtes antérieures nous trouvons que les cultures de 5 à 10 hectares représentaient :

En 1882..... 13,56 0/0

En 1892..... 13,82 0/0

Celles de 10 à 20 hectares :

En 1882..... 7,60 0/0

En 1892..... 7,53 0/0

En tout, elles entraient dans le total :

En 1882..... 21,16 0/0

En 1892..... 21,25 0/0

L'augmentation a été insignifiante puisqu'elle n'est que de 0,09 0/0.

Pour les propriétés : 1° de 20 à 30 hectares ; 2° de 30 à 40 hectares.

Ces proportions sont :

En 1882	1°	3,49 0/0	{	2°	33 0/0	{	12,47
1892		1,73 0/0		12,81			

Il y a ici une très légère diminution.

Dans la grande culture qui comprend les propriétés de 40 hectares et au-dessus, les trois dernières subdivisions :

Propriétés de	100 à 200 hectares
—	200 à 300 —
—	300 et au-dessus

attestent une tendance au développement.

Nous n'avons pas fait allusion à la petite propriété, elle a la plus forte augmentation, de 38,22 elle passe à 39,21.

Nous pouvons conclure que la propriété paysanne s'était très faiblement accrue, tandis que la propriété moyenne diminuait un peu. La situation s'est améliorée, paraît-il, et la petite propriété se développe de jour en jour. M. le ministre de l'Agriculture disait à la tribune du Sénat (1), le 4 février 1909, que de toutes les conférences qu'il avait eues avec les agriculteurs, il

1. Voy. *Journal officiel*, Sénat, n° 5, février 1909. p. 72.

avait retiré cette impression que la petite propriété prospérait de plus en plus. M. Ruau a d'ailleurs fait une enquête avec le concours de ses services, il s'est adressé aux Chambres de notaires ; il a prié les professeurs départementaux d'agriculture de se livrer dans leurs départements à une série d'études.

S'appuyant sur le résultat de ces investigations, M. Ruau est arrivé à cette triple constatation, « tout d'abord la petite propriété n'a été absorbée nulle part par la grande. Il ne s'est pas produit de concentration de la propriété ; d'autre part, la petite culture est au point de vue économique égale à la grande, sinon supérieure dans bien des régions, enfin l'industrialisation de l'agriculture s'est produite dans notre pays sans entraîner les conséquences que certains en attendaient ».

Malgré tout ce que ces paroles ont de consolant, on est obligé d'admettre que la grande propriété occupe toujours une bonne partie de la surface cultivée. Il faut accepter bon gré, mal gré que la grande propriété se défend. L'espoir que l'on avait de voir bientôt, grâce au partage en nature, la France se couvrir de petites exploitations a été en partie déçu. Les capitalistes, les gros propriétaires arrondissent souvent leurs terres avec les parcelles vendues par les copartageants des petites propriétés familiales. La grande propriété qui s'émiette d'un côté se reforme d'un autre.

II. — Importance économique et sociale de la Propriété paysanne

Tous les écrivains qui ont dépeint le paysan français se sont plu à nous le montrer profondément attaché au sol qu'il cultive et qu'il arrose de ses sueurs. Ce qu'il veut c'est jouir en paix du lopin de terre que lui ont légué ses ancêtres ou qu'il a acquis grâce à son travail et à une sévère économie, et c'est la possibilité de l'agrandir petit à petit pour le laisser ensuite à ses enfants.

Quoi qu'on en ait pu dire, le paysan aime passionnément sa terre, son champ ; pour s'en convaincre il suffit de jeter les yeux sur un journal d'annonces. Il se vend depuis quelques années de vastes propriétés, les paysans en achètent beaucoup au détail pour les cultiver eux-mêmes. Cet amour du sol est quelquefois exagéré, on sait quel taux énorme avait atteint la propriété dans certaines régions aux jours heureux de la prospérité de l'agriculture. L'apparition du phylloxéra, la crise agricole ont amené une diminution très sensible ; mais que les beaux jours reviennent, ils paraissent revenir, nous reverrons cette augmentation croissante du sol. Le paysan achète pour élargir son domaine, il achète, n'ayant pas toujours de quoi payer, il compte sur ses bénéfices, son économie, pour désintéresser complètement son vendeur ou ses créanciers.

Parlant de son importance sociale, M. Souchon fait remarquer que « tant de banalités ont été dites sur l'importance de la propriété paysanne envisagée comme élément de défense sociale que cette question ne paraît plus guère susceptible de prendre forme scientifique ». Les partisans de la propriété individuelle affirment qu'elle est le remède indiqué contre ce qu'ils appellent les dangereuses utopies collectivistes. Il suffit, disent-ils, que vous soyez propriétaires, pour que vous abandonniez la chimère du collectivisme qui va contre toutes vos tendances les plus intimes. L'Angleterre, c'est encore M. Souchon qui le dit, a vu disparaître à peu près complètement la propriété paysanne au profit d'une aristocratie terrienne.

Cette disparition a fait que le socialisme agraire est florissant en Angleterre ; la constitution particulière de la propriété foncière anglaise rend la terre l'objectif des revendications de même que sur le continent la lutte est engagée contre le capital en général. M. Chamberlain disait pour les élections de 1885 (1) que la grande misère, l'inégalité des conditions, le contraste entre la richesse et la pauvreté ont une source commune, la mauvaise distribution de la propriété foncière, mauvaise distribution qui est la conséquence d'un régime aristocratique spoliateur. Il indiquait toute une

1. Voyez Arthur Raffalovich, *La ligue pour la défense de la liberté et de la propriété en Angleterre et le socialisme agraire de M. Chamberlain.*

série de mesures à l'aide desquelles il espérait doter l'Angleterre d'une classe de paysans petits propriétaires, il parlait avec lyrisme du bonheur champêtre de ces nouveaux maîtres du sol, qui ne sont plus tentés d'émigrer à la ville, qui sont à l'abri de la misère et dont le travail fécondant fera renaître la prospérité agricole de la nation.

Le socialisme agraire a cherché à faire des conquêtes en France, il n'a eu que peu de succès jusqu'à ce jour. Le paysan est réfractaire au collectivisme et s'il accorde sa voix au candidat socialiste c'est avec le secret espoir que la grande propriété sera divisée, que son lopin sera agrandi, il croit qu'il a tout à gagner au nouvel état de choses (1).

« Du jour où il est petit propriétaire il devient par là même un ennemi né de la doctrine socialiste qui le menace dans sa possession. C'est pourquoi l'idéal d'un gouvernement démocratique doit être la transformation des travailleurs salariés en propriétaires et sa préoccupation constante doit être de protéger les petits pro-

1. Il est vrai que les collectivistes ne se déclarent pas tous les adversaires de la petite propriété foncière. Les chefs du parti, tels que Jaurès et Guesde ne demandent que la socialisation des grands domaines comme ils la demandent pour les grandes industries. Ceci ne les empêche pas de soutenir que la petite propriété est inférieure à la grande pour le rendement. Voy. un art. de la *Revue socialiste*, n° d'octobre 1908, l'auteur ne partage pas cet avis. Bien mieux, y lit-on, notre thèse est si indiscutable que les adversaires du collectivisme demandent le remembrement des propriétés morcelées, comme si l'entrée du sol à la propriété collective n'était pas le vrai système rationnel du remembrement.

priétaires, de diminuer leurs charges afin de leur faciliter la conservation de la propriété (1). »

Le rôle de la terre dans l'Etat a une si grande importance qu'on peut dire qu'à chaque forme de gouvernement correspond une forme de propriété. Cette influence indiscutable de l'Etat sur la propriété, qui établit une espèce de solidarité entre eux, nous pouvons l'appeler influence politique. Elle n'est pas la seule, on s'est demandé depuis longtemps si notre propriété rurale a une action sur le mouvement démographique de notre pays. Cette question de l'accroissement de la population est devenue pour nous Français une question capitale. Tandis que nos voisins d'outre-Rhin voient augmenter leur population d'une façon constante et continue, la nôtre reste presque stationnaire. Les statistiques de l'année 1907 indiquaient un excédent de 20.000 décès sur les naissances.

Le *Journal officiel* a publié le nombre des naissances, mariages et décès des six premiers mois de 1908. Le chiffre des naissances et mariages est un peu supérieur à celui de l'année précédente.

Nombre de mariages.	162.495
» » naissances.	411.402
» » décès.	399.336

Il n'en faut pas conclure que la France verra aug-

1. De Roquigny. *Les syndicats agricoles*.

menter rapidement sa population. Le nombre des naissances reste le plus faible qu'on ait jamais vu, sauf celui de 1907 :

Naissances	1904.	418.479
»	1905.	416.268
»	1906.	416.762
»	1907.	402.745
»	1908.	411.402

Le nombre des décès est très variable, il y en a eu un peu moins en 1908 qu'en 1907. Beaucoup de mariages ont été célébrés en 1908, (premier semestre 162.495 contre 154.081 en 1907.) Nous croyons que c'est la loi du 21 juin 1907 due aux efforts de M. l'abbé Lemire, qui a produit cet heureux résultat. C'est sans doute à cette circonstance que nous devons d'enregistrer un faible excédent de naissances sur les décès. M. le D^r Bertillon dans un article où nous avons puisé ces renseignements fait cette réflexion : « Mais il ne suffit pas de se marier, il faut avoir des enfants et les élever. Sur ce point la mentalité française ne paraît pas s'améliorer et ce danger de la dépopulation reste le même (1). »

Point n'est besoin de dissenter longuement pour prouver qu'en favorisant la petite propriété, la propriété paysanne en particulier, on ralentira le mouvement d'émigration intérieure ou extérieure.

1. Art. du D^r Jacques Bertillon : « Le mirage de la statistique. » *Le Journal*, janvier 1909.

L'émigration intérieure est la seule importante, chez nous, l'émigration extérieure est peu pratiquée, nos économistes voudraient qu'elle s'étende pour contribuer puissamment au développement de la colonisation et du commerce extérieur de la France. M. Richet écrivait dans la *Revue des Deux-Mondes* (1) que depuis soixante-quinze ans la population des six ou huit plus grandes villes de France avait triplé, celle des campagnes a diminué, en 1831 elle était de 25.877.200 âmes, en 1878 de 24.945.064 ; depuis cette époque, la situation n'a pas changé, Il est à présumer que les émigrants sont surtout les paysans non propriétaires, ce sont les ouvriers agricoles qui partent pour la ville. Ce courant qui dirige les masses vers les villes ne peut provenir que d'un seul sentiment, le désir d'améliorer sa condition. Il y a peu de paysans propriétaires ayant une assez large aisance qui quittent leurs terres pour venir habiter la ville. Il y a beau temps que La Fontaine vantait les bienfaits d'un petit chez soi qui vaut mieux qu'un grand chez les autres. Nous savons qu'ici quelques économistes nous demanderont si c'est un bien, d'enrayer le mouvement d'émigration intérieure, pour eux, ce peut être un mal ; ils prétendent qu'il est nécessaire de laisser se développer l'industrie et le commerce et qu'empêcher l'émigration c'est entraver leur développement.

1. Dr Richet, *Revue des Deux-Mondes*, 1882, t. L et LI, t. LI, p. 611.

Ils ajoutent même que dans une société comme la nôtre où la loi établit l'égalité dans les partages successoraux, cette émigration est nécessaire pour assurer l'existence des propriétés rurales, qui sans cela seraient morcelées à l'infini.

Nous croyons pour notre part, ce remède insuffisant pour lutter contre le morcellement, nous nous efforçons d'en trouver d'autres, c'est là le principal objet de notre travail. Avec M. Souchon nous estimons que le problème est complexe, et que la vérité se trouve dans une doctrine éclectique. Les pays pauvres en industrie et en commerce, à forte population rurale peuvent bien distraire une partie de leur population pour alimenter les villes industrielles naissantes, mais nous ne sommes plus dans ces conditions de vie économique. M. Méline (1) dans son livre, *Le Retour à la Terre*, soutient qu'il y a surproduction industrielle et engorgement du marché, il souhaite que cet exode des campagnes vers les villes s'arrête.

La petite propriété a d'ailleurs l'incontestable avantage de hâter la conclusion des mariages précoces, ce sont les plus féconds. Le jeune cultivateur a besoin d'une compagne qui prenne la charge du ménage et soit pour lui un auxiliaire précieux dans les travaux des champs.

1. V. Méline, *Le Retour à la Terre et la Surproduction Industrielle*, Voy. ch. II. « L'Engorgement industriel », Paris, 1906.

De plus, il peut gagner sa vie plus vite que l'ouvrier des villes, surtout que l'employé, le fonctionnaire. Si l'on ajoute que l'air de la campagne est le meilleur élixir de longue vie, on sera obligé de reconnaître que pour toutes ces causes la propriété paysanne favorise l'accroissement de la population.

On objecte que notre régime successoral annule en partie ces heureux effets, il y a une part de vérité dans ce raisonnement, nous chercherons à l'établir dans un chapitre ultérieur.

L'importance sociale de la propriété paysanne est évidente, personne ne l'a sérieusement contestée ; il n'en est pas de même de son importance économique. Ici les partisans de la grande culture font de sérieux griefs aux défenseurs de la propriété rurale, on peut ramener ces derniers à trois chefs principaux.

La grande culture occasionne peu de frais généraux, elle permet l'emploi rationnel d'un outillage moderne, machines agricoles, moteurs, et, sans elle il n'est pas possible de se livrer à certaines cultures, ni à l'élevage de certaines animaux.

Parmi les frais généraux il en est, et ce sont les plus importants peut-être, que la petite culture verra singulièrement diminuer, ainsi, les frais de transports ; puisque les producteurs et leurs familles consomment sur place une partie des produits du sol. Le développement de l'association dans l'agriculture et surtout la création des coopératives de production permettront à

ces producteurs de réunir leurs denrées pour la vente et l'expédition. Depuis quelques années il s'est fondé de ces coopératives pour la fabrication du beurre, du fromage, la vente du lait, des œufs, du beurre, du vin, etc.

Les foires qui existent certainement depuis que les hommes ont eu l'idée de faire des échanges donnent aux négociants la possibilité de grouper leurs achats et de profiter des tarifs réduits pour le transport des denrées. Les syndicats agricoles (1) qui prêtent leurs machines, les entreprises de battage, fauchage, fournissent aux propriétaires l'emploi des machines les plus indispensables. Nous ne voyons pas cependant qu'on ait répondu victorieusement à la dernière objection, on ne pratique certaines cultures, on ne fait l'élevage de certains animaux que dans une grande exploitation. Un petit cultivateur ne pourra élever facilement les chevaux, auxquels il faut de vastes prairies pour s'ébattre librement. Ces bœufs magnifiques qui sont admirés chaque année

1. On sait qu'un récent arrêt de la Cour de cassation (29 mai 1908) ne reconnaît pas aux syndicats agricoles le droit de faire des actes de commerce. Le groupe des réformes sociales réuni le 23 janvier 1909 a examiné la question de capacité commerciale des syndicats posée par le projet de loi de M. Ruau relatif aux syndicats agricoles. M. Dubief croit qu'on ne peut faire une situation exceptionnelle à ces syndicats. M. Millerand propose de chercher les éléments d'une solution dans un texte qui autoriserait les syndicats à faire des actes de distribution entre leurs membres. Ce serait une façon de légitimer les pratiques suivies depuis 1884 par les syndicats agricoles et quelques syndicats ouvriers. Si l'on interdit aux syndicats agricoles les achats en commun on leur enlève une grosse part de leur utilité.

dans nos concours généraux par les connaisseurs, viennent des grandes fermes de la Nièvre, du Bourbonnais, etc. Il faut aussi tenir compte de ce fait, que l'étendue d'une exploitation n'est pas absolument arbitraire, elle est réglée par la nature du sol, des cultures, les mœurs et les débouchés du pays. Dans les régions où la petite culture est avantageuse, les grands propriétaires terriens savent fort à propos multiplier leurs exploitations pour bénéficier de toute la fécondité du sol.

Nous sommes en droit de conclure après ces développements que la petite culture n'est pas inférieure à la grande, qu'elle lui est même préférable à beaucoup de points de vue.

Arthur Young (1) visitant la France nous raconte ses impressions tandis qu'il traverse le Béarn, et ce sont les petites propriétés qu'il parcourt. « Partout, dit-il, on respire un air de propreté, de bien-être et d'aisance qui se trouve dans les maisons, dans les étables fraîchement construites, dans les petits jardins, dans les clôtures; dans la cour qui précède la maison, jusque dans les mues des volailles et les toits à porcs. »

La petite culture même à cette époque n'engendrait donc pas la misère.

1. Voy. Arthur Young. *Voyages en France pendant les années 1787, 1788, 1789*, traduits, annotés par Lesage.

CHAPITRE II

Mode de transmission par décès. — Partage en nature obligatoire. — Cas d'indivisibilité. — Licitation.

Le paysan propriétaire est frappé par la mort, il laisse une nombreuse famille, femmes et enfants. Voilà l'exploitation menacée. Qui deviendra chef de famille ? Qui va prendre la direction et continuer les traditions de travail, d'ordre et d'économie du disparu ?

Interrogeons nos lois successorales et voyons comment elles ont prévu notre hypothèse.

Avant la Révolution, les règles successorales étaient compliquées, elles n'étaient pas les mêmes dans les pays de coutume et ceux de droit écrit, elles variaient encore avec la qualité du successible. En pays de droit écrit (1), on observait presque toujours les nouvelles de

1. On pourrait croire que dans le Midi où s'appliquaient les règles du droit romain, ce fut le partage égal qui triompha. De ce qu'on y appliquait *ab intestat*, le droit successoral romain, il ne faudrait pas conclure que le partage égal y fut la règle. C'est qu'en effet, dans ses régions où il était d'usage de faire son testament, le droit de légitime avait plus d'importance que la succession *ab intestat*. De Brandt. *Droits et coutu-*

Justinien, dans la succession aux fiefs nobles le principe d'égalité n'était pas appliqué.

En pays coutumier, les coutumes admettaient toutes le droit d'aînesse au profit du fils aîné, il appartenait quelquefois à la fille aînée à défaut de fils. L'origine du droit d'aînesse, d'après M. Viollet (*Histoire du droit français*), remonterait à la féodalité. Le suzerain aimait mieux, cela se comprend, qu'une seule tête lui répondit des services auxquels il avait droit.

Les différentes assemblées révolutionnaires abolirent ces règles qu'elles jugeaient surannées. L'Assemblée nationale et la Convention établirent les lois qui sont encore aujourd'hui les bases de notre droit successoral. Les décrets des 15 mars 1790 et 8 avril 1791 firent table rase des prérogatives d'aînesse, de masculinité et posèrent le grand principe d'égalité. Quelques autres mesures du droit révolutionnaire en matière successorale, trop empreintes de l'esprit nouveau, disparurent à la rédaction du Code civil. C'est ainsi que le droit révolutionnaire avait accordé les mêmes droits successoraux aux enfants naturels qu'aux enfants légitimes, le Code supprima cette partie.

La loi a poussé si loin le souci de l'égalité, qu'elle a réglementé très minutieusement l'opération, l'acte même du partage.

Nous avons supposé que le père de famille meurt laissant plusieurs enfants qui tous viennent à la succession, le Code décide très rationnellement que les créances et les dettes se partagent de plein droit entre les héritiers (art. 870, 873, 1220).

Quant aux biens en nature, ils sont dans l'indivision, la loi voit d'un mauvais œil l'indivision, l'indivision pense-t-elle est généralement nuisible à la propriété, elle diminue sa valeur économique. Elle a voulu qu'elle fût très brève, et elle a décidé que les conventions l'établissant ne pourraient excéder cinq années. S'inspirant de ces principes, il fallait qu'elle donnât à tout héritier le droit d'intenter l'action en partage. L'action en partage n'est pas à proprement parler une action au sens technique du mot, le juge ne peut pas à son gré accorder ou refuser la demande, si la qualité d'héritier est reconnue au demandeur, il ne peut que constater son droit au partage.

Nous n'entrerons pas dans les détails relatifs à cette action, il nous suffira de dire qu'il y a des règles spéciales de capacité pour son exercice. Ce qui touche plus directement à notre sujet, c'est l'opération même du partage.

Les enfants héritiers de leurs pères sont-ils sages ? sont-ils animés d'un esprit de modération qui les porte à s'arranger à l'amiable ? Alors tout est pour mieux, la maison familiale sera encore ouverte, le foyer ne s'éteindra pas ; ils laisseront à l'un d'eux le soin de

continuer la culture et de garder l'exploitation paternelle, mais pour ce faire, faut-il encore qu'ils soient tous majeurs et capables. Si l'un d'eux est mineur, si l'un de ceux qui sont capables refuse d'accéder à un arrangement, le partage judiciaire est obligatoire. La loi française accorde à tout héritier le droit d'exiger un partage judiciaire. A cause d'un seul, on va nommer des experts, faire intervenir une procédure compliquée, et quand tous les lots auront été composés, on procédera au tirage au sort, qui, on en est sûr, ne satisfera personne. Dans le cas où tous les héritiers sont capables, il n'y a aucune difficulté, si l'un des héritiers doit conserver pour lui seul l'exploitation, les autres y consentant, une transaction interviendra qui contentera tout le monde. Le Français se décide difficilement à abandonner contre une soulte de son cohéritier sa part en nature dans un partage, il tient à être propriétaire ne fût-ce que d'une parcelle infime ; il préférera souvent la mettre en vente après le partage, s'il prévoit que les acquéreurs se présenteront en nombre, il a l'espoir d'en retirer un prix plus élevé. Nous verrons plus loin les inconvénients d'un pareil état de choses.

Il arrive fréquemment qu'il y a des mineurs ou des incapables parmi les héritiers, la loi n'accorde pas aux parties la faculté de faire un partage amiable. Le législateur s'est justement préoccupé, il faut le reconnaître, des intérêts du mineur ou de l'incapable, et il a édicté en

leur faveur de sévères mesures de protection. Les praticiens frappés des difficultés que créent les partages judiciaires ont essayé d'y remédier, ils n'y sont pas entièrement parvenus. Ils ont employé d'abord la méthode des porte-fort. Un des cohéritiers, tous s'ils le jugent à propos, se portent forts réciproquement de l'acceptation du mineur à sa majorité. Ce moyen d'éviter le partage judiciaire n'est pas sans danger, les copartageants n'engagent pas le mineur, qui conserve toujours la liberté de revenir sur ce qui a été fait.

On a utilisé la transaction. La transaction prévue par l'article du Code 2044 est une convention par laquelle les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître. L'article oublie de nous dire que c'est par des concessions réciproques. La jurisprudence exige que la contestation soit sérieuse, et elle annule les transactions basées sur des difficultés simulées (1).

Le partage judiciaire a soulevé depuis très longtemps de nombreuses critiques, il a été attaqué par tous les juristes. Cette guerre acharnée n'a pas eu grand résultat. Deux lois cependant ont supprimé quelques abus trop criants. La loi du 2 juin 1841 d'abord, celle du

1. Et encore écrit dans son rapport présenté sur la question du partage judiciaire M. Piédelièvre « doit-on ajouter que si la jurisprudence et la majorité des auteurs admettent, sous cette réserve, qu'on puisse y recourir, l'admission du procédé est contestable en droit et a été contestée en effet par certains arrêts et par certains jurisconsultes ». *Bull. de la Soc. d'Etudes législatives*, 1905, p. 230.

23 octobre ensuite, ont apporté à cette matière une certaine amélioration.

La dernière vise les ventes judiciaires dont le prix d'adjudication n'est pas supérieur à 2.000 francs. Elle contient une mesure de faveur pour les petites adjudications ne dépassant pas 1.000 francs ; elle oblige les officiers ministériels à réduire d'un quart leurs émoluments. Il y a de plus des dispositions qui simplifient la publicité obligatoire pour les ventes par adjudication. Voyons donc sommairement comment on procède à un partage judiciaire, nous jugerons mieux ensuite les défauts de cet échafaudage compliqué. Nous passons sous silence, la procédure antérieure au partage, l'apposition des scellés. L'article 723 dit que le tribunal prononce comme en matière sommaire. Le tribunal commet un notaire qui va liquider la succession, il nomme en même temps un juge-commissaire sur le rapport duquel il statuera. L'estimation des meubles ou des immeubles quand elle est obligatoire sera faite par les experts, depuis 1841 il peut n'y en avoir qu'un seul.

Chaque héritier, et c'est ici qu'apparaît un des vices du système, peut demander sa part des meubles et des immeubles (826-832). Pour le paiement des dettes, on vendra en premier lieu les meubles si la majorité des héritiers y consent. L'estimation de la masse partageable a été faite, le notaire établit lui-même cette masse. Il ne reste plus qu'à attribuer à chacun sa part définitive. L'article 978 du Code de procédure exige que les

lots soient établis par un expert nommé par le juge-commissaire. Mais l'expert n'est pas libre d'agir à sa guise dans la formation des lots, sa tâche est étroitement limitée. Il est tenu, pour se conformer à l'article 823, de mettre dans chaque lot autant que possible une égale quantité de biens de même nature, meubles et immeubles, créances. La loi recommande cependant qu'on ne morcelle pas trop les parcelles.

Le rôle du législateur est terminé semble-t-il : la pensée qu'il fallait maintenir, l'égalité la plus rigoureuse l'a fait réglementer très étroitement le lotissement. Il doit être formé autant de lots qu'il y a de cohéritiers à prendre part au partage. Ceci est évident, mais on ne se borne pas à cette mesure, quand les parts qui reviennent aux différents héritiers ne sont pas égales, on représente la part de chacun par une fraction, on réduit ces fractions au plus petit dénominateur commun et l'on fait autant de lots qu'il y a d'unités dans le dénominateur.

Voici une personne qui laisse deux héritiers, un père et un frère, le frère a droit de par la loi aux trois quarts de l'héritage, le père a le dernier quart. Les profanes se fondant sur un raisonnement très simple, vous diraient qu'il faut d'abord partager la succession en deux parties égales et ensuite diviser par deux l'une de ces parts, pour remplir le père de ses droits. Ce n'est pas ainsi que la jurisprudence s'est établie, il doit être formé quatre lots, le père tirera l'un des quatre lots, le

frère aura les trois autres. Avec un pareil système, on conçoit sans peine si les héritiers sont un peu nombreux et s'ils viennent à la succession à différents chefs, qu'on soit dans la nécessité de faire beaucoup de lots. On voit, dit M. Planiol, dans la pratique, des héritiers obtenir quinze cent vingt-quatrièmes d'une succession. Les experts sont obligés de proposer souvent la licitation. Comment pourraient-ils diviser de petites propriétés rurales de 3 à 20 hectares en 124 portions. Un géomètre de profession qui aurait à diviser un polygone irrégulier en autant de parts égales y parviendrait-il ?

Il y a un cas où l'on pousse moins loin ce souci d'une égalité parfaite impossible à obtenir dans la pratique. L'article 826 a prévu cette hypothèse. C'est celle où des héritiers viennent à la succession par représentation, on dit alors qu'il y a souche, et on ne fait qu'un lot pour le représenter.

Après l'homologation par le tribunal du rapport du juge-commissaire qui prend pour base celui du notaire, on tire au sort les lots. C'est peut-être le plus grave des inconvénients du partage judiciaire.

On va faire du hasard le juge souverain des parties. Les héritiers propriétaires de parcelles dans la même localité que celle où se trouvent les biens de la succession, sont contraints de se soumettre aux caprices de la roue de la fortune.

Combien peu seront satisfaits. C'est en vain qu'en 1844, lors du vote de la loi que nous avons signalée, on

a demandé que le tribunal soit autorisé à désigner par attribution le lot de chaque héritier. On aurait pu au moins permettre cette attribution quand il y avait des lots inégaux dans le partage.

Tel est l'ensemble des règles accumulées comme à plaisir et qu'on doit observer dans le partage judiciaire.

Il n'est pas besoin d'ajouter que des frais considérables pour les héritiers sont la conséquence de la loi.

Malgré le désir du législateur de donner à chacun sa part en nature des biens, il a fallu qu'il prévienne l'impossibilité matérielle, de le remplir de sa part en nature. Quand les immeubles sont impartageables ils doivent être vendus ; c'est la licitation.

Cette indivisibilité est fréquente. M. Thaller le prouve avec beaucoup de force dans son rapport présenté à la Société d'économie sociale, en même temps qu'il s'élève contre la licitation. Qui ne voit d'ailleurs combien est regrettable la disparition d'un établissement commercial ou industriel prospère. S'il s'agit d'une succession où il y a un de ces établissements, le juge ne pourra l'attribuer à l'un des enfants. Il importe peu qu'il y ait un des copartageants, que ses dispositions, ses aspirations, et son éducation désignent indubitablement pour succéder au *de cujus*. Un de ses cohéritier malveillant l'empêchera de conserver l'établissement industriel ou commercial.

CHAPITRE III

Les Inconvénients de ce mode de partage

Ces dispositions du Code ont soulevé en France, depuis un siècle, de véritables tempêtes.

Il ne se passe pas de jour sans que les adversaires de la loi ne protestent contre les ruines, que, disent-ils, elle a accumulées. Ce serait à ce fameux principe de l'égalité dans le partage, que nous serions redevables de l'égoïsme de notre société moderne, de la diminution de notre population et de la tendance à l'accroissement de la grande et de la moyenne propriété. Un de nos romanciers contemporains de grand talent, Henry Bordeaux, le défenseur de la vieille famille française, met dans la bouche de l'un de ses personnages des *Roquevillard* (1), un discours qui dépeint l'état d'esprit des adversaires du Code. Le passage serait à citer en entier, le père de famille qui a une grande résolution à prendre (il s'agit de savoir s'il vendra le domaine familial pour sauver l'honneur de son fils) réunit un conseil de

1. Henry Bordeaux. *Les Roquevillard*, roman.

famille. Tous les membres sont appeles à emettre leur avis, le dernier, l'ancêtre, motive ainsi le sien : « Le père est le juge domestique de ses biens, François tu es seul responsable, tu ne relèves de personne... »

« ...En ce temps-là, c'était sous le régime sarde avant l'annexion, les filles ne recevaient qu'une legitime et on ne les épousait pas pour leurs ecus, le patrimoine devenait le lot d'un seul avec ses obligations auxquelles n'aurait pas failli l'heritier, telles que nourrir, doter, etablir les cadets, recevoir les infirmes, les necessiteux, les vieillards. Les jeunes gens ignorent ce que representait alors le patrimoine qui etait la force materielle de toute la nation groupée autour d'un chef, assuree de subsister, de durer grâce à sa cohesion. Aujourd'hui à quoi bon garder un domaine, si tu ne le vends pas la loi se charge de le pulveriser ; avec le partage forcé, il n'y a plus de patrimoine, avec le chacun pour soi d'une part et de l'autre l'intervention permanente et interessée de l'Etat dans tous les actes de la vie, il n'y a plus de famille. Nous verrons ce que realisera cette société d'individus asservis à l'Etat. » Il y a dans ce passage, resumees en quelques mots, toutes les doléances de l'école qui reste attachée aux antiques traditions.

Le Play et ses disciples ont les mêmes idées, ils nous donnent en exemple ce qui se passe en Angleterre. Les Anglo-Saxons ne connaissent pas notre égalité, en sont-ils moins heureux ?

Le père de famille y est libre de disposer de sa for-

tune, il a ainsi en mains le châtiment ou la récompense qu'ont mérité ses enfants. On ne voit pas le triste spectacle du fils de famille qui, sûr de posséder un jour la fortune patrimoniale, ne pense qu'à s'amuser et devient un inutile. Les familles sont nombreuses, les puînés quittent sans regret la mère patrie, ils partent vers les rivages lointains porter la civilisation et les lois de l'Angleterre ; nos fils à nous ne quittent pas la métropole ; leur plus grande félicité est de devenir fonctionnaires. La plupart de ceux qui ont étudié nos lois successorales sont d'accord pour estimer qu'elles contribuent au morcellement exagéré de la propriété. Le morcellement est assurément l'une des conséquences les plus immédiates de notre partage en nature. Des lors que tous les héritiers doivent recevoir leur part en nature, il faut que les immeubles soient divisés. Il apparaissait aux auteurs du Code que cette division du sol allait à bref délai amener l'âge d'or dans le pays. Ils voyaient dans leur imagination s'émietter les grandes propriétés, les petites exploitations, décupler et enserrer dans un réseau à mailles compactes toute l'étendue de la France agricole.

Les résultats, nous l'avons dit précédemment, n'ont pas été ceux que l'on attendait. Les grandes propriétés couvrent une partie du territoire, les exploitations d'importance moyenne sont encore très nombreuses.

Nous avons constaté que la propriété paysanne est restée presque immobile de 1882 à 1892, avec une

légère tendance à l'accroissement. Cette tendance s'est accentuée depuis quelques années. Mais il n'en reste pas moins vrai que cette forme de propriété a cruellement souffert du partage en nature forcé, elle en eût beaucoup plus souffert si les parents n'avaient (ce que nous établirons plus tard) restreint volontairement le nombre de leurs enfants pour éviter le morcellement.

Le comte de Butenval (1) écrit : « Mais les effets matériels ont été infiniment plus funestes pour les petits propriétaires chez lesquels il anéantit périodiquement par une inévitable liquidation les fruits du travail et de l'épargne, et notamment la possession du foyer domestique ». Claudio Jannet est plus énergique encore : « Au-dessous d'un certain niveau de fortune, toute liquidation forcée aboutit fatalement à la destruction du foyer domestique. Nos lois révolutionnaires vont directement contre l'intérêt du peuple en empêchant les familles d'ouvriers de devenir propriétaires de leur foyer et en détruisant à chaque génération les établissements industriels où elles pourraient trouver un patronage efficace fondé sur la solidarité et le travail. »

Ce morcellement excessif qui serait la conséquence du partage entraîne souvent la licitation. L'un des héritiers ne peut pas toujours se faire déclarer acquéreur.

1. Le comte de Butenval. *Lois et Successions apprécées dans leurs effets économiques*, par les Chambres de commerce de France.

Plus souvent encore les parcelles sont vendues séparément par les cohéritiers, et les voisins qui attendaient ce moment se jettent, comme sur une proie sur ces morceaux de terre.

De toute façon la propriété paysanne est désorganisée, désagrégée, on comprend qu'elle forme fréquemment un tout indivisible, une unité économique, ses constructions ont été aménagées suivant leur destination, il n'y a que l'indispensable, ce tout va être brisé; l'un des héritiers devient propriétaire de la maison, tandis qu'un autre a les bâtiments d'exploitation, un troisième la prairie qui s'étalait devant la chaumière. Personne n'a cet ensemble, constructions, terres, bois, vignes, pâtures, qui faisait l'utilité et l'agrément de cette petite exploitation.

Le morcellement (1) a encore d'autres suites très fâcheuses, qu'il nous suffise de dire que la culture devient plus difficile lorsqu'elle porte sur des parcelles éloignées, trop petites, elle est aussi moins rémunératrice.

Il y a eu une époque de notre histoire où le morcellement excessif a existé. Au ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècle le propriétaire dut faire valoir sa terre lui-même ou la vendre à l'exploitant moyennant une redevance. En général le seigneur foncier se déposséda. Le paysan avait donc un moyen d'acquérir la terre sans bourse

1. V. de Foville. *Le morcellement*.

délier. Il en résulta une très grande division de la propriété, mais il y eut ensuite à partir du xvi^e siècle un mouvement de concentration (1).

Seulement il est bon de faire remarquer comme le dit Benjamin Constant que le morcellement des terres s'arrêtera toujours au point au delà duquel il deviendrait funeste.

Ce n'est pas sans raison qu'on rend nos lois successorales responsables des licitations fréquentes des petites propriétés, de leur vente au détail et enfin du morcellement exagéré dans certaines contrées.

Influence au point de vue de la population

Nous touchons à un point extrêmement controversé, ceux qui se sont occupés de démographie, sont arrivés à des conclusions quelquefois diamétralement opposées.

La France est un pays à faible natalité, si on la compare aux autres pays d'Europe, cette infériorité est manifeste. Tandis que la Russie compte plus de 40 naissances pour 1.000 habitants, l'Allemagne 38,2, nous ne pouvons mettre en regard de ces chiffres qu'un coefficient de 22,5, ce coefficient n'a cessé de diminuer (2).

1. V. Vicomte d'Avenel. *Histoire économique des salaires, des denrées et de tous les prix en général depuis l'an 1200 jusqu'en l'an 1800.*

2. V. Guéry. *Mouvement et diminution de la population agricole en France, 1895.*

On n'a pas manqué de trouver beaucoup de motifs à une pareille situation. M. Levasseur écrit (1) : « Quand le savant cherche les causes de la faible natalité en France, il a le droit de dire d'une manière générale qu'elles sont d'ordre psychologique plutôt que physiologique et que c'est vraisemblablement la volonté des familles d'avoir peu d'enfants qui est la cause principale de cet état de choses. » En veut-on une preuve ? Il suffit de voir comment se comporte notre race quand elle s'expatrie. Le Canada est un exemple typique. Les colons français qui l'ont peuplé ont des familles nombreuses, plus nombreuses que les colons anglo-saxons, les familles de dix enfants n'y sont pas rares.

« La race canadienne française sous l'influence du climat et des bonnes mœurs s'est comme régénérée et sa vigueur se manifeste par l'accroissement de sa natalité et de sa longévité. La moyenne du nombre d'enfants est de 12 chez les canadiens français et de 7 à 8 chez les canadiens anglo-saxons (le taux de la natalité dans la province de Québec a été en 1903 de 30,78 pour 1000 (2 et 3).

1. Levasseur, *Revue politique de la population en France*, octobre 1907.

2. *Les mœurs actuelles du Canada français*, Bounet-Maury dans le compte rendu des séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques, octobre, novembre 1908.

3. V. *Les annales du musée social*, juin 1908. — La direction du travail au ministère du Travail vient de créer un service de statistique internationale du mouvement de la population d'après les registres de l'état civil. En voici les résultats.

En réalité notre race est aussi prolifique qu'une autre quand elle veut l'être.

Notre mortalité infantile est assez élevée, nous ne sachions pas qu'elle le soit beaucoup plus que dans les autres pays. Et à ce propos M. Engerand-prenait la parole à la séance de la Chambre des députés du 13 novembre 1908 (1) : « La France traverse une crise de natalité dont un des signataires de notre amendement, M. Messimy, a signalé la dangereuse répercussion sur l'état futur de nos effectifs militaires... Le chiffre de la mortalité a été un peu restreint depuis quelques années, il est toujours énorme puisqu'il est presque égal à celui de la mortalité par tuberculose... Des sta-

L'excédent des naissances en France est plus faible que dans tous les autres pays d'Europe pour 10.000 habitants. Cet excédent pendant les vingt dernières années du XIX^e siècle est de :

12,5	pour la France.
51	« Islande, Espagne.
75	« Alsace-Lorraine.
95	« Autriche.
98	« Bavière, Belgique.
106	« Italie.
111	« Hongrie.
115	« Suède.
125	« Allemagne et Grande-Bretagne.
131	« Danemark.
131	« Finlande.
138	« Prusse.
140	« Norvège.
147	« Saxe.

La diminution de la natalité est générale dans tous les pays, mais dans aucun la proportion des naissances n'est aussi faible qu'en France où l'on compte année moyenne 222 naissances pour 10.000 habitants.

1. *Journal officiel*, Chambre des députés, n° du 14 nov. 1908.

tistiques absolument terrifiantes ont montré que sur 1.000 décès un cinquième au moins était d'enfants de moins d'un an. Ces décès sont fournis dans la proportion de 80 0/0 par la classe ouvrière... Il est démontré que sur 1.000 décès d'enfants de moins d'un an, 766 exactement auraient pu être évités, car ils tenaient, soit à une alimentation défectueuse, soit à une débilité congénitale causée par le surmenage de la mère au moment de la grossesse. » Devant d'aussi tristes constatations on ne peut que s'étonner que la France n'ait pas jusqu'ici fait des efforts plus énergiques pour soustraire à la mort chaque année les 36.000 enfants qui auraient pu lui être arrachés (1).

L'émigration extérieure n'est pas alarmante, nos colonies, l'Algérie même comptent plus d'étrangers qu'e de Français qui s'y sont établis.

1. Les pays où la natalité est la plus élevée sont :

Hongrie qui compte en moyenne.....	406	naissances
Roumanie	407	—
Serbie	417	—
Bulgarie.....	394	—
Saxe.....	395	—
Autriche	371	—
Prusse	367	—
Bavière	365	—
Allemagne.....	361	—
Espagne.....	353	—
Italie	349	—
Pays-Bas.....	325	—
Finlande	322	—
Norvège.....	303	—
Danemark	302	—

Le faible accroissement de notre population a donc pour cause essentielle nos mœurs ou notre législation successorale. Beaucoup d'économistes et non des moindres, voient en effet dans notre Code même, une des causes certaines de notre infériorité numérique. Cazalès avait jeté un cri d'alarme à la Constituante lors de la discussion sur la suppression du droit de tester. Il annonçait que cette interdiction allait arrêter l'essor de la population, et depuis Le Play et son école n'ont cessé de réclamer contre une législation qui d'après eux fait périlcliter le commerce, l'industrie et l'agriculture. On pourrait établir un parallèle entre les régions de la France qui ont essayé de remédier aux conséquences fâcheuses de nos lois successorales et celles qui s'y sont soumises. Si les pays à forte natalité sont ceux où l'on cherche à faire des aînés et si les autres n'ont que peu d'enfants, ne serons-nous pas autorisés à en déduire par voie d'analogie, que l'inégalité dans les partages facilite l'accroissement de la population.

M. Alfred des Cilleuls a fait à ce sujet une communication à la Société d'Economie sociale. Il a pris quatre provinces qui avaient une grande liberté pour tester : les Trois-Evêchés, la Lorraine, la Franche-Comté et l'Alsace.

Pour 100 ménages et pour une période de quatre années de 1781 à 1784 il a trouvé :

En 1781.....	309 naissances
1782.....	490 —
1783.....	474 —
1784.....	466 —

Par contre, dans la Normandie, la Touraine, l'Anjou et le Maine, l'Aunis et la Saintonge, où existaient des restrictions au droit de tester, il n'a plus constaté que :

En 1781.....	380 naissances
1782.....	378 —
1783.....	377 —
1784.....	350 —

Nous avons pour ces provinces une moyenne de 369 naissances pour 100 ménages, inférieure de 116 unités à celle des quatre premières provinces.

Nous avons eu la curiosité de savoir si, aujourd'hui, les départements qui occupent le territoire de ces provinces avaient conservé les mêmes habitudes. Les résultats que nous indiquons sont ceux du recensement de 1901 publiés au *Journal officiel* du 16 novembre 1906. Nous prenons les départements qui ont été formés par la Normandie, nous trouvons que la Manche, l'Orne, le Calvados, l'Eure et la Seine-Inférieure ont un excédent de décès sur les naissances.

Les départements issus de la Franche-Comté, le Doubs, la Haute-Saône et le Jura ont une moyenne de 2,45 décès et 2,15 naissances environ pour 100 habitants.

La différence qui ressort de ces chiffres est faible, nous voyons cependant qu'il y a un pourcentage de naissances un peu plus fort pour le groupe de départements compris dans la Franche-Comté.

La dernière cause qui influe sur notre population, c'est, avons-nous dit, l'état de nos mœurs.

Lorsqu'on examine une carte démographique, on est frappé par ce fait que les pays les plus en retard dans la civilisation ont le plus de naissances. La Chine est un pays particulièrement prolifique, l'Empire chinois avec ses 400 millions d'habitants peut devenir un péril menaçant pour l'Europe. On commence à envisager la possibilité d'une invasion des Jaunes.

Ce n'est pas la civilisation qui provoque l'accroissement de la population, et l'on peut en donner une explication très simple. L'homme civilisé a plus de besoins que l'homme primitif, il devient prudent et calculateur, il sait qu'une nombreuse progéniture lui coûterait cher à élever, il la restreint. Il semble même qu'à mesure où l'on monte dans l'échelle sociale, les familles deviennent de moins en moins nombreuses. La bourgeoisie a moins d'enfants que la classe ouvrière.

L'amour du bien-être a envahi la société, on veut satisfaire à cette soif du plaisir, et les enfants imposent de lourds sacrifices. Il faut les élever, les nourrir, les doter, pourvoir à leurs divers besoins pendant de longues années. Il est peu de familles qui n'aient un ou deux enfants, l'instinct paternel et maternel reste

vivace au fond des cœurs, l'enfant est une joie, il égaie la maison, il sera le but pour lequel on travaillera, l'espérance de l'avenir, l'être sur qui se concentreront toutes les affections de la famille.

Mais à la rigueur il suffit d'un fils unique pour apporter ces consolations, et perpétuer le nom, deux ou plusieurs ne seraient qu'un embarras. Aussi limite-t-on les naissances par tous les moyens.

La statistique criminelle des infanticides et des avortements a subi une crise très sensible pendant les dernières années du xix^e siècle en vertu d'une loi sociale bien connue. Plus un crime devient fréquent, plus la répression tend à s'adoucir, parce que le crime choque de moins en moins les idées et les mœurs de la société(1).

Le fléchissement dans la répression et la difficulté de la preuve jettent un voile sur la grande majorité de ces crimes. Un examen superficiel des statistiques viendrait corroborer cette idée que l'infanticide est moins fréquent (2).

En 1881-1885 il y en a eu 877.

En 1896-1900 — 535.

Il n'en est rien, les magistrats effrayés de la bienveillance du jury correctionnalisent de plus en plus l'infanticide. Un moraliste a déjà fait cette remarque

1. Dans un pays où tous les habitants seraient adonnés au vice de l'ivrognerie, personne ne songerait à la répression de l'ivrognerie.

2. Statistique de l'administration de la justice criminelle.

profonde qui a l'air d'un paradoxe. « Les enfants illégitimes ne se rencontrent plus que dans les populations restées probes et honnêtes. »

Dans une ville comme Paris, dit M. Bureau (1), le chiffre annuel des avortements dépasse tout ce que les inductions pessimistes permettent de conjecturer.

On ne s'en tient pas là, la chirurgie a tenté il y a quelques années, avec succès, l'opération de l'ovariotomie et le docteur Canu déclare qu'on a ovariectomisé à Paris 30.000 à 40.000 femmes et qu'il y a en France 500.000 femmes environ qui ont subi cette opération. Il est permis de croire que l'intervention chirurgicale n'était pas justifiée dans un aussi grand nombre de cas.

L'instinct paternel et maternel traverse une crise, il fléchit. On sait que les pratiques déshonnêtes du malthusianisme se répandent dans les différentes classes de la société, plusieurs syndicats ont fait une campagne en faveur de ces idées dont l'application nous conduirait bientôt à la ruine. M. Gauthier de Clagny (2 et 3) stigmatisait à la Chambre cette campagne détestable. « Je dis qu'il est impossible que le gouvernement de la République, soucieux de la grandeur de notre pays et de son avenir dans le monde, se désintéresse de la situation que je signale ».

1. Paul Bureau. *La crise morale des temps nouveaux*.

2. V. *Journal officiel*, 14 nov. 1908.

3. V. Sur la propagande néo-malthusienne un discours de M. le sénateur Bérenger. *Réforme Sociale*, 1^{er} et 16 août 1908.

M. Ferdinand Buisson confessait avec angoisse : « la France s'en va faute d'enfants, et la natalité diminue à mesure qu'augmente l'aisance. Continuons ainsi, et dans dix ans le nombre des conscrits allemands sera juste du double de celui des nôtres, ces nombres étaient égaux en 1860. Y a-t-il un remède ? S'il n'y en a pas, c'est la fin et de toutes la plus honteuse, car c'est la fin par égoïsme, par indignité de vivre ».

Les Etats-Unis de l'Est font à notre société une triste concurrence sur ce terrain. A Washington, dans une maison à locataires, *apartment House*, où demeurent 64 couples adultes, il ne se voit que deux enfants dont un Belge (1). Ce n'est point ici l'entrave au droit de tester qu'il faut incriminer. Chacun a la libre disposition de ses biens par testament, chacun peut laisser la plus grande partie de sa fortune à un étranger. C'est un bien acquis par le travail, libre à l'individu d'en disposer à son gré. L'idée qu'on se fait des obligations du père de famille n'est pas la même que chez nous, le fils a l'avenir devant lui qu'il donne libre cours à son activité.

L'alcool a été mis en cause ; sans nier les effets déplorables de l'alcoolisme, on peut être persuadé qu'il n'a pas grande importance dans la question. Les parents alcooliques voient souvent leurs enfants affligés

1. Cité par le vicomte d'Avenel, *Revue des Deux-Mondes* 1^{er} janvier 1908.

de tares congénitales, et la mortalité infantile les frappe plus que les autres. Mais les départements qui ont une forte natalité, sont quelquefois ceux où l'alcoolisme sévit, comme c'est le cas pour certains départements bretons.

M. Lucien March (1) dans la *Réforme sociale* dit que la natalité paraît surtout avoir baissé dans les régions de petite culture et de petite industrie, de 1835-1840 à 1891 1900 il a constaté que la proportion des petites côtes est la plus élevée là où la natalité s'est le plus affaiblie. Cette remarque appuie l'opinion qui attribue au morcellement excessif une fâcheuse influence sur la natalité.

Nous croyons qu'il y a une part de vérité dans toutes ces opinions, les causes de la dépopulation sont variées (2). Nous sommes avec ceux qui demandent un allègement de charges pour les familles nombreuses. Oui, sans doute, le paysan français craint d'avoir plusieurs enfants, parce qu'il ne veut pas qu'on réduise son bien en poussière après sa mort. Il a acquis un petit pécule à force de travail, d'économies, de privations, un amour paternel mal compris lui fait désirer pour son fils, une vie plus calme et plus heureuse que celle qu'il a vécue. Et puis il a de l'ambition, il souhaite

1. V. *Réforme sociale*, n° du 16 octobre, 1908.

2. V. Sur la dépopulation, enquête et ses résultats publiées dans les numéros de la *Réforme sociale*, 1908.

faire de son fils un « mossieu » et de sa fille une dame. C'est en se saignant aux quatre veines qu'il y parviendra.

Qu'importe, il ne pourrait pas se bercer de ces beaux rêves, s'il avait trois ou quatre enfants. Il aura un fils oui, c'est là le *summum* de ses désirs, ce fils transmettra son nom, conservera les traditions, et lui sera, il l'espère, un sujet d'orgueil pour ses vieux jours.

Une modification apportée au Code civil, ne suffirait, pas à faire de la France une nation débordante de sève ; ce qui entretient avant tout une natalité élevée, c'est une moralité élevée. M. Isaac, l'éminent président de la chambre de commerce de Lyon, envisage la question sous cet aspect :

« Pour moi il n'y a pas de doute, la question est surtout d'ordre moral ; j'ai dix enfants, je sais ce que c'est qu'une nombreuse famille ; ce n'est pas une sinécure que d'en être le père. On n'accepte pareille tâche que par conscience et par respect de la loi religieuse. Là où le sentiment religieux s'atténue, les familles nombreuses vont en diminuant. Ici à Lyon il y a encore beaucoup de familles nombreuses. J'en ai autour de moi plusieurs de huit, neuf ou dix enfants. Je n'y vois pas d'autres causes que la conscience religieuse. Il y a dans les classes pauvres même sans religion, quelques familles très nombreuses. On dit qu'elles proviennent de l'insouciance, c'est exact. Insouciance ou confiance en Dieu

se confondent dans un même sentiment d'abandon. Les gens qui calculent trop ont peu d'enfants (1).

Et M. Adrien Delor :

« L'histoire dira si la civilisation basée sur la loi divine et la contrainte individuelle n'était pas supérieure pour faire une race et une patrie à celle qui tend de plus en plus à prendre pour base la jouissance individuelle et l'adoration du veau d'or. »

Les lois successorales françaises ont une influence néfaste sur la natalité, elles incitent le paysan à faire « des aînés en supprimant les cadets ».

Les cadets que l'on a tant voulu protéger, à qui on a réservé une part égale dans la fortune patrimoniale, ne bénéficieront même pas du bienfait de la vie, ils ne naîtront pas. Les réformes ne seront cependant qu'un palliatif, il ne faut les envisager que comme un soutien pour la loi morale qui est le véritable pivot de la question.

1. Cité par M. Ambroise Rendu, dans un article paru dans la *Libre Parole*, en 1908.

CHAPITRE IV

Les moyens actuels d'éviter l'égalité dans le partage. — Disposition à titre particulier (la Réserve héréditaire). — Partage d'ascendant (Jurisprudence). — Insuffisance de ces moyens.

Nous avons suffisamment établi, croyons-nous, que nos lois successorales étaient quelquefois une cause de gêne et d'ennuis. On a cherché, comme il fallait s'y attendre, à éluder ces entraves et les praticiens ont prêté leur concours à ceux qui voulaient tourner la loi. Le Code même, dans quelques dispositions, permet au père de famille de rompre cette égalité parfaite qui est le principe de notre partage successoral.

Nous nous proposons dans ce chapitre d'examiner les différents moyens que le législateur a mis à la disposition du père de famille pour parer aux inconvénients que nous avons signalés, nous verrons aussi comment la pratique s'est accommodée des facilités accordées par la loi.

La Révolution avait fait table rase des privilèges de

masculinité, d'aînesse qui permettaient aux familles de faire passer leur patrimoine presque tout entier sur une seule tête.

Les hommes de la Révolution admettaient pour la plupart la propriété individuelle, mais quand il s'agissait de déterminer son fondement, ils n'étaient plus d'accord. Les uns affirmaient que la propriété était fondée sur le droit naturel, et comme lui perpétuelle ; Mirabeau, Tronchet, Portalis contestaient cette perpétuité. Mirabeau lui attribue le double caractère civil et viager. « Nous pouvons, disait-il, regarder le droit de propriété, tel que nous l'exerçons, comme une création sociale, les lois ne protègent pas seulement la propriété, elles la font naître. Les droits de l'homme en fait de propriété ne peuvent s'étendre au delà de son existence. » C'était l'influence du contrat social qui se manifestait chez tous ces esprits.

D'après le contrat social, l'homme avait primitivement vécu dans un état antérieur à celui de société ; dans cet état il jouissait librement de tous les biens que la nature lui avait octroyés, jusqu'au jour où par suite d'une entente commune, les hommes conclurent une sorte de pacte, de contrat social qui dès lors limita leurs droits et leurs devoirs. La première convention sociale fut donc celle qui créa le droit de propriété. Mais ce droit de propriété qui n'est pas fondé sur le droit naturel, est variable, il dépend du temps, des lieux,

des mœurs, la société va pouvoir le régler au mieux des intérêts des individus.

Des économistes avaient cependant nettement fixé, comme base de la propriété, le droit naturel. Selon eux, la loi civile ou positive n'aurait rien créé, elle n'aurait fait que reconnaître et publier le droit naturel, pour éclairer les citoyens, qui pouvaient ne pas le connaître, ou s'en faire une idée inexacte. Dans son exposé des motifs, Bigot de Préameneu, soutient (1) : « que la loi civile pour être parfaite n'a rien à créer, elle ne doit suivre que les mouvements même de la nature... La loi civile qui s'écarte le moins de la loi naturelle est aussi celle qui peut le mieux fixer le droit de propriété et le préserver d'être ébranlé par les révolutions », et Montesquieu dans son magistral langage ne dit pas autre chose. « La loi en général est la raison humaine en tant qu'elle gouverne tous les peuples de la terre, et les lois civiles ou politiques de chaque nation ne doivent être que le cas particulier où s'applique cette raison humaine. » Il est logique que ceux qui fondent sur le droit naturel la propriété, établissent sur cette même base sa transmissibilité. Comme le droit de propriété, le droit de transmettre cette propriété sera perpétuel, et les lois civiles ne pourront y porter atteinte. Pour les disciples de Rousseau, Montesquieu et Mirabeau, la propriété étant purement une création de la loi civile est susceptible de varier avec elle.

1. Fenet, t. XII, p. 510.

Les auteurs du Code pensaient que la propriété est de droit naturel ; mais pour eux encore, ce droit est viager de sa nature, la transmissibilité ne peut-être accordée que par les lois et dans l'intérêt de la société. « La successibilité n'est pas un droit naturel, ce n'est qu'un droit social entièrement réglé par la loi politique ou civile. » (Discours préliminaire sur le projet du Code civil, Fenet, t. I, p. 518-519.). Si on n'admet pas que la propriété soit de droit naturel, on ne peut pas reconnaître ce caractère au droit de tester.

Mirabeau, Robespierre s'opposaient au droit de tester. « La société est en droit de refuser à ses membres, dans tel ou tel cas la faculté de disposer arbitrairement de leur fortune, le même pouvoir peut interdire en certaines circonstances les testaments mêmes. »

Nous ne prendrons pas parti à ce débat, puisqu'aussi bien il n'est pas essentiel à notre sujet.

Quel que fût le sentiment de nos législateurs de 1804 ils ont inscrit et réglementé dans le Code le droit d'hérédité et de tester, il importe que nous sachions comment ils l'ont fait. Ils exclurent les privilèges des mâles, et d'ainesse ; sur ce point, il nous semble que la nouvelle législation a pénétré dans nos mœurs et qu'elle s'y est profondément enracinée. Une fois, dans le siècle qui vient de finir, l'inégalité entre enfants a failli être rétablie. L'opinion publique empêcha le projet du gouvernement de la Restauration de réussir et M. le duc

de Broglie, se faisant l'interprète des sentiments de la France, pouvait dire : « Un cri général s'élève par toute la France qui prouve l'impopularité du projet. une pareille loi est morte avant de naître ; un vote unanime des deux chambres ne lui donnerait pas l'existence. »

Le principe d'égalité entre les enfants admis il fallait que la loi le fit observer rigoureusement.

On décréta que tous les descendants, quels qu'ils fussent, auraient une réserve. La réserve est la part des biens d'une personne qui est assurée par la loi à ses héritiers en ligne directe et dont ceux-ci ne peuvent être dépouillés par des libéralités adressées à d'autres personnes. La fraction qui subsiste et dont on peut disposer s'appelle la quotité disponible. La réserve se justifie par de puissants motifs. On a beau nous objecter que les enfants, assurés de jouir un jour de la fortune paternelle, ne seront plus retenus dans le devoir par cette crainte qu'on a appelée commencement de la sagesse ; nous croyons qu'elle est nécessaire, à notre époque surtout, quoiqu'elle soit la cause de l'émiettement de la propriété et de la disparition d'entreprises commerciales et industrielles. Le Play espère que l'amour paternel choisira le plus digne des enfants pour lui succéder et que ce choix sera guidé par le seul souci d'assurer, dans de bonnes conditions, la perpétuité de la famille. L'impartialité ne cessera de gouverner tous les actes du père ; s'il y a des indignes, il pourra

les frapper, mais jamais sa colère égarée n'atteindra les innocents, ceux qui auront rempli les devoirs imposés par la piété filiale. Nous voudrions qu'il en fût ainsi ; trop d'exemples nous montrent chaque jour des pères oublieux de leur dignité et de leur rôle, qui sans la loi se laisseraient aller aux pires extrémités.

Il est inadmissible que les enfants soient complètement privés des biens patrimoniaux. Comment le père de famille pourrait-il déshériter celui à qui il a donné la vie, celui à qui il a transmis peut-être ses qualités physiques et morales, mais hélas ! quelquefois aussi ses tares, ses maladies qui l'obligeront à traîner une triste et lamentable vie.

Qu'on le veuille ou non, il y a une solidarité entre les membres de la même famille ; si l'honneur du nom rejaillit sur les héritiers de ce nom, il en est de même pour les tares. Le fils du criminel porte injustement, c'est vrai, le poids de la faute paternelle, il en est réduit souvent à cacher son état civil. Et l'on voudrait que celui qui est obligé de supporter les conséquences de l'hérédité physique et morale qu'il tient de ses auteurs, pût être déshérité. Toutes les fibres les plus intimes de notre nature protestent contre une pareille théorie. « L'enfant hérite des biens et des dettes comme il hérite des vertus et des vices, des maladies et des difformités. Tout compte fait, dans le monde, l'hérédité aura dispensé à moins de gens la fortune que les

penchants mauvais et les lésions chroniques. » (De la Pougé).

Ces profondes raisons morales suffisent selon nous, et celles qu'on peut présenter après elles, paraissent superflues.

On a voulu rattacher la réserve à la dette alimentaire, le père qui a donné la vie à son enfant a contracté vis-à-vis de lui le devoir de l'élever, de le nourrir, jusqu'au moment où il sera en âge et en état de pourvoir lui-même à ses besoins. Mais alors, dira-t-on, pourquoi le faire héritier, s'il a acquis une situation qui lui fournit les moyens de vivre.

On a soutenu que la réserve reposait sur le fidéicommis. Les ascendants qui nous ont précédé dans la vie, auraient légué à leurs descendants leurs biens avec la pensée qu'ils n'en seraient que les dépositaires, qu'ils devraient les remettre à leurs descendants. Le possesseur actuel ne serait qu'un mandataire avec de très larges pouvoirs. Il faudrait alors accepter que les ascendants puissent engager, sans leur consentement, la volonté de descendants dont ils ne peuvent pas prévoir l'existence. Nous préférierions s'il en était besoin cet argument qui voit, dans une copropriété familiale, l'obligation pour le père de ne pas déshériter ses enfants. Cette idée existait chez les Romains, chez les Germains. Le père de famille qui a donné à ses enfants une éducation en rapport avec sa situation ne s'est-il pas engagé à ne pas les priver sans raison de cette

situation et, s'il a travaillé avec eux, s'il les a mêlés à ses labeurs, à ses espérances, n'est-il pas juste qu'ils profitent des résultats acquis grâce à de communs efforts.

Le taux de la réserve fut vivement discuté. Mirabeau, qui s'était fait le champion de l'égalité, aurait désiré que le père ne pût disposer que d'un dixième de sa succession ; lors de la discussion, le premier consul avait aussi proposé son système. Tout le monde finit par se rallier aux conclusions de Cambacérès qui devinrent l'article 913. La quotité disponible est de moitié dans la succession quand il n'y a qu'un enfant, elle est du tiers s'il y en a deux, du quart s'il y en a trois ou davantage. Le père de famille a ainsi le moyen de grossir assez considérablement la part de l'un de ses enfants, et la loi lui permet de choisir celui qui lui plaira. En pratique, dans les contrées où il est fait usage de cette faculté, c'est l'aîné des enfants qui garde le quart en plus par préciput. Dans beaucoup de régions de la France cette coutume s'est établie. « Dans le Midi dit un rapport de l'enquête agricole de 1866 (1), les traditions, plus fortes que la loi moderne, assurent assez fréquemment la conservation, entre les mains de l'aîné, de la meilleure partie ou même de la totalité des biens meubles et immeubles, à la condition pour lui de désintéresser ses cohéritiers. » M. de Brandt (2)

1. Enquête décennale agricole. Documents généraux, Série, p. 124.

2. V. de Brandt. *Droit et coutumes des populations rurales de la France en matière successorale.*

s'est efforcé de rechercher dans quelle mesure les lois successorales du Code avaient pénétré chez nos paysans. Après l'avoir lu on aperçoit très nettement que, dans beaucoup de régions, le partage inégal a supplanté le partage égal.

Quelle importance ont eu les divers principes du droit écrit et du droit coutumier, sur la transmission des biens, dans les pays où ils étaient respectivement appliqués ?

Dans le Midi régnait le droit écrit, le testament n'y triompha pas toujours. Il y avait bien la légitime, mais elle était moins importante que la succession *ab intestat*. Le père pouvait ainsi léguer au fils aîné le bien patrimonial, et au dire de M. Viollet, l'habitude du testament se rencontrait même chez les ménagers, les cultivateurs, les petites gens.

Partout où cela a paru nécessaire, on s'est efforcé de combattre les tendances du Code. On n'a pas toujours employé les mêmes moyens, mais le but était toujours de lutter contre l'égalité en nature dans le partage, et surtout l'égalité entre les copartageants.

L'ouest de la France est une région très agricole ; la Normandie, l'Anjou, la Touraine, le Poitou, sont des pays d'élevage et de culture.

C'était avant 1789 le droit coutumier qui s'appliquait dans ces provinces, et il différait avec chacune d'elles. Pour les biens nobles, il assurait au fils aîné les deux tiers de la succession ; dans les familles roturières, on

suivait le principe du partage égal, ordinairement les filles renonçaient à la succession paternelle après avoir reçu une dot. L'enquête de 1866 déclare qu'à l'intérieur du Finistère le vieil usage d'effectuer les partages du vivant des ascendants existe encore ; celui qui garde la propriété indemnise les autres. Et cet usage est tellement enraciné, que s'il n'y a pas de partages entre vifs ou testamentaires, l'aîné prend la propriété à dire d'expert. On observe la même coutume dans le Morbihan ; dans les autres départements de l'Ouest, d'après M. de Brandt, le partage égal domine, on l'applique diversement selon l'état antérieur du droit. Dans la Vienne, il paraît qu'on a la funeste habitude de partager les parcelles même très petites ; on signalait que, si l'on ne s'arrêtait pas dans cette voie, la culture serait rendue presque impossible dans le canton de Vonneuil-sur-Vienne.

Il n'est pas indifférent d'insister sur ce point que l'Ouest en général est une de nos régions à forte natalité, si cette forte natalité n'a pas entraîné la disparition de l'ancienne propriété, c'est qu'on s'est évertué à atténuer les effets du Code. On a réagi autant que l'on a pu en France partout où ces lois allaient contre les habitudes et les mœurs. Tantôt le père de famille a laissé la quotité disponible à un de ses enfants, tantôt il leur a fait une donation entre vifs, ou un partage testamentaire. Ces moyens étaient quelquefois insuffi-

sants, on a essayé de tourner la loi par des ventes ou des prêts fictifs.

Au moment de la discussion du titre des successions, on pensa à faciliter aux ascendants la transmission de leurs biens.

Le partage d'ascendant n'est pas une création du Code civil, ses origines remontent au droit romain et au droit coutumier ; c'est l'acte par lequel les père et mère et autres ascendants distribuent et partagent leurs biens entre leurs enfants et descendants. La loi a prévu deux cas, le partage peut être effectué par l'ascendant de son vivant, ou pour après sa mort. C'est alors le partage testamentaire. Nous n'avons pas dessein d'étudier longuement les règles des partages testamentaires et des donations-partages, il est facile de se reporter aux ouvrages qui en ont traité, nous voudrions seulement analyser brièvement la jurisprudence qu'ils ont provoquée (1).

Le législateur a réglementé le mode de disposition, mais il a laissé de côté le mode de distribution, cet oubli a donné lieu à de nombreuses difficultés, plusieurs systèmes ont été proposés pour compléter la loi. Quelques-uns très libéraux admettent que le Code laisse libres les ascendants de répartir leurs biens comme ils l'entendent, sans tenir compte de leur nature. D'autres

1. V. Picaud. Thèse, Paris. *Des partages d'ascendants comme moyen d'éviter la dispersion de la petite propriété paysanne*, 1902.

ont fait une distinction entre la donation-partage et le partage testamentaire.

La Cour de cassation s'est ralliée à un troisième système qui admet que, dans le silence de la loi, il faut pour la formation des lots s'en référer aux articles 826 et 832 empruntés à la matière des partages judiciaires. L'acte de l'ascendant que ce soit un partage entre vifs ou testamentaire est avant tout un partage, comme tel il doit en suivre les règles. Les articles 826 et 832 sont considérés comme étant une conséquence de la copropriété qui existe forcément entre les parties à un partage. L'acceptation dans la donation-partage ne couvre pas la nullité qui résulterait de la composition irrégulière des lots, parce que le consentement n'apparaît pas libre ; la crainte d'offenser l'ascendant et de le faire renoncer à donner la jouissance anticipée fait qu'il est vicié.

La jurisprudence de la Cour de cassation est dans ce sens depuis un arrêt du 16 août 1826. Sa doctrine est très explicitement exprimée à ce sujet dans un arrêt du 24 juin 1868 (1). Il y est dit que, pour apprécier s'il y a ou non lésion dans un partage d'ascendants fait entre vif, les biens partagés doivent être estimés d'après leur valeur au jour du décès, et non d'après leur valeur au jour du partage. Les partages d'ascendants sont soumis aux règles essentielles des partages ordinaires, notamment à la règle qui veut que les lots soient com-

1. Cass., 24 juin 1868. S. 68. 1. 330.

posés de telle manière que chaque copartageant reçoive en nature, (à moins d'impartageabilité constatée), sa part de meubles et d'immeubles, et la constatation d'impartageabilité ne saurait s'induire de la seule reconnaissance qu'en auraient faite les copartageants dans l'acte de partage et du consentement ainsi donné du vivant de l'ascendant. L'arrêt est très fortement motivé, attendu, y lit-on, que cette assimilation sous ce rapport au partage ordinaire du partage entre vif, n'est que la conséquence nécessaire des caractères particuliers à ce partage, qui, pour assurer aux descendants les droits d'héritiers plus étendus que ceux de simple donataire et que l'ascendant a voulu transmettre, est obligé d'emprunter les secours de la loi des successions, et par suite d'en accepter les règles essentielles ; l'égalité entre les héritiers, l'inviolabilité de la réserve, règles dont l'application doit toujours être faite au moment où les droits qui en découlent sont nés non du partage fait accidentel de l'homme, auquel un pareil effet n'est pas attaché, mais du décès, fait prévu par la loi comme pouvant seul donner ouverture à la succession.

Cette jurisprudence de la Cour de cassation était très gênante et devait soulever de nombreuses difficultés dans la pratique. Beaucoup de partages d'ascendants pouvaient ainsi tomber parce que les lots n'étaient pas également composés des biens meubles et immeubles : c'était enlever presque toute leur raison d'être à ces actes juridiques. La Cour, devant les conséquences d'une

pareille interprétation, a cherché à maintenir le plus possible ces partages. Elle n'a eu qu'à se montrer plus large dans l'appréciation de l'indivisibilité des biens. Tandis qu'au début elle ne considérait que l'indivisibilité matérielle, l'impossibilité de faire des lots égaux ; elle envisage maintenant l'indivisibilité économique, c'est-à-dire la diminution de valeur qui atteindrait les parcelles divisées.

Le 23 novembre 1898 (1), la Cour a rendu un important arrêt, où elle a condensé en quelques lignes ce qui semble être sa doctrine sur l'égalité en nature dans les partages d'ascendant.

... Sur le troisième moyen, tiré de la violation des articles 826, 832, 900, 913, 1021, 1033 du Code civil : « Attendu qu'en matière de partage, les dispositions relatives à la réserve légale sont d'ordre public ; mais que celles qui règlent la composition des lots n'ont pas ce caractère ; que dans un partage d'ascendant le testateur peut, suivant les circonstances, les convenances, ou la situation de ses héritiers, suivant la nature, la consistance de ses biens, ne pas s'astreindre dans la composition des lots ou immeubles ou meubles à une rigoureuse égalité.... Attendu....

La Cour de Riom dans un arrêt du 10 mai 1851 (2) paraît avoir poussé plus avant le souci de maintenir les partages d'ascendant. Elle se demande s'il était de l'in-

1. Cass., 23 nov. 1898. S. 99. 1. 94.

2. Riom, 10 mai 1851. S. 51. 2. 598.

térêt bien entendu des enfants de partager ou non les immeubles. L'individualité n'est donc plus envisagée *in abstracto*, mais *in concreto*. Il faut voir s'il est préférable pour les enfants que les lots ne soient pas égaux en nature. Dans l'espèce un père de famille avait attribué ses biens aux enfants qui habitaient la commune dans laquelle ils étaient situés.

De ces quelques arrêts rapidement parcourus, il résulte que les Cours d'appel ont toutes les fois qu'elles ont cru pouvoir le faire assuré, l'existence des partages d'ascendant.

La Cour de cassation ne s'est pas montrée récalcitrante et elle a suivi la jurisprudence d'appel. Peut-on dégager de toute cette jurisprudence quelques points certains indiquant exactement et sûrement les causes d'indivisibilité ou de divisibilité des biens. Nous ne le croyons pas ; les Cours d'appel se basant le plus souvent pour motiver leurs arrêts sur des points de fait. Ce qui semble hors de doute, c'est qu'en général les jurisprudences d'appel et de la Cour de cassation se montrent favorables au maintien du partage d'ascendant. Elles admettent assez facilement qu'il y a indivisibilité pourvu qu'elles puissent trouver dans les faits de la cause, quelques raisons à cette indivisibilité, exigüité, convenance personnelle des héritiers, diminution de valeur des biens, etc.

Les particuliers qui voulaient procéder à des partages d'ascendant sans se conformer exactement aux

prescriptions de la loi se sont adressés aux praticiens.

Les notaires peu soucieux de voir annuler leurs actes ont mis à profit les ressources de leur science et de leurs subtilités juridiques ; les moyens employés ont été très différents. Il en est cependant qui servent couramment : l'ascendant frappe d'une clause pénale les héritiers qui, sans respect pour sa mémoire demandent la nullité du partage.

En 1817, la mère Anne P... fait entre ses trois enfants un partage tout à la fois des biens de leur père décédé et de ses biens propres, attendu est-il dit, la difficulté de les diviser ; il paraît que le partage était favorable au garçon.

Le 5 août 1821, testament de la mère disposant de la quotité disponible au profit de son enfant mâle, seulement pour le cas où les sœurs n'exécuteraient pas le partage de 1817. (La clause pénale revêt le plus généralement cette forme, l'ascendant donateur dispose de la quotité disponible en faveur de celui ou de ceux qui respecteront ses volontés.)

Après le décès de la mère l'une des filles a attaqué avec son mari tout à la fois le partage de 1817 et le testament de 1821, demandant que le partage fût rectifié et le don de la quotité disponible déclaré nul. Le 28 juillet 1828 intervient un jugement qui ordonne le partage des deux successions en trois lots sans qu'on tienne compte du testament ; le 16 mai 1829 un arrêt est rendu qui

ordonne l'exécution du testament. Intervient ensuite un pourvoi en cassation pour violation des articles 900, 1021, 1132 et 1172 du Code civil. Les demandeurs ont invoqué les anciens principes sur la distinction des clauses pénales, et des clauses conditionnelles, sur la nullité des clauses dont l'objet est contraire aux bonnes mœurs, à l'ordre public et même aux lois.

La Cour de cassation a rejeté le pourvoi sur les conclusions conformes de l'avocat général, par arrêt du 1^{er} mars 1831 (1). Il faut remarquer l'affinité qui existe entre les dispositions pénales et les dispositions conditionnelles. La distinction est un point de fait qui dépend de la volonté du testateur. La disposition est pénale si elle est faite en haine de l'héritier, elle est conditionnelle si elle tend à gratifier le légataire. Les peines testamentaires ont été autorisées par Justinien et défendues par Antonin le Pieux, mais la loi de Justinien a toujours été admise en France, dans toutes les hypothèses non contraires aux lois et aux bonnes mœurs.

Si c'est le fils qui est l'objet principal de la disposition, peut-on dire que la mère a disposé en haine de ses filles plutôt que par amour pour son fils. Ce serait donc d'après les anciens principes une disposition conditionnelle plutôt qu'une disposition pénale. D'ailleurs à quoi se réduit la difficulté : la loi permettait à la

1. Cass., 1^{er} mars 1831. S. 31 1.100.

mère de disposer du quart ; je n'en dispose pas a dit la testatrice à ses enfants, si vous voulez vivre en paix ; c'est aux deux filles qu'elle a imposé une condition, et cette peine n'est autre chose que l'exercice d'une faculté légale ; il ne s'agit que d'actes privés du droit civil. La disposition n'offense ni la loi morale ni la loi positive.

La jurisprudence de la Cour de cassation a été fidèlement suivie par les Cours d'appel. (Voy. Besançon, 16 janvier 1864. S. 47.2.267. — Caen, 31 janvier 1848. S. 48.2.425. — Bordeaux, 22 février 1858. S. 58.2.561.)

Quel est donc le critérium de la jurisprudence pour valider ces clauses pénales. Nous croyons qu'on peut ainsi le définir : La clause pénale destinée par l'ascendant à sanctionner une clause de nullité quelconque entachant le partage, sera valable quand la cause de nullité n'engage que l'intérêt privé et particulier des enfants ; elle est tenue pour non écrite et ne sera pas valable si la cause de nullité qui porte atteinte au partage, est d'ordre public.

Dans un arrêt de la Cour de cassation du 26 juin 1882, la Cour considère qu'en matière de donation et de partage, les dispositions relatives à la réserve légale sont d'ordre public, mais celles qui règlent la composition des lots n'ont pas ce caractère (1).

1. Voyez les différents arrêts. Cass., 27 nov. 1867. S. 68. 1. 65. — Cass., 13 fév. 1870. D. 70. 1. 182. — Cass., 11 juill. 1883. D. 83. 1. 144.

Les ascendants auraient donc, sans doute, un moyen à peu près certain, par une clause pénale de ce genre, de soustraire à l'action en nullité pour composition illégale des lots attribués à chacun des copartageants, les partages anticipés qu'ils ont fait entre leurs enfants. Les enfants qui voudraient attaquer le partage reculeront par crainte d'encourir l'application de la clause pénale.

Il est un autre procédé auquel on a recouru quelquefois, la *Revue encyclopédique du notariat et de l'enregistrement* l'indique, « elle a cru devoir conseiller (toutes les fois que les intentions de parties seraient conformes) de s'en affranchir en faisant deux actes séparés ; le premier contenant la donation, l'abandon des biens consentis indivisément aux enfants, à la charge par eux de se partager ensuite par tête les biens donnés, et l'autre, contenant l'opération de la division et du partage par les enfants seuls, s'ils sont majeurs sans le secours des ascendants » (1).

Plusieurs fois la jurisprudence a été appelée à donner son avis sur des actes de cette espèce, plusieurs fois elle a refusé de les annuler quand les juges constataient que l'ascendant avait été en fait étranger au lotissement.

Le 18 mai 1904, la Cour de cassation rendait un

1. *Revue encyclopédique du notariat et de l'enregistrement*. V^e Partage d'ascendants, n^o 175. Cité par M. Picaud (thèse). — Voyez un arrêt de la Cour de Bordeaux, 10 nov. 1903. D. 04. 2, 143..... Lorsque des parents font donation de tous leurs biens à tous leurs enfants, sans aucune

arrêt. Elle était sollicitée d'annuler un acte de cession consenti par les cohéritiers à leur copartageant le jour même où avait été fait le partage par l'ascendant commun (1).

Il s'agissait en l'espèce d'un partage fait entre les trois enfants, Jean M..., Emilie-Catherine M..., épouse S... et Catherine-Virginie M... épouse M..., par le sieur Etienne M..., veuf de Marie A... Le même jour et par devant le même notaire, la dame S... et la dame M... firent cession à leur frère de tous les biens et droits que leur conférait le partage d'ascendant. Deux ans environ après la mort du sieur Etienne M... et plus de dix ans après la formation des actes ci-dessus, le sieur Jean M... assigna ses deux sœurs devant le tribunal civil de Gaillac pour faire prononcer le partage des successions de ses père et mère, indiquant que si celles-ci se prévalaient des actes du 7 avril 1879, il en demanderait la rescision pour cause de lésion; le tribunal déclara la demande irrecevable par application de l'article 889. Mais la Cour d'appel de Toulouse réforma.

« Attendu, en effet, dit la Cour que l'acte de cession

préférence ou attribution, les laissant libres de se les partager ou liciter, ils ne peuvent être considérés comme ayant procédé à un partage de leurs biens entre leurs enfants. (C. civ. 1075 et 1076.)

... Et lorsque ces derniers, comparaisant seuls devant le notaire, ont, par acte postérieur, procédé à la confection des lots, hors la présence de leurs parents, ledit acte a le caractère non d'un partage d'ascendants, mais d'un partage ordinaire.

1. C. civ. 18 mai 1904. D. 06. 1. 358.

intervenue entre Jean M... et ses deux sœurs, les dames S... et M... le 7 avril 1879 devant M. Murat notaire à Salvagnac, n'a été que la suite et la conséquence nécessaire de l'acte de donation consenti par Etienne M... père à ses trois enfants, le même jour et devant le même notaire ; que sans doute le donateur est demeuré étranger à ce contrat en tant qu'il n'y figure pas nominativement ; mais que ses enfants donataires n'ont fait que se conformer aux volontés paternelles et remplir les conditions sous lesquelles la donation venait d'être consentie. Attendu qu'il serait difficile d'admettre autrement que les filles M... au préjudice desquelles la totalité de la quotité disponible venait d'être donnée par préciput à leur frère Jean M..., eussent bénévolement consenti à faciliter la réunion de tous les biens immeubles sur la tête de ce dernier. »

Pourvoi en cassation par les époux S... pour violation de l'article 889 du Code civil, etc. ; la Cour casse l'arrêt de la Cour de Toulouse : Attendu lit-on dans ses motifs, que pour infirmer la sentence des premiers juges et ordonner une expertise impliquant la recevabilité de l'action en rescision ; la Cour de Toulouse s'est bornée à déclarer que l'acte de cession n'était que la suite et la conséquence nécessaire de l'acte de donation passé le même jour et que c'était à tort que le tribunal avait refusé de voir entre ces deux actes un lien de dépendance donnant ouverture à l'action en rescision. Mais attendu que l'existence de cette corrélation ne suffisait

pas pour faire écarter l'application de l'article 889 du Code civil, que les juges du fond étaient tenus de rechercher si le partage d'ascendant, résultant d'après eux de la combinaison des deux contrats, ne présentait pas en raison des conditions dans lesquelles M... s'était obligé vis-à-vis de ses cohéritiers, un caractère aléatoire mettant obstacle à l'admission d'un recours fondé sur la lésion ; et qu'en omettant de se livrer à cette vérification, la Cour de Toulouse n'a pas donné de base légale à sa décision et a violé le texte de loi sus-énoncé, par ces motifs, etc...

La jurisprudence semble donc accueillir volontiers le subterfuge de la pratique quand elle estime que l'ascendant a voulu faire œuvre sérieuse et que les cohéritiers n'ont pas été injustement frustrés.

Le dernier arrêt que nous avons cité, paraît même particulièrement favorable au maintien du partage d'ascendant, la Cour a pensé, sans doute qu'il serait injuste d'annuler un acte où le consentement des parties est librement intervenu et où il était licite.

La plupart du temps l'acte qui suit le partage a été prévu et réglé à l'amiable avant le partage d'ascendant. D'après nous l'ascendant donateur ne devrait pas imposer sa volonté à ses héritiers, dans l'acte qu'ils font entre eux après le partage ; mais toutefois, pourrait jouer le rôle de médiateur.

Nous croyons que l'arrêt du 18 mai 1904 fournit un moyen à peu près certain d'assurer le maintien du par-

tage, il suffit que l'acte par lequel l'un ou plusieurs des héritiers s'obligent, vis-à-vis de leurs autres cohéritiers, présente un caractère mettant obstacle à la lésion.

CHAPITRE V

Les législations étrangères

Il est bien rare qu'une nation puisse s'approprier intégralement une législation étrangère, les mœurs et les coutumes, le climat, les habitudes, réclament des lois qui soient en harmonie avec eux.

En matière successorale ce travail d'adaptation est plus essentiel encore ; rien ne tient plus aux mœurs d'un peuple que l'hérédité. Si nous avons dessein de parcourir rapidement les législations étrangères, ce n'est pas parce que nous espérons en trouver une adéquate à notre situation, qu'il nous suffirait de copier servilement. Mais nous pourrions puiser dans cette comparaison d'utiles enseignements, les difficultés qu'on a voulu surmonter, nous les avons trouvées en France et peut-être y a-t-il des solutions qui auraient leur place chez nous.

Les Autrichiens, les Allemands, les Suisses se sont surtout préoccupés d'assurer le maintien des exploitations rurales. C'est chez eux que nous allons faire tout d'abord une incursion. Les législations des pays latins sont plus ou moins empreintes de notre Code civil,

leurs lois sur le partage sont presque toutes calquées sur les nôtres, nous les parcourrons dans la deuxième partie de notre chapitre (1).

Autriche. — Le Code civil autrichien date de 1811, il pose les règles du partage dans son titre de la communauté de la propriété réelle. L'article 841 décide que le partage doit être fait à la satisfaction de chaque copropriétaire. S'ils ne peuvent tomber d'accord, ils doivent s'en remettre au sort ou à des arbitres, et s'ils ne s'entendent pas pour adopter un de ces modes d'arrangement, le tribunal décide.

Quand une chose commune ne comporte aucun partagé ou n'est pas divisible sans une diminution notable de sa valeur, elle doit être vendue aux enchères judiciaires, alors même qu'un seul cohéritier en aurait fait la demande. L'argent de la vente est ensuite partagé aux ayants droit, article 843.

La législation commune autrichienne organise en résumé trois formes successorales pour les biens ruraux.

a) Le partage en nature du domaine entre les différents héritiers.

b) La copropriété indivise des cohéritiers (art. 825).

c) La vente en justice dans certains cas, quand un des intéressés le demande (art. 843).

Les embarras inhérents à un pareil système se fai-

1. V. Chéron. *Bulletin de la société d'études législatives*, 1905.

saient peu sentir jusqu'en 1868. L'article 761 du Code de 1811 avait, en effet, maintenu une lettre patente de Joseph II du 9 octobre 1795. Cette lettre patente visait spécialement les successions des biens ruraux. Le domaine rural n'était pas divisé lorsqu'il y avait plusieurs héritiers. Il était transmis à un seul, et pour qu'il puisse continuer l'exploitation on évaluait le domaine de telle manière que le successeur y pouvait convenablement subsister. La loi du 27 juin 1868 mit fin à ces usages dans toutes les provinces, sauf dans le Tyrol, dont l'assemblée provinciale refusa d'admettre la loi nouvelle ; cette loi de 1868 soumettait au droit commun du Code civil, les successions rurales. Les conséquences en furent désastreuses, on comprit qu'une réforme urgente s'imposait et en 1831 le gouvernement organise une grande enquête dans les états pour s'éclairer sur la situation agricole, et les réformes à introduire. On vote le 6 décembre 1888 une loi qui fut sanctionnée en 1889. La loi nouvelle ne s'applique qu'aux biens ruraux de moyenne étendue, munis d'une habitation ; elle respecte absolument la liberté testamentaire du père de famille, son application n'a lieu qu'*ab intestat* ; elle laisse aux diètes provinciales des états le soin de régler les points secondaires. C'est ainsi qu'elle se garde de toucher aux usages et aux coutumes des états. Ces diètes provinciales définiront ce qu'il faut entendre par bien rural de moyenne étendue, quel sera l'héritier (l'anerbe) auquel il pourra être

accordé un préciput d'un tiers, enfin elles pourront prendre des dispositions pour empêcher la formation des latifundia.

L'article 7 donne à la loi provinciale la latitude de fixer un mode d'évaluation basé sur la multiplication du revenu cadastral. L'héritier du Hof en vertu de l'article 8 aura toujours sur sa demande un délai de trois ans pour le remboursement du capital, à partir du jour où l'arrangement a reçu force de loi. L'Autriche est revenue résolument en arrière, les lois provinciales attribuent en général le Hof soit au fils aîné, soit au cadet, elles créent un privilège au profit de l'un des enfants (1).

Allemagne. — Le Code allemand qui a été sanctionné le 18 août 1896 et publié le 24 août de la même année n'est entré en vigueur qu'en 1900.

D'après l'article 55 de la loi d'introduction, sont abrogées toutes les dispositions de droit privé en vigueur dans les états de l'empire, excepté celles qui ont été expressément mises à part ; au contraire le droit public des états est maintenu. Le législateur a réservé néanmoins aux états, par l'article 64 de la loi d'introduction, de légiférer en cette matière. La transmission des biens a été très discutée en Allemagne, la législation moderne a une tendance à revenir aux anciennes coutumes, qui avaient plus ou moins pour but la conservation du patrimoine dans les mains d'un seul.

1. *Code civil général de l'empire d'Autriche*, par A. de Clercq, Paris, 1836. — *Annuaire de législation étrangère*, année 1889.

On est convaincu de l'autre côté du Rhin qu'il est utile de constituer une forte classe rurale, on espère qu'elle entretiendra la prospérité au sein du nouvel empire, et qu'elle sera une digue puissante contre la poussée du collectivisme. C'est dans cette pensée qu'on a donné la liberté aux états, on veut qu'ils en usent pour protéger le Banernstand. Le paysan allemand est d'après M. Verdelot (1), l'équivalent de notre moyen propriétaire foncier ayant un domaine plus étendu, pouvant, suivant les régions, osciller dans les limites très élastiques de 10 à 100 hectares. Les états ont conservé leurs coutumes, plusieurs avaient déjà des lois spéciales : la loi hanovrienne qui a organisé le Hœferollen date de 1874, deux lois prussiennes sont plus récentes, 1896, 1898. Il a toujours existé en Allemagne pour les biens ruraux un mode particulier de dévolution, l'Anerbenrecht, ou le Hofrecht. Cette coutume a subi une longue et très curieuse évolution; avec le temps elle a dévié de son but primitif.

L'Anerbenrecht tel qu'il existe maintenant est un régime grâce auquel le père après avoir accompli certaines formalités, peut constituer une sorte de bien de famille, qui à sa mort sera la propriété exclusive de l'un de ses héritiers. La loi hanovrienne a organisé en 1874 le système des Hœferollen : d'après cette loi toute exploitation agricole peut être inscrite dans les Hœfe-

1. Voir la thèse très remarquable de M. Verdelot. *Le bien de famille en Allemagne*, Paris, 1899.

rollen, il n'y a pas de maximum d'inscription, on a désormais la faculté d'y comprendre les Rittergüter. Le bien est soumis à l'Anerbenrecht jusqu'à ce que l'inscription soit radiée, l'Anerbenrecht peut être exclu par le *de cuius* dans un acte de dernière volonté. Un seul héritier reçoit l'anerbengut, les autres ont droit à une soulte, l'anerbe est désigné de plusieurs façons, qui varient avec les lois des différents états. Il est en général choisi par le *de cuius*; à son défaut, il est désigné par la loi. L'évaluation de l'anerbengut, et le paiement des soultes aux cohéritiers sont les points les plus délicats. Les lois décident souvent que l'anerbengut doit être évalué d'après son rendement, non pas d'après sa valeur vénale. Le *de cuius* fixe, si bon lui semble, le prix de l'anerbengut pour l'anerbe, s'il ne l'a pas fait, le prix sera déterminé suivant le mode établi par les lois.

Le privilège de l'anerbe serait illusoire, si on ne lui accordait un préciput, toutes les lois lui en attribuent un.

L'anerbe a donc été favorisé par la loi; en revanche on lui a imposé certaines obligations, ainsi il ne peut pas attaquer comme portant atteinte à sa légitime, les dispositions par lesquelles le testateur donne à son père pendant sa vie, à sa mère jusqu'à la majorité de l'anerbe l'usufruit du Hof, à la charge d'entretenir l'anerbe et ses cohéritiers jusqu'au paiement de leurs soultes.

Ces Hœfegesetze n'étaient que fort peu mises en

pratique ; deux lois prussiennes de 1896 et de 1898 ont créé l'Anerbenrecht *ab intestat* direct.

Les autorités inscrivent elles-mêmes l'exploitation rurale qui tombe sous le coup de la loi, et c'est toute exploitation agricole ou forestière susceptible de se suffire à elle-même et pourvue d'une habitation. Il y a cependant quelques exceptions, il faut que l'exploitation fournisse un revenu d'au moins 60 marks, sinon il est nécessaire que le propriétaire réclame l'inscription. La radiation est effectuée par les mêmes autorités quand l'anerbengut a cessé de remplir les conditions fixées par la loi.

Lorsque le *de cuius* n'a pas disposé de l'anerbengut, il revient *ipso jure* à un seul des héritiers.

Les anerbes d'après les lois de 1896 et 1898 sont des frères et sœurs, ainsi que leurs descendants, et parfois le conjoint.

Les frères de l'anerbe priment ses propres descendants, si les héritiers viennent à la succession au même degré c'est l'âge qui décide. L'estimation de l'anerbengut est obtenue en capitalisant le revenu net annuel moyen de l'exploitation.

Outre cette estimation modérée qui constitue pour lui un privilège, l'anerbe a droit à un préciput du tiers, on lui accorde encore des délais pour payer les soultes. On a imaginé pour rendre moins lourd ce fardeau du paiement, une innovation remarquable qu'on pourrait voir se généraliser et se développer en France. La loi

de 1896 accordait à l'anerbe le privilège de s'acquitter envers ses cohéritiers par des paiements échelonnés. On pensait que l'anerbe n'aurait pas besoin d'emprunter, il se libérerait en payant tous les ans une annuité qui amortirait la dette dans un temps déterminé. Ce privilège dont jouissait l'anerbe, empêchait les cohéritiers, ses débiteurs, de toucher un capital qui pouvait leur être très utile.

C'était une sorte d'injustice, l'anerbe était immédiatement nanti, d'une propriété qui est un capital. On a représenté les droits des cohéritiers par des titres, qui sont facilement négociables, puisqu'ils ont la garantie des Rentenbanken, établissements de crédit fortement organisés.

Les Rentenbanken achètent leurs titres aux détenteurs et elle perçoivent à leur place les annuités. Les Rentenbanken ne sont pas tenues de reprendre la rente, elles agissent suivant les garanties offertes par l'anerbengut.

Il était juste qu'en égard de tous ces avantages, on imposât à l'anerbe des obligations. Il doit entretenir convenablement jusqu'à leur majorité ses frères et sœurs qui fournissent un travail proportionné à leurs forces. La loi de la province de Westphalie le force à rapporter son préciput s'il vend l'anerbengut dans un délai de quinze ans, excepté s'il vend à une personne ayant à son égard le titre d'anerbe.

L'anerbe n'a plus une entière liberté pour disposer de

l'anerbengut. Des restrictions notables ont été apportées à son droit. Il faut qu'il obtienne dans certains cas le consentement de la generalkommission. Telles sont les règles assez compliquées instituées dans plusieurs parties de l'Allemagne pour constituer et assurer la conservation d'une forte classe rurale destinée à être un élément de progrès dans l'empire allemand. On se flatte que ces paysans aisés seront une classe laborieuse dans l'Etat, attachée aux institutions qui lui assurent l'existence, et qui contre-balancera utilement l'élément ouvrier quelque peu tapageur.

Ses partisans publient que les résultats économiques et moraux de l'institution seront excellents.

L'exploitation paysanne produit une bonne utilisation du sol, tous les bras sont occupés, la tâche est variée comme les forces de chacun.

L'anerbengut oppose une digue au socialisme, il est un intermédiaire entre les gros propriétaires et le journalier qui peut avoir l'espérance de le posséder, et par là il le fait résister aux séduisantes doctrines socialistes. Il représente enfin la classe moyenne ennemie des brusques changements de régime, toujours attachée au gouvernement qui la laisse jouir en paix du fruit de son travail. Ses adversaires lui découvrent des défauts, qui ne sont pas compensés d'après eux par ses avantages. Il pousse à la culture extensive, car il est trop étendu et de plus il frustre injustement les autres enfants.

Suisse. — Malgré toutes les critiques soulevées par

les avant-projets de 1896, de 1900 et de 1904 (1), on a voté en 1907 le nouveau Code civil suisse qui adopte presque toutes les réformes proposées en 1896 et 1900. L'analyse rapide de cette législation nous paraît présenter d'autant plus d'attrait, qu'elle est toute nouvelle et qu'elle a réalisé l'unité dans un pays dont les coutumes présentaient les plus grandes différences.

M. de Brandt que nous avons cité, a montré quelles divergences il y avait dans les régions de la France pour les coutumes successorales. Les deux pays la Suisse et la France présentent sous ce rapport une ressemblance qu'il est bon de marquer.

Il faut distinguer suivant M. Chéron (2) deux régions : « d'une part le grand plateau accidenté qui s'étend au nord et au centre de la Suisse, depuis le lac de Constance jusqu'au canton de Vaud, pays de race et de langue allemandes, régions de cultures variées mais particulièrement de céréales et de gras pâturages où l'on s'efforce par des moyens divers, d'éviter le morcellement du sol, comme incompatible avec la prospérité de l'agriculture. D'autre part les régions montagneuses des Alpes et du Jura en grande partie imbues de l'influence française, et s'accommodant d'autant mieux du partage

1. Il y a eu trois rédactions successives en 1896, 1900, 1904.

2. V. la thèse très intéressante de M. Chéron. *De la transmission intégrale des exploitations rurales ou industrielles dans le droit suisse*, thèse 1902.

égal, que la culture ou très rudimentaire ou très rémunératrice n'exige pas le maintien de la propriété moyenne. »

Il n'y a pas moins de neuf cantons qui donnent au fils le droit de reprendre les immeubles à l'exclusion des filles. L'habitude que nous avons constatée dans quelques-unes de nos provinces, de procéder au partage avant la mort de l'ascendant se retrouve en Suisse. Le père de famille achète quelquefois la renonciation anticipée de plusieurs de ses enfants à la succession. Le fils continue l'exploitation paternelle, ses frères ou sœurs s'établissent facilement avec l'argent qui leur a été versé. M. Chéron observe qu'il y a chez ces populations (celles du centre de la Suisse en particulier) assez d'attachement aux vieilles coutumes pour qu'elles consentent des sacrifices en faveur de celui qui garde le patrimoine, quand le père meurt sans avoir réglé la succession.

Le plus jeune fils succédait à certains endroits au père dans l'exploitation. Cette coutume était fondée sur ce que le père retenait près de lui le plus jeune de ses enfants, qui l'aidait. A sa mort, il prenait tout naturellement sa place. C'était le minorat, le fils payait d'assez fortes soultes, il s'acquittait généralement, à cause de la prospérité agricole de la région de l'Emmenthal.

Les districts voisins, les vallées de l'Oberland, de Seeland et de Haute-Argovie suivaient d'autres princí-

pes, le sol y était très morcelé, tellement que les cantons de Bâle Campagne, Zurich et Schaffouse ont pris des mesures pour l'enrayer. L'Oberland, le Seeland et la Haute-Argovie ne sont pas dans une situation agricole aussi prospère que l'Emmenthal, quoique leurs ressources ne soient pas très différentes.

L'avant-projet et le Code après lui, ont essayé de restaurer une vieille coutume qui n'avait pas d'ailleurs entièrement disparu. On sait qu'il existait en France au moyen âge des communautés taisibles. On les avait imaginées pour mettre obstacle au droit de retour du seigneur. Les serfs pour empêcher leurs tenures de revenir au seigneur qui les avait concédées avaient organisé une indivision entre les personnes qui vivaient au même pain et au même pot. Quand l'un des membres mourait, l'indivision continuait entre les survivants, qui au début perdaient leurs droits du jour où ils quittaient la communauté. Cette communauté a changé de forme dans la suite : on a accepté que celui qui était obligé de s'absenter conserve un droit dans les biens indivis ; on a admis qu'il suffisait d'un lien d'intérêt entre les membres pour que la communauté persiste. On considère maintenant que chaque membre a un droit déterminé, dans les biens indivis, et sa part passe à ses héritiers quand il est décédé.

Le nouveau Code (1) a organisé cette vieille institu-

1. Voyez le Code civil suisse, loi du 10 décembre 1907.

tion. La matière y est traitée au chapitre III des biens de famille, articles 335 à 349. « Des parents peuvent convenir de créer une indivision, soit en y laissant tout ou partie d'un héritage, soit en y mettant d'autres biens. » (art. 336). Elle est établie pour un temps indéterminé, chaque indivis a la facilité d'y mettre un terme, moyennant un avertissement préalable de six mois. Les indivis ont des droits communs, sauf convention contraire ; les biens sont administrés en commun et chacun d'eux peut faire des actes de simple administration. Il leur est interdit de demander leur part ou d'en disposer tant que dure l'indivision. Les actes de disposition exigent un consentement unanime : pour rendre cette administration plus souple et plus commode, il leur est loisible de choisir l'un d'eux, qui comme chef de l'indivision, les représente et dirige l'exploitation. Les créanciers personnels de l'indivis n'ont pas d'action sur les biens de l'indivision, mais ils peuvent demander la liquidation de ces droits ou la dissolution de la société. L'indivision cesse par convention ou dénonciation, par expiration du temps pour lequel elle a été constituée sauf prolongation tacite, par jugement sur la demande fondée d'un intéressé. L'article 343 cite encore comme cause de dissolution le cas où la part d'un indivis est réalisée après saisie et la faillite d'un indivis.

La mort de l'un des intéressés n'entraîne pas forcément la fin de l'indivision, les héritiers ont seulement

le droit de solliciter la liquidation des droits de leur auteur, les autres indivis peuvent les admettre au lieu et place du défunt.

Dans la liquidation de l'indivision, on considère l'état des biens au moment de la cause de la dissolution.

Les indivis partagent les profits et les pertes. L'article 346 ajoute que ni le partage ni la liquidation ne peuvent être provoqués en temps inopportun.

Cette première forme de l'indivision suppose une communauté de vie peu compatible avec les mœurs actuelles. L'association en participation réalise le maintien de l'indivision sans cette communauté.

« L'exploitation de l'indivision et sa représentation peuvent être conventionnellement remises à un seul indivis, qui sera tenu de verser annuellement à chacun des autres une part du bénéfice net...

.....

« Cette part est déterminée équitablement d'après le rendement moyen des biens indivis au cours d'une période suffisamment longue et en tenant compte des prestations du gérant. » (Art. 347)... Les règles concernant l'indivision avec exploitation commune sont d'ailleurs applicables à l'indivision en participation (art. 348 § 3).

Le gérant aura donc de larges pouvoirs d'administration. Des difficultés sur l'étendue de ces pouvoirs ne manqueront pas de se présenter, qui seront tranchées par les tribunaux.

L'article 348 parle d'un indivis qui pour de justes

motifs pourra se faire autoriser par le juge à participer à l'exploitation. Ce sera sans doute, le plus souvent, un des enfants qui n'ayant pas réussi dans la carrière qu'il avait embrassée viendra se réfugier sous le manteau de la cheminée familiale. L'indivision en participation a l'immense avantage de laisser subsister le home sans restreindre la libre activité des membres de la famille.

Le Code de 1907 donne encore aux cantons la liberté de fonder des « asiles de famille » sous réserve de certaines conditions. Il n'y a que les biens-fonds à destination agricole ou industrielle et les maisons d'habitation avec leurs dépendances qui peuvent être constitués en biens de famille. L'immeuble aura une grandeur restreinte qui ne dépassera pas ce qu'il faut pour l'entretien ou le logement d'une famille.

Il est indispensable que le propriétaire ou sa famille habitent la maison ou cultivent les terres constituées en asile de famille, sauf quelques exceptions temporaires.

L'asile ne peut être créé aussi longtemps qu'un créancier y met opposition : une inscription au registre foncier est nécessaire. Après avoir constitué en asile de famille son bien, le propriétaire ne peut plus l'aliéner ou le donner à bail. L'article 355 fait une obligation au propriétaire de donner asile à ses parents en ligne directe ascendante ou descendante ainsi qu'à ses frères et sœurs lorsque leur position l'exige et qu'ils n'en sont pas indignes. Cela suppose des mœurs patriarcales.

Obéira-t-on à la loi ? Le père recevra-t-il l'enfant prodigue, le frère ouvrira-t-il sa porte à son frère malheureux ? C'est ici qu'il faut s'écrier *quid leges sine moribus* ? Le propriétaire a le pouvoir de supprimer l'asile de famille, il disparaît aussi à sa mort, excepté si le transfert aux héritiers a été prescrit pour cause de mort. Le Conseil fédéral se réserve le droit de sanctionner les règles relatives au bien de famille, formulées par les cantons.

L'ouest et le sud de la Suisse pratiquaient le partage égal. Ces lois étaient calquées sur le Code Napoléon, et inspirées par les mêmes idées égalitaires issues de la Révolution.

On parle la langue française dans ces régions sauf dans les Grisons et une partie de l'Appenzel qui sont de langue allemande. Notre langue a dû être le véhicule qui a servi à faire passer nos idées, mais d'autres raisons militaient en faveur du partage égal. La vigne est cultivée dans le sud des Grisons, le Valais et le Tessin ; c'est une culture à grand rendement qui exige des soins nombreux et assidus. Une toute petite parcelle suffit à occuper le vigneron et dans les bonnes années la récolte est assez abondante pour que la famille vive. Dans les districts de ces cantons qui n'ont pas de vigne, il n'y a qu'une petite partie du sol qui soit soumise au partage égal, des portions considérables du territoire, qui est composé d'alpages et de forêts garnissant les pentes des montagnes, sont

des propriétés collectives, qui appartiennent à tous les bourgeois d'une ville et même à des sociétés foncières. Un paysan acquiert des droits de vache pour nourrir pendant les beaux jours ses animaux.

Dans les montagnes de la France il se passe quelque choses d'analogue, certaines communes possèdent des montagnes couvertes de pâturages dont les habitants jouissent en commun. Au commencement de la belle saison, ils réunissent en troupeau leurs bêtes et les confient à un berger.

Lorsque l'hiver approche, le troupeau descend des montagnes, chacun reprend ses bêtes pour l'hivernage.

Il y a encore dans la vallée du Rhin une curieuse coutume, toutes les propriétés privées, les enclos, les jardins etc. mis à part, sont frappés d'une servitude de pacage. C'est une sorte de vaine pâture un peu spéciale, les animaux errent paraît-il en liberté complète, on ne les garde pas, pour qu'on n'accuse pas de malveillance le propriétaire d'un troupeau, si des dégâts ont été commis. La jouissance collective d'alpages supplée donc à l'insuffisance de la propriété privée trop réduite.

C'est au titre XIV (des dispositions pour cause de mort), que le nouveau Code s'est occupé de la transmission des biens par le père de famille. La quotité disponible est d'un quart en présence de descendants, de moitié si le père ou la mère survivent au *de*

cujus. Le conjoint a une réserve de tout son droit de succession en propriété quand il est en face d'héritiers légaux et de la moitié s'il est héritier unique. Le père de famille a des pouvoirs étendus pour partager ses biens d'après leur nature,

Il peut d'abord acheter dans un pacte successoral la renonciation de ses héritiers, il dispose de ses biens et les attribue à l'un de ses enfants. A sa mort, on parfait s'il le faut la réserve de ceux qui ont renoncé. La réduction s'opère au marc le franc, si la disposition ne révèle pas une intention contraire de son auteur.

Le père de famille est investi des mêmes pouvoirs pour ses dispositions testamentaires. D'après l'article 322, alinéa 2, les clauses relatives aux lots des héritiers légaux sont tenues pour de simples règles de partage, si la disposition ne révèle pas une intention contraire de son auteur. Cette attribution indique simplement comment doivent être composés les lots. Quelques-uns voulaient aller plus loin et trouvaient fort à propos d'étendre la liberté testamentaire dans le cas où il s'agissait de la transmission d'une propriété agricole. Ajoutons que les substitutions à un degré sont autorisées (art. 488), et que la quotité disponible peut être consacrée en totalité ou en partie, à une fondation pourvu qu'elle satisfasse aux exigences de la loi.

Le père de famille ne manifeste pas toujours sa volonté avant de mourir ; les enfants partagent eux-mêmes ; l'autorité judiciaire n'intervient que si les héri-

tiers ne peuvent s'entendre. L'article 610 décide que, sauf disposition contraire, les héritiers ont dans le partage un droit égal à tous les biens de la succession. Ils sont tenus de communiquer sur leur situation envers le défunt, tous les renseignements propres à permettre une égale et juste répartition. Chaque membre peut demander que les dettes soient payées ou garanties avant le partage.

ART. 610. — Il est procédé à la composition d'autant de lots qu'il y a d'héritiers ou de souches copartageantes.

Faute par les héritiers de s'entendre, chacun d'eux peut demander que l'autorité compétente forme les lots, celle-ci tient compte des usages locaux, de la situation personnelle des héritiers et des vœux de la majorité.

Les héritiers conviennent de l'attribution des lots; sinon, les lots sont tirés au sort. L'interdiction du morcellement exagéré a été discutée; des propositions avaient été faites par M. Isler et M. Laur qui demandaient que dans les partages de pièces de terre on ne descendit pas au-dessous de 18 ares. Les cantons pourront régler le morcellement, ils se conformeront sans doute aux usages de la contrée et surtout aux besoins des cultures.

De toutes ces dispositions, sans conteste, la plus essentielle et la plus intéressante pour nous, concerne les immeubles ruraux. C'est le nouvel article 620 qui a prévu le cas, ancien article 616 de l'avant-projet.

ART. 620. — S'il existe parmi les biens une exploitation agricole, elle est, en tant qu'elle constitue une unité économique, attribuée entièrement à celui des héritiers qui le demande et qui paraît capable de se charger de l'entreprise ; le prix en est fixé à la valeur de rendement. Cet héritier peut exiger que le bétail, le matériel et les approvisionnements servant à l'exploitation lui soient également attribués. Le prix d'attribution est fixé pour le tout selon les règles applicables à l'estimation des immeubles.

Il y avait dans l'article 616 du projet de 1904 des expressions moins énergiques, « exploitation agricole qui n'est pas commodément partageable ». Le nouvel article est plus large, il embrasse les exploitations formant un tout, tout domaine rural se suffisant à lui-même, c'est-à-dire composé de prés, terre, etc., qui lui donnent le caractère d'une unité économique ; nous ne voyons guère que les terres isolées, pacages, parcelles de vigne etc., qui ne soient pas englobés dans l'article 620. L'article ajoute que l'héritier pourra se faire attribuer les accessoires de l'immeuble, cela méritait d'être dit. Ce sont en effet des objets facilement partageables que des troupeaux, instruments agricoles et approvisionnements. C'est l'unité économique tout entière qui est transmise à l'héritier, qui succède sans transition et sans heurt. Il y avait dans l'avant-projet une mesure semblable pour l'exploitation industrielle, il semble que les raisons qui justifient la mesure prise pour l'agricul-

tures s'appliquent aussi bien à l'industrie. Les négociants ont élevé des protestations et le Code de 1907 a passé sous silence les exploitations industrielles.

On a compris qu'il ne suffisait pas de donner à un héritier la possibilité de devenir propriétaire de l'exploitation, si on ne lui accordait encore des facilités spéciales pour le paiement des soultes. On a adopté un mode d'évaluation particulier. L'article 617 dit que les immeubles sont attribués à l'héritier pour leur valeur à l'époque du partage, les immeubles ruraux sont estimés à leur valeur de rendement, les autres à leur valeur vénale. M. Laur s'exprime ainsi sur la valeur de rendement : « On sait que la valeur réelle et la valeur de marché des biens-fonds utilisés par l'agriculture se couvrent rarement chez nous. La valeur du marché est généralement plus élevée, dans les ventes de parcelles isolées les prix d'amateurs jouent souvent un trop grand rôle..., enfin beaucoup se disent qu'ils ont déjà les bâtiments, les instruments, souvent aussi les bras nécessaires, et que la nouvelle charge du domaine est par là minime, ce qui permet de donner un prix plus élevé pour une pièce de terre isolée que s'ils devaient acquérir un bien rural, où les revenus du sol doivent payer les intérêts des bâtiments. »

Le paiement des soultes est la grosse question ; dans une famille nombreuse, l'héritier attributaire est grevé d'une dette énorme, on a cru qu'il était possible d'apporter un tempérament à cette situation. La trans-

mission intégrale n'est plus avantageuse quand elle entraîne de trop lourdes charges, l'héritier attributaire est écrasé sous un fardeau qu'il ne peut porter. Le nouveau Code suisse impose dans ce cas aux cohéritiers de subir une indivision forcée. Elle diffère de l'indivision contractuelle en ce qu'elle ne peut être dissoute selon le désir des intéressés et qu'elle existe pour un temps indéterminé. Les cohéritiers attendent que l'attributaire soit en mesure de les désintéresser. L'endettement est apprécié par rapport au prix compté à l'héritier, la part de l'héritier entre dans le total pour sa valeur. Il eût été plus logique, selon nous, de laisser au juge une certaine liberté d'appréciation, il aurait examiné les hypothèses où l'héritier attributaire était en mesure de s'acquitter. N'est-il pas à craindre que cet héritier ne puisse jamais payer les soultes. Il se passera de longues années avant qu'il ait versé leur part aux copartageants. L'avant-projet avait fixé le maximum d'endettement aux deux tiers ; ce maximum semblait déjà très élevé, le Code de 1907 l'a porté aux trois quarts.

« L'héritier auquel l'exploitation a été attribuée, lit-on dans l'article 622 peut demander qu'il soit sursis au partage lorsque par la liquidation des droits de ses cohéritiers dans cette exploitation, ses immeubles se trouveraient grevés, les charges constantes y comprises, au delà des trois quarts du prix par les sûretés qu'il aurait à fournir. Les héritiers forment dans ce cas une indivision en participation.

Le dernier alinéa rétablit l'ancienne indivision qui existait autrefois dans toute la Suisse et qui avait survécu dans la Haute-Argovie, Lucerne, Schwytz. L'espoir du législateur de rénover ainsi une vieille institution se réalisera-t-il ? L'avenir le dira. La loi aura à lutter contre les tendances modernes de plus en plus individualistes.

Dans nos régions de grande propriété, où les fils vivaient avec leurs parents, et où plusieurs ménages mangeaient au même pain et buvaient au même pot, on ne rencontre plus que très rarement les communautés. On espère que les cohéritiers laisseront le gérant de l'indivision administrer et qu'ils se contenteront de leur part de bénéfice. Comment connaître le rendement de la propriété ? il faudrait une comptabilité détaillée, et en attendant qu'elle entre dans les habitudes on se contentera d'un prix déterminé à forfait.

On s'est élevé vivement contre le résultat de cette indivision qui empêche l'un des cohéritiers de toucher immédiatement une somme dont il peut avoir un pressant besoin. Il est créancier malgré lui et réduit à toucher des arrérages, sans pouvoir réclamer le capital.

L'article 624 restreint un peu cette indivision en participation. Lorsque l'héritier demande qu'il soit sursis au partage, chacun des cohéritiers peut, au lieu de rester dans l'indivision, exiger immédiatement ou plus tard, que sa part lui soit remise sous la forme d'un titre garanti par le fond indivis. Il n'est toutefois tenu,

si le fonds indivis se trouve ainsi grevé, au delà des trois quarts du prix imputé, que de délivrer à son cohéritier une lettre de rente (lettre de rente successorale) dénonçable au plus tôt après dix ans et ne portant pas un intérêt supérieur au taux des autres rentes, etc. Les possesseurs de ces lettres pourront les escompter si une bonne organisation du crédit agricole vient à leur aide. Le nouveau Code suisse a été longuement étudié, il est à présumer que la nation s'en accommodera tout de suite.

Il nous reste à parler des législations du groupe latin, la Belgique, l'Italie, l'Espagne ; puis nous dirons quelques mots des lois de l'Angleterre et de la Norvège.

La Belgique. — La Belgique a consacré aux petits héritages des dispositions importantes (1). Une loi du 19 mai 1900 est intervenue ; elle est due à l'initiative et aux efforts de M. Van der Bruggen. Il résulte des statistiques qu'on a invoquées à l'appui de la proposition de loi que la petite propriété diminuait en Belgique ; de 1866 à 1895, le nombre des domaines ne dépassant pas 2 hectares, aurait baissé de 24 0/0 environ. La loi belge a eu en vue tous les immeubles quels qu'ils soient dont le revenu cadastral ne dépasse pas 300 francs. Cette base de 300 francs simplifie beaucoup la question, il est aisé de reconnaître les immeubles atteints par la loi. Cette loi nouvelle est une extension en quel-

1. V. Ernst. *Régime successoral des petits héritages*. Paris, Bruxelles, 1900.

que sorte de la loi du 20 novembre 1896 qui avait visé les droits du conjoint survivant, dans la succession de l'époux prédécédé. C'est pour faciliter à l'époux survivant et aux héritiers la conservation du bien de famille, qu'on a voté la loi de 1900.

L'article 2 envisage l'hypothèse de l'époux survivant auquel est échue une quotité en usufruit de la succession de son conjoint. Il peut se faire attribuer l'usufruit des biens visés par cette disposition, même si leur valeur excède celle de la part dont il a l'usufruit, dans ce cas il est contraint de verser une rente aux héritiers.

La loi organise l'indivision quand il y a des héritiers mineurs, car il y a souvent avantage à retarder la liquidation ; le juge de paix peut maintenir l'indivision, soit à la demande de l'un des intéressés, soit d'office, mais de l'avis conforme du conseil de famille. Elle ne peut être prolongée au delà de la majorité du mineur, le moins âgé. Cette disposition ne peut avoir d'effet quand la reprise des biens s'exerce conformément à l'article 4 ; d'après cet article : « chacun des héritiers en ligne directe, et le cas échéant le conjoint survivant non divorcé ou séparé de corps, s'il est copropriétaire, ont la faculté de reprendre sur estimation, l'habitation occupée au moment du décès par le *de cujus*, son conjoint ou l'un de ses descendants, ainsi que les meubles meublants : soit la maison, les meubles, les terres que l'occupant de la maison exploitait person-

nellement et pour son propre compte, le matériel agricole et les animaux attachés à la culture ». On a permis aux représentants légaux des mineurs ou interdits de traiter de la reprise avec l'autorisation du juge de paix et de l'avis conforme du conseil de famille.

Il fallait régler le droit de préférence quand plusieurs héritiers sollicitaient en même temps l'attribution des biens. Ici la loi belge a une disposition curieuse, elle accorde cette préférence à l'époux survivant, même quand le *de cujus* a désigné un héritier. Si le conjoint survivant ne sollicite pas cette attribution, et s'il n'y a pas d'héritier désigné, c'est la majorité des intéressés qui décide. A défaut de cette majorité, on tire au sort. On voit percer sous cette dernière disposition le souci de l'égalité qui est le principe du partage en Belgique comme en France. On n'a pas gratifié le juge du droit d'attribution même quand la majorité des intéressés était impuissante à décider.

Dernière mesure de faveur on a réduit à un taux assez minime le droit d'enregistrement : 2,70 0/0 et le droit de transcription à 0,65 0/0.

A l'exemple de la loi française, la loi belge confie au juge de paix le soin de prononcer le maintien de l'indivision, comme aussi d'estimer la valeur de l'immeuble dont l'attribution est demandée. Ses pouvoirs sont plus étendus que ceux du juge de paix français, en ce sens qu'il n'est pas obligé de prendre l'avis d'un comité lo-

cal ou d'un expert et que ses décisions ne sont susceptibles ni d'opposition, ni d'appel. Il nous semble qu'il y a là une exagération regrettable. Le rôle qu'on a donné au juge de paix est donc très important : c'est lui qui fait l'estimation des biens, il peut nommer un ou plusieurs experts, il statue sur la demande en récusation de l'expert. « L'estimation ainsi faite est définitive » (art. 4.)

On est étonné que la loi ne parle pas du paiement des soultes. L'héritier attributaire aura souvent recours à l'emprunt. Les caisses de crédit agricole, caisses Raiffensen et les caisses pour la construction de maisons ouvrières lui prêteront leur concours. Elles ont reçu un large développement en Belgique.

La proposition de M. Van der Bruggen fixait à 400 francs le maximum de revenu cadastral.

Cette proposition n'avait rien d'excessif, elle eût dû être adoptée, pour donner une portée plus grande à la loi.

Italie. — La législation italienne sur le partage ne diffère de la nôtre que sur des points sans importance (1). Lorsqu'il y a des mineurs parmi les héritiers, le testateur peut maintenir entre eux l'indivision jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra la majorité du plus jeune ; l'autorité judiciaire ordonnera cependant le partage si les circonstances l'exigent. La composition

1. Code civil et Code Napoléon, Huc, suivi d'une traduction complète du Code civil Italien Huc. et Orsier, 1868, 2 vol.

de la masse à partager, la formation des lots ont lieu comme en France.

L'article 996 a trait à la formation des lots (alinéa 2) ; les lots sont ensuite tirés au sort : si cependant les héritiers ne concourent pas à parts égales, l'autorité judiciaire décide si on doit procéder par tirage au sort ou par attribution directe en tout ou en partie. On voit par là que le Code Italien s'est écarté des théories de la jurisprudence française qui interprète rigoureusement les règles du tirage au sort (art. 834).

C'est une prérogative importante accordée au juge. Il s'opposera dans quelques cas au morcellement exagéré, et donnera à chaque héritier ce qui conviendra le mieux à ses goûts et à ses aptitudes. Pourquoi le Code italien envisage-t-il seulement l'hypothèse où les parts sont inégales, il devait prendre la même décision pour les successions dont les lots auraient eu une superficie minima indiquée dans la loi. L'article 841 supprime le retrait successoral. La réserve est toujours invariable ; elle est de la moitié du patrimoine pour les enfants, et du tiers pour les ascendants. Ce système est plus logique que le système français. Une telle quotité disponible est souvent suffisante pour que le fils qui en est gratifié continue l'exploitation familiale.

C'est en mai 1902 (1) que M. Luzzati déposa devant la Chambre des députés une proposition de loi, qui après

1. *Annuaire de législation étrangère*, année 1903.

diverses modifications subies à la Chambre est devenue la loi du 31 mai 1903 sur les habitations populaires. La loi est destinée à provoquer la construction de maisons pour abriter les familles ou les personnes ayant un faible revenu. Le maximum de ce revenu est déterminé par un règlement, il ne peut excéder 3.500 liras.

Il y a dans la loi des dispositions qui assurent la transmission intégrale de la maison à un des héritiers. Elle est attribuée à celui qui offre le payement en argent des soultes dues aux cohéritiers ; si plusieurs héritiers font cette offre, on tire au sort.

Les enfants mineurs et le conjoint ont la faculté d'habiter la maison, le conjoint jusqu'à sa mort. C'est seulement à défaut d'autres meubles ou immeubles qu'on expropriera la maison.

Espagne. — L'article 1051 du Code espagnol (1) est ainsi rédigé : « Nul cohéritier n'est tenu de rester dans l'indivision à moins que le testateur n'ait expressément interdit le partage, mais même dans ce dernier cas le partage a lieu, s'il survient une des causes de dissolution des sociétés. » Le testateur a le pouvoir d'imposer l'indivision à ses héritiers et cela sans limitation de durée. La loi espagnole admet le partage d'ascendant, et l'ascendant a une plus grande liberté que dans notre droit.

Quand (art. 1056) le *de cujus* fait par acte entre vifs ou de dernière volonté le partage de ses biens,

1. Lévi. *Traduction française du Code espagnol.* — Ernest Lehr. *Éléments de droit civil espagnol.*

on s'y tient pourvu que le partage ne porte pas atteinte à la légitime des héritiers nécessaires. Par la seconde partie de l'article il est dispensé de composer des lots égaux en nature, sa volonté fait loi. Le père, lit-on encore dans la loi, qui dans l'intérêt de sa famille tient à conserver indivise une exploitation agricole ou industrielle peut user de la faculté concédée dans le présent article en disposant que ses enfants recevront leur légitime en argent.

Il charge s'il le veut par acte entre vifs ou testamentaire un tiers qui ne soit pas l'un des cohéritiers de procéder au partage après sa mort (voy. art. 1057). Le législateur considère que cette volonté du père de famille mérite d'être fidèlement suivie parce qu'il la croit dictée par le souci du bien de la famille, aussi il impose que ces dispositions soient suivies d'effet alors même qu'il y a parmi les héritiers des mineurs ou des incapables. Dans ce cas le commissaire devra faire l'inventaire de la succession.

On a restreint les formalités coûteuses du partage judiciaire, la loi décide très sagement que lorsqu'il y a des mineurs soumis à la puissance paternelle, représentés au partage par leur père, ou s'il y a lieu par leur mère, il n'est pas nécessaire de soumettre l'opération à des formes ou à une approbation judiciaire (voy. art. 1060).

On a pensé que l'amour paternel ou maternel était un sûr garant de la bonne foi dans le partage.

Les lots dans le partage judiciaire doivent être similaires au triple point de vue de la nature, de l'espèce, et de la qualité des biens (art. 1061). Le juge n'a pas le pouvoir d'attribuer dans le partage judiciaire un lot à un des héritiers. L'article 1062 envisageant le cas où une chose est indivisible ou difficilement partageable sans déchet, dit qu'elle peut être attribuée à l'un des ayants droit moyennant une somme en argent au profit des autres. Seulement il ajoute qu'il appartient à un seul des héritiers d'en exiger la vente aux enchères publiques avec admission d'étrangers.

Le nouveau Code espagnol a modifié l'ancien droit successoral en matière de légitime. La fortune du *de cujus* est divisée en trois parties : L'une qui est la légitime des enfants se répartit entre eux par tête ou par souche, le testateur n'a pas le moyen de porter atteinte aux droits des héritiers, à moins que l'un d'eux ne puisse être exhéredé. Il dispose si telle est son intention de la seconde pour avantager l'un ou l'autre de ses héritiers nécessaires. La troisième est la quotité disponible, qu'il peut répartir entre des légataires quelconques.

La quotité légitime est donc pour les enfants et descendants légitimes des deux tiers de la succession paternelle ou maternelle, sous cette réserve que si le testateur ne peut disposer que du troisième tiers en faveur d'étrangers, il a le droit d'employer le second

tiers pour avantager les uns ou les autres de ses enfants ou descendants par rapport aux autres.

Pays-Bas. — Le Code néerlandais ordonne le partage judiciaire dans les mêmes cas qu'en France. Il fonctionne comme notre partage judiciaire, il y a cependant quelques différences dans la procédure. L'article 1125, § 2, consacre une disposition que nous pourrions faire nôtre. Quand des héritiers de plusieurs souches viennent à une succession : « Si les parties ne peuvent s'entendre sur la formation des lots, il en sera fait autant qu'il y a d'héritiers ou de souches. L'attribution des lots aura lieu par la voie du sort. La subdivision des biens attribués à une souche se fait de la même manière. » On empêche ainsi la multiplication des parts, imposée par notre loi, dans la même hypothèse.

Angleterre. — Trois lois ont été votées en 1887, 1892 et 1907 qui ont pour objet la constitution de champs et de petites exploitations (allotments et small holdings). La propriété est cantonnée en Angleterre entre les mains de quelques landlords. Bradlaugh dans la discussion d'une loi affirma que les trois quarts des terres labourables étaient la propriété de 10.000 personnes. Selon M. de Fontpertuis (1) la propriété serait un peu plus divisée, les deux tiers du sol appartiendraient à de grands propriétaires, le reste du pays serait appro-

1. A.-F. de Fontpertuis. *La propriété terrienne en Angleterre et ses transformations.*

prié en petites fractions. Depuis 1881, certaines lois relatives à l'Irlande et à l'Ecosse avaient été votées, elles procédaient d'idées socialistes. La loi de 1887 permet d'exproprier, moyennant indemnité, les propriétaires actuels; la terre acquise est louée à des ouvriers. M. Darras remarquait que, dans un prochain avenir, on demanderait que cette expropriation soit envisagée comme une restitution et partant qu'elle se réalise sans condition d'indemnité.

On cherchait dans la proposition Jesse-Collings à obtenir pour les ouvriers des lots de terre, (allotments) et des petits héritages (small holdings). Il n'est parlé, au contraire, dans la loi nouvelle, que d'allotments. Il est bien difficile de préciser le sens de chacune de ces expressions, mais une chose est certaine, c'est qu'un allotment est beaucoup moins étendu qu'un petit holding. L'allotment est l'espace de terre qu'un ouvrier cultive à ses moments perdus, le produit qu'il rend ne saurait lui suffire pour vivre, ce n'est qu'un surcroît de gain. Une exploitation assez étendue constitue un petit holding, ses produits peuvent suppléer au salaire quotidien.

La loi de 1887 (1) mérite l'attention par les tendances qu'elle révèle, les principes qu'elle pose et les espérances éveillées, elle provoque la création d'allotments.

ART. 2.— Si après une enquête faite à la suite de cette

1. Loi du 16 septembre 1887. *Annuaire de législation étrangère*, année 1888.

communication ou par toute autre voie, ces autorités arrivent à penser que la classe ouvrière (laboring population) dans le district urbain ou dans une des paroisses du district rural, demande des allotments et qu'il est impossible aux ouvriers d'en obtenir à un prix et à des conditions raisonnables, par arrangement amiable avec les propriétaires fermiers, ces autorités peuvent par achat ou louage acquérir des terres convenables, soit à l'intérieur, soit au dehors de leur district ou de la paroisse dont il s'agit ; ces terres seront louées sous forme d'allotments aux ouvriers établis dans le pays.

ART. 3, p.1 § 2.—Si des autorités sanitaires ne peuvent par location ou achat volontaire, obtenir une quantité suffisante de terrains convenables, à un prix ou pour une redevance et sous des conditions raisonnables, elles peuvent s'adresser à l'autorité du comté, qui, après enquête et procédure indiquée dans les articles incorporés à cet act peuvent provisoirement permettre aux autorités sanitaires d'user pour l'acquisition de tel terrain déterminé, des dispositions du land clauses consolidation, article 1845 et des textes qui l'ont amendé.

Une deuxième loi du 27 juin 1892 (1) est destinée à procurer à l'agriculture de petites tenures, elle cherche à réagir contre la concentration de la propriété immobilière entre les mains d'un trop petit nombre de pro-

1. Loi du 27 juin 1892 pour faciliter l'acquisition de petites tenures pour l'agriculture. *Annuaire de législation étrangère*, p. 19.

priétaires. Une petite tenure a une étendue assez considérable, elle comprend jusqu'à 50 acres (20 hectares).

D'après l'article 1 § 2 « l'expression Small holding (petite tenure) dans le sens de la présente loi signifie terre achetée pour en faire l'usage prévu par cette loi, par un conseil en vertu des pouvoirs qu'il tient de cette même loi et dont l'étendue est supérieure à une acre et si elle est supérieure à cinquante acres, dont le revenu annuel considéré relativement à l'income-tax n'excède pas 50 livres sterling » (1).

Norwège. — Nous avons trouvé dans l'ouvrage officiel publié à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris en 1900, quelques renseignements sur la transmission des biens fonciers aux héritiers. La législation a pris certaines mesures pour conserver la propriété dans la lignée ou dans la famille. Les principales dispositions de ce genre sont le droit de rachat (odelsret) et le droit d'option ou de primogéniture (aasædesret). L'odelsret est le droit accordé à la parenté du vendeur de racheter la propriété à dire d'expert. Il faut pour que ce droit puisse s'exercer que pendant un laps de vingt années la propriété soit restée sans interruption dans les mains du même possesseur,

1. Voy. le numéro du 12 octobre 1908 du *Musée social*. Parmi les projets de loi impatientement attendus que le gouvernement s'est engagé à présenter à la Chambre des communes, il faut mentionner le projet de loi sur les small holdings. La nouvelle loi devra porter hardiment la hache dans les vieux privilèges. Des milliers d'individus voudraient se créer un petit home et ne savent comment faire.

de son conjoint ou de ses descendants en ligne directe. Il est perdu lorsque pendant trois ans la propriété a été dans les mains étrangères.

L'aasœdesret est le droit attribué au descendant le plus proche du dernier propriétaire d'acquérir les biens-fonds laissés par lui.

S'il y a plusieurs propriétés et plusieurs ayants droit, le plus proche choisit la propriété principale si elle lui convient, ou une autre s'il le préfère, les autres héritiers viennent ensuite chacun à leur tour.

Le *de cujus* peut dans son testament fixer le prix que devra payer l'héritier qui sera le propriétaire du bien. Si le défunt n'a pas testé, on fixe équitablement la valeur à dire d'expert. Enfin la loi norvégienne oblige les cohéritiers de l'héritier principal à se contenter provisoirement d'une hypothèque légale sur la propriété en question quand ses ressources ne suffisent pas à les désintéresser. Le privilégié devra donc payer aux autres ayants droit l'intérêt légal sur la part qui leur revient, aussi longtemps que cette entente n'est pas dénoncée de part et d'autre avec six mois de répit.

CHAPITRE VI

Les Précédents en France. — Lois sur les habitations à bon marché, 1894, 12 avril 1906, 10 avril 1908. — Projet de loi sur l'institution du bien de famille.

Nous venons de voir que les nations étrangères ne s'étaient pas désintéressées de l'objet de notre étude. L'Allemagne, la Suisse, l'Autriche, etc., se sont efforcées de protéger les biens ruraux. La France elle-même à la vérité a fait quelques tentatives timides qu'il nous reste à étudier. Les quelques lois qui ont été votées ces dernières années ne concernent pas spécialement la propriété paysanne, elles s'adressent surtout aux ouvriers des villes et aux travailleurs journaliers agricoles. Le projet de loi sur le Homestead voté à la Chambre des députés et adopté avec modifications au Sénat vise le petit patrimoine, mais il est très insuffisant pour constituer la petite propriété paysanne. Ce serait donc improprement que nous aurions intitulé notre chapitre les « Précédents en France », si ces différentes lois n'avaient rompu avec la tradition du partage en nature.

On ne s'était guère préoccupé avant le xix^e siècle de veiller sur la salubrité et la commodité des habitations. On ressentait moins, il est vrai, le besoin d'une réglementation avant la concentration industrielle et le rapide accroissement des centres urbains. Les découvertes de la médecine sur les maladies microbiennes, les enseignements, l'hygiène, le surpeuplement des villes, ont attiré l'attention de généreux philanthropes, et des pouvoirs publics. Les législateurs des nations européennes se sont émus devant les résultats des enquêtes qui avaient été faites sur leur initiative ou celle des particuliers.

L'Italie, la Belgique, l'Allemagne ont tour à tour pris des mesures pour procurer à l'ouvrier un logement salubre et agréable. Personne ne conteste l'utilité de ces mesures : il suffit de lire les nombreux rapports qui ont paru sur la question, ils persuadent aisément aux moins prévenus qu'il est urgent d'agir. M. Picot (1) a décrit d'une façon saisissante les taudis où grouille toute la population des faubourgs. « Franchissez le seuil, dit-il, pénétrez dans l'allée étroite et sombre, vous serez pris à la gorge par une odeur fétide produite par les eaux ménagères et les latrines : en avançant à tâtons vos pieds heurtent contre les premières marches de l'escalier ; si vos mains s'appuient sur le mur, vous le sentirez froid et gluand. »

1. V. Picot. *Devoir social et logements d'ouvriers*.

On comprend que de pareils séjours soient funestes à la santé physique et morale de ceux qui les habitent. La tuberculose et toutes les maladies épidémiques trouvent là un foyer admirablement préparé ; les germes infectieux sont agglomérés dans toutes ces fentes, dans tous ces recoins, où le soleil, la lumière et l'eau n'ont jamais d'action. L'insalubrité de l'habitation est la grande pourvoyeuse de tous les vices. Que d'ouvriers pères de famille, ne seraient point devenus des alcooliques, s'ils avaient trouvé en rentrant de leur travail un home confortable, propre et gai, où la famille entière, pouvait vivre à l'aise. Adolphe Blanqui portait ce jugement : « Il n'est pas de réforme qui mérite à un plus haut degré l'attention et le dévouement des amis de l'humanité. » La France n'a pas oublié ces besoins si pressants de sa population. Après des tentatives privées plus ou moins heureuses, le Parlement vote en 1894 une première loi qu'on a appelée loi Siegfried du nom de son promoteur. La loi de 1894 n'a pas donné les résultats qu'on avait escomptés, elle a été amendée en 1906, et on a voté tout récemment la loi du 19 avril 1908.

La loi de 1906 s'est inspirée des principes de la loi de 1894. L'Etat dans ces deux lois s'est borné à susciter et à encourager l'initiative individuelle ; parmi les interventionnistes, les uns voulaient le pousser à construire lui-même les édifices, les autres ne réclamaient que des faveurs pour les constructeurs. La seconde opi-

nion, celle qu'on pourrait appeler interventionnisme modéré a prévalu.

Nous n'étudierons des lois de 1894 (1), 1906 et 1908 que le mécanisme qu'elles ont introduit pour écarter les fâcheuses conséquences de nos lois successorales en matière de partage.

La loi de 1906 a décidé la création obligatoire dans tous les départements, de comités de patronage. La loi de 1894 avait attaché une grande importance à la formation de ces comités ; dans plusieurs départements ils n'avaient pas été créés, et là où ils existaient ils manifestaient peu leur activité.

Les comités de l'article 1 ont pour mission d'encourager toutes les formes de la prévoyance sociale, notamment la construction de maisons salubres et à bon marché. C'est là pour l'instant leur seule attribution, souhaitons que leur compétence s'étende dans l'avenir.

La loi exige que les maisons appelées à bénéficier de ses dispositions soient salubres et à bon marché. Le comité est juge de la salubrité ; quant au bon marché, c'est une expression générale, définie par la loi ; les constructeurs des maisons sont des particuliers ou des sociétés. Il n'est pas douteux que les préférences de la loi vont à la maison individuelle, plus morale et plus agréable que la maison collective. L'ouvrier deviendra économe pour acquérir sa maison, et quand il sera posses-

1. V. *Commentaire juridique de la loi du 12 avril 1906 et Guide pratique* par Paul Strauss et Charles Baulez.

seur de ce toit où il aura goûté toutes les joies les plus saines de l'existence, il renoncera aux vaines chimères qu'on fait miroiter devant ses yeux.

Les communes, les établissements de bienfaisance, les départements, la Caisse des dépôts et consignations sont autorisés à consentir des prêts à des taux favorables aux particuliers et aux sociétés de construction; ils peuvent faire apport à ces sociétés de terrains, pourvu que la valeur qu'on leur attribue ne soit pas inférieure à leur valeur réelle. Ils cèdent, s'ils veulent, des terrains de gré à gré et garantissent jusqu'à concurrence de 3 0/0 le dividende des actions ou l'intérêt des obligations, de ces sociétés.

L'expression très vague de maisons à bon marché a été précisée par la loi. On s'en tient à la valeur réelle locative de chaque logement quand il s'agit de maisons destinées à l'habitation collective. Tous les cinq ans une commission siégeant au chef-lieu de département et composée d'un juge au tribunal civil, d'un conseiller général, et d'un agent des contributions directes désigné par le préfet indique le maximum de cette valeur locative. Les maires sont admis à présenter leurs avis pour leurs communes respectives.

La commission n'a pas entière liberté, son estimation ne peut être supérieure au maximum établi par la loi ni inférieure de plus d'un quart à ce maximum.

La loi de 1906 a avantagé les constructions sises dans les banlieues des villes, le maximum a été augmenté.

On applique les mêmes principes, dans l'estimation des maisons individuelles; leur valeur locative bénéficie d'une élévation de taux d'un cinquième, rien n'est plus juste, les frais généraux du premier établissement sont supérieurs.

Les sociétés voulant diminuer leurs frais et le coût de leurs loyers, affectaient quelques-uns de leurs locaux à des usages commerciaux. La loi de 1906 a approuvé cette tactique, il suffit que la destination principale de l'immeuble soit de procurer des logements économiques.

Une maison sans jardin est une chose incomplète, il y manque ce qui fait l'agrément de la vie : la lumière, l'air, la verdure, les fleurs.

Le jardin est surtout utile aux maisons ouvrières, il contribue à l'amélioration de l'ordinaire par ses légumes savoureux; les enfants y puisent la joie et la santé. Malheureusement les terrains sont chers à la ville, aussi la loi fixe-t-elle à 5 ares leur contenance et à 10 ares pour la campagne.

L'amélioration incessante des moyens de transport, le transfert des usines *extra-muros* poussent de plus en plus les ouvriers à habiter la banlieue.

On connaît la valeur locative de ces maisons par le prix du loyer porté dans les baux, accru le cas échéant du montant des charges autres que celles de salubrité (eau, vidange, etc.). S'il n'y a pas de bail, on fixe à 5,56 0/0 du prix de revient réel de l'immeuble la va-

leur locative, qu'on apprécie par voie de comparaison lorsque les pièces justificatives font défaut ou sont insuffisantes. L'ouvrier ne dispose que rarement des capitaux indispensables pour la construction d'une maison ou son achat. S'il s'adresse à une de ces sociétés, créées conformément à la loi, elle lui construira sa chaumière, ou lui prêtera la somme dont il a besoin. Il remboursera par annuités, mais il peut mourir avant le paiement complet. Il ne faut pas que sa famille impuissante à se libérer de ses dettes envers la société soit expulsée ; l'assurance va parer à ces risques : moyennant une légère indemnité, payable en une prime unique, ou en primes annuelles, elle jouira en sécurité de sa petite maison. Les compagnies se désintéresseraient sans doute de cette clientèle qui n'apporte pas de gros bénéfices ; l'article 7 de la loi du 12 juillet autorise la Caisse d'assurances en cas de décès, instituée par la loi du 11 juillet 1868 à passer des contrats temporaires avec les acquéreurs ou les constructeurs de maisons à bon marché qui se libèrent du prix de leur habitation au moyen d'annuités. Ils ont pour but de garantir à la mort de l'assuré si elle survient dans la période d'années déterminée, le paiement de tout ou partie des annuités restant à échoir.

L'Etat ne s'est pas réservé un monopole et les compagnies ont la liberté de lui faire concurrence. Le prix de revient réel sert de base à l'assurance ; la somme assurée est quelquefois supérieure au prix de revient, c'est

ce qui arrive quand l'assurance est contractée au moyen d'une prime unique avancée par le prêteur bénéficiaire à l'emprunteur ; le prix de revient est majoré de la valeur de la prime unique nécessaire à assurer à la fois ledit chiffre et cette dernière prime. En général la société qui prête ses capitaux au constructeur lui avance aussi la prime, elle la récupère dans les annuités qu'elle touche de l'emprunteur, la prime est garantie par l'assurance, la société ne court donc aucun risque.

Le législateur qui a consenti à faire des sacrifices n'a pas voulu que tant d'efforts soient dépensés en pure perte ; il a institué un régime successoral spécial. Les dispositions du Code ont subi deux importantes dérogations en matière de succession.

Cette double intervention a une portée économique, elle a aussi une conséquence morale.

Elle diminue les frais qui absorberaient le plus clair de l'actif dans d'aussi petites successions (1) et elle empêche que cet humble foyer bâti avec tant de peine ne disparaisse parce que l'un des héritiers peu soucieux du bien-être des siens réclame en argent sa part du petit héritage.

1. M. Siegfried indique dans son rapport qu'en 1892 les frais occasionnés par la vente des biens qui ne sont pas partageables en nature sont très coûteux et peuvent être estimés :

à 15 o/o	pour une vente de	2.000 à 5.000 fr.
26 o/o	»	1.000 2.000
50 o/o	»	500 à 1.000
125 o/o	»	au-dessous de 500

La loi de 1894 est restée lettre morte, c'est une constatation que M. Vallé faisait dans sa circulaire aux procureurs généraux (1), nous craignons qu'on ne puisse faire la même remarque sur la loi de 1906 (2).

« Il faut malheureusement reconnaître que les règles nouvelles sont rarement appliquées, leur existence même étant généralement ignorée de ceux qui pourraient en bénéficier. » L'article 8 de la loi de 1906 n'est pas impératif. Dès 1903 M. Vallé demandait dans sa circulaire qu'on fasse connaître le nouveau régime successoral, ses conseils sont encore utiles. Les juges de paix ont une bonne occasion pour instruire les familles soit au moment de l'apposition des scellés, soit à la réunion du conseil de famille. Les notaires qui ont la confiance des familles, les avoués qui connaissent des instances en licitation relatives à l'application de la

1. Circulaire du garde des Sceaux, ministre de la Justice aux procureurs généraux, 3 mars 1903.

2. M. Auguste Tassin dans une brochure sur les habitations à bon marché et assurances en cas de décès (Paris, Chaix, 1904) constate que malgré des avantages importants les sociétés d'habitation à bon marché se sont peu développées en France.

Au 31 décembre 1903, 109 sociétés fonctionnaient avec un capital de 5.082.400 francs parmi lesquelles on trouve 36 coopératives dont le capital social s'élevait à 1.936.390 francs.

M. Emile Cacheux, membre du Conseil supérieur des habitations à bon marché, a fait à cet égard la déclaration suivante :

« Pour ce qui nous concerne, si nous avons pu trouver à emprunter de l'argent au taux de 3 o/o au lieu d'avoir eu à payer 5 et même 6 o/o d'intérêt pour les capitaux que nous avons empruntés nous aurions construit 3.000 maisons au lieu de 300. »

loi, ont la compétence requise pour renseigner les parties.

Les tribunaux qui ont plus d'indépendance et plus d'impartialité puisqu'ils ne retirent aucun émolument des licitations ou des partages devraient remettre leur décision jusqu'à ce que les parties aient été éclairées de leurs droits. Enfin M. le garde des Sceaux voudrait que les substituts se mettent en rapport avec les directeurs de l'enregistrement, afin que les receveurs signalent aux juges de paix les déclarations de succession où l'actif héréditaire ne comporte qu'une maison rentrant dans la catégorie visée par la loi. La Cour de Rouen a pris l'heureuse initiative de distribuer des notices qui contiennent les principales dispositions de la loi.

Il faut en résumé que la maison soit une habitation individuelle ;

Qu'elle soit salubre.

Que sa valeur locative avec ses dépendances n'exède pas un certain chiffre.

Qu'elle soit habitée au moment du décès par le constructeur, l'acquéreur, son conjoint ou ses enfants.

La première dérogation au Code civil est le maintien de l'indivision. Sur la proposition de M. Fortier, le Sénat et la Chambre ont admis une modification importante à la loi de 1894. La maison est-elle occupée au moment du décès par le conjoint survivant ? s'il est copropriétaire pour moitié, l'indivision est possible et elle

peut être prorogée de cinq ans en cinq ans jusqu'à son propre décès.

Il finira ainsi ses jours dans la maison qu'il a vu construire, et ne subira pas le douloureux affront d'abandonner ce domicile auquel l'attachent tant de souvenirs. Lorsque les dispositions qui précèdent ne sont point appliquées et que le défunt laisse des descendants, l'indivision réclamée par ses héritiers ne peut être maintenue que pour une période de cinq ans à compter du décès, les cinq ans ne courent que de la majorité de l'aîné des mineurs s'il y en a parmi les héritiers, sans que la durée totale, à moins d'un consentement unanime, puisse excéder dix ans. L'indivision n'est pas un droit absolu pour le demandeur, le soin d'agréer la demande a été réservé au juge de paix. Il prend préalablement l'avis du conseil de famille, s'il y a des mineurs ; cet avis ne l'oblige pas. Il n'accède pas à la demande, dès que la famille souffre plus qu'elle ne bénéficie de cette solution. Le maintien de l'indivision est abandonné à l'arbitraire du juge, qui doit agir suivant sa conscience, par suite sa décision étant de juridiction gracieuse n'est pas susceptible d'appel. Pourtant les parties peuvent soutenir que l'on ne se trouve pas dans une des hypothèses prévues par la loi, lorsqu'il ordonne le maintien de l'indivision la sentence devient alors contentieuse et comme telle susceptible d'appel devant la juridiction supérieure.

L'héritier attributaire de la jouissance de la maison est contraint de payer une soulte à ses cohéritiers ; les parties établissent elles-mêmes le montant de l'indemnité. Dès que l'accord existe entre les cohéritiers, le juge prononce l'indivision ; il la prononce aussi à défaut d'entente, lorsque l'indemnité offerte par le requérant lui paraît équitable ; le propriétaire qui n'obtient pas l'indemnité réclamée se pourvoit devant la juridiction contentieuse.

L'article 8 de la loi de 1906 déroge encore à l'art. 826, en donnant à l'un des héritiers la faculté de réclamer pour lui seul l'attribution de l'immeuble. La demande doit être accompagnée de l'offre d'un prix ; les parties discutent l'offre : si elles ne l'acceptent pas, le Comité des habitations à bon marché fait l'estimation, qui doit être homologuée par le juge de paix. C'est le comité de la circonscription de l'immeuble qui est compétent ; sa dissolution ou son abstension entraîne la nomination par le juge de paix d'un expert chargé de l'estimation.

Le demandeur n'est pas tenu d'accepter l'estimation soit que ses ressources se trouvent insuffisantes, soit qu'il eût escompté une estimation moins élevée. (Voyez l'art. 46 du décret du 10 janvier 1907.) Les cohéritiers ne jouissent pas de la même prérogative, ils ont une entière liberté pour réclamer devant le juge de paix, mais ce dernier prononce l'attribution si le prix est convenable.

Il était inacceptable que le mauvais vouloir d'un seul paralysât la loi. Le juge ne peut refuser l'attribution au demandeur qui remplit les conditions imposées son pouvoir se borne au contrôle des droits de l'impétrant ; il décide quel est l'attributaire qui doit être préféré s'il y a plusieurs sollicitateurs.

L'attributaire désigné paye la part de chacun de ses héritiers. La plupart des lois étrangères lui accordent un délai pour s'acquitter. Nos lois sont muettes sur ce point ; s'il n'a pas les fonds pour désintéresser ses créanciers, il est indispensable qu'il obtienne des délais ou qu'il recoure à l'emprunt. Les cohéritiers sont d'ailleurs garantis par le privilège de l'article 2109 du Code pourvu que l'inscription soit faite dans les soixante jours de l'attribution.

Si les copartageants n'accordent pas de délais la justice pourra y suppléer grâce, croyons-nous, à la disposition de droit commun de l'article 1244 du Code civil (1).

Les lois de 1894 et de 1906 étaient destinées à pousser les ouvriers urbains et ruraux à acquérir une demeure. On constata qu'elles ne cadraient pas parfaitement avec les habitudes des gens de la campagne. La possession du sol est l'accessoire pour le travailleur de l'usine, le jardin ne lui fournit que le calme reposant de la nature, ses produits, sans être à dédaigner, ne lui procurent qu'un supplément. Il en va autrement pour le rural,

1. Challamel. *Du nouveau régime successoral inauguré par la loi du 30 novembre 1894*, Paris 1896.

l'accessoire devient le principal ; il tire du sol ses moyens d'existence, la terre n'est pas pour lui un objet de luxe, elle est un capital dont les revenus sont d'autant plus forts qu'il l'a mieux cultivée et arrosée de ses sueurs. Il sait qu'elle est une mère nourricière, capricieuse, mais récompensant toujours ceux qui l'aiment. Il n'a qu'un désir, avoir quelques arpents ; pour les obtenir, il n'est pas de sacrifices qu'il ne consente à faire, il économise, il se nourrira grossièrement, trop heureux s'il se rend acquéreur de la petite parcelle qui est en vente.

Le travailleur agricole gagne peu, ses salaires varient avec les saisons, il chôme pendant de longues semaines. Il aura de la peine à constituer un capital ; s'il a des charges de famille, trop souvent il se rebute devant les difficultés. On lui a dit qu'à la ville le travail ne manquait pas, qu'il était bien rémunéré ; confiant il quitte le village et va grossir le nombre des déracinés. C'est pour le faire rester au pays natal en l'attachant directement au sol qu'on a voté la loi de 1908. Dans la pensée de ses auteurs, cette loi n'est d'ailleurs qu'une étape : « Il s'agit surtout du coin de terre, disait M. Strauss rapporteur au Sénat, non pas du coin de terre dévolu à la culture intensive et rémunératrice, mais du coin de terre sur lequel doit s'édifier la maison de famille. Eh bien, si nous pouvons obtenir ce premier résultat, ce serait une facilité, un acheminement sérieux vers la seconde étape que nous avons l'intention comme

vous-même d'atteindre prochainement. » Lors de la discussion de la loi, plusieurs orateurs observèrent qu'elle était insuffisante, la contenance maxima était trop faible, trop minime son prix. On se mit d'accord : une discussion plus longue eût entraîné des retards, et on voulait aboutir immédiatement.

La loi de 1908 n'est que le complément de celle de 1906 : tous les avantages de la loi de 1906 sauf l'exemption temporaire d'impôts ont été octroyés aux jardins ou champs d'une contenance qui n'est pas supérieure à 1 hectare, ils jouissent de plus de bénéfices spéciaux.

Les conditions requises sont les suivantes :

1^o Il faut que la valeur locative réelle du logement de l'acquéreur n'excède pas au moment de l'acquisition les deux tiers du chiffre fixé pour la commune par la commission instituée en vertu de l'article 3 de la loi de 1906, 2^o que le prix d'acquisition y compris les charges ne dépasse pas 1.200 francs ; 3^o que l'acquéreur s'engage, vis-à-vis de la société qui lui aura consenti un prêt hypothécaire dans les conditions indiquées à l'article 2 de la loi, à cultiver lui-même ce terrain ou à le faire cultiver par les membres de sa famille.

Aux avantages de la loi de 1906 il faut ajouter :

Des prêts au taux de 2 0/0 peuvent être consentis par l'Etat aux sociétés régionales de crédit immobilier qui ont pour objet : 1^o d'accorder aux emprunteurs remplissant les conditions obligatoires des prêts hypo-

thécaires individuels, destinés soit à l'acquisition de champs ou jardins, dans les termes de l'article 1 de la loi de 1908, soit à l'acquisition ou à la construction de maisons individuelles à bon marché ;

2° De faire des avances aux sociétés d'habitation à bon marché constituées selon la loi du 12 avril 1906 pour leurs opérations exécutées en conformité du paragraphe précédent.

L'Etat ne prête pas directement aux intéressés mais aux sociétés régionales de crédit immobilier, qui serviront d'intermédiaire (1). Elles se garantiront contre l'insolvabilité de l'emprunteur par l'assurance à prime unique. L'article 2 impose certaines

1. C'est la Caisse des retraites pour la vieillesse qui doit faire l'avance des fonds à l'Etat, la différence d'intérêts de 1 1/2 0/0 sera compensée par l'Etat qui peut consentir des prêts jusqu'à concurrence de 100 millions.

M. Ribot a fait le calcul pour un petit champ d'une valeur de 1.200 francs :

Prêt	960 fr.
Assurance.....	112. 80 (âge vingt-cinq ans)
Hypothèque	24. 70
	1097. 50

Pour ces prêts de faible importance la Société du crédit immobilier du Pas-de-Calais ne prendra qu'un intérêt de 2, 1/2 0/0, l'annuité ne sera que de 59,47. C'est-à-dire environ 57 francs par mois. Si on étendait l'amortissement à trente ans et si on réduisait l'assurance, on ramènerait le taux de l'annuité à 4,77 0/0 et l'annuité à payer ne serait plus que de 49,68 soit environ 5 0/0 de la somme prêtée, l'emprunteur ne paierait pas plus pour être propriétaire du champ que s'il était fermier. On loue les terres d'étendue moyenne 3 0/0, pour les petites parcelles on en tire 4 1/2 et 5 0/0.

obligations à l'emprunteur ; il doit au moment de l'emprunt posséder le cinquième du prix du terrain ou de la maison ; passer un contrat d'assurance à prime unique garantissant le paiement des annuités à échoir au moment de la mort, avec la Caisse nationale d'assurances en cas de décès. Le prêt hypothécaire peut englober le montant de la prime. Il doit enfin se munir d'un certificat administratif attestant qu'il a été satisfait aux conditions imposées par l'article 1 de la présente loi, ou par l'article 5 de la loi du 12 avril 1908.

C'est un premier jalon de placé, désormais l'habitant des campagnes, le petit journalier a le moyen d'être propriétaire. Il améliorera le sol par son travail, ce n'est plus en mercenaire, ce n'est par pour un autre mais pour lui qu'il plante, qu'il défonce, qu'il bâtit. Il doublera, il triplera la valeur de l'hectare de terrain qu'il a acheté. Il peut constituer une petite exploitation, la maison et ses dépendances n'occupent qu'une faible superficie, il a le terrain qu'il lui faut pour planter de la vigne, créer une petite prairie pour faire paître la vache, enfin semer du froment et des légumes.

Le chômage lui est inconnu, et dans les mortes-saisons, il sait comment occuper ses loisirs. Sa terre est là qui l'appelle et réclame son labeur. Nous critiquons seulement ce maximum de 1.200 francs, inscrit dans la loi. Il n'y a pas beaucoup de régions où la terre ait une valeur aussi réduite ; les terrains de qualité moyenne

situés à proximité d'un village trouvent en général des amateurs et se vendent un prix plus élevé (1).

Nous n'avons plus qu'à dire un mot des biens de famille, il n'est bruit depuis quelques années dans notre pays que de cette institution. Il n'y a pas très longtemps que l'on parle du Homestead, mais depuis quinze ou vingt ans toute une littérature a paru sur la question.

Un de nos sociologues de talent est allé l'étudier dans son pays d'origine (2). Avant 1878 (3) il est à peu près inconnu, même du monde intellectuel, M. Joliot en parle à cette date dans une communication à la Société de législation comparée. M. Fourdinières a été le parrain du bien de famille, il n'y voyait qu'un nouveau cas d'insaisissabilité. Les propriétaires exploitant eux-mêmes un domaine rural auraient seuls pu s'en prévaloir.

La *Réforme sociale* fit paraître en 1886 un second projet, attribué à M. Claudio Jannet ; il demande des privilèges fiscaux, et surtout les modifications du système successoral en faveur du bien de famille. Pen-

1. Sur la loi de 1908. Cf. La petite propriété française et la loi de 1908 dans *Réforme Sociale*, 7 janvier 1909. — Cf. aussi les articles du Dr Bertillon dans le journal *Le Journal*, numéro du 9 janvier 1908 et 17 janvier 1909. — Voy. aussi *Lois nouvelles*, 6 et 15 juin 1908, 1^{er} juillet 1908.

2. Paul Bureau. *Le Homestead américain*.

3. R. Saleilles. *Homestead aux Etats-Unis*. Conférence faite sous le patronage des Amis de l'Université de Dijon, 1895.

dant les années 1887 et 1888 les différentes sociétés d'agriculture s'occupent de ces projets ; elles signent des pétitions et demandent généralement plus de liberté pour le partage et des réformes au partage judiciaire. M. de Loynes professeur à la Faculté de droit de Bordeaux se prononce contre l'institution du bien de famille ; il croit qu'un mode de transmission analogue, autorisant l'attribution à un seul serait plus approprié aux intérêts de la famille et de la petite propriété. MM. Leveillé, Hubbard et Morillot déposent au Parlement des projets législatifs ; en 1898, M. Vacher est l'auteur d'une nouvelle proposition (1).

M. l'abbé Lemire s'est fait le champion de cette institution, il a mené en sa faveur une ardente campagne dans *le coin de terre et le foyer*, et il a élaboré deux projets qu'il déposait sur le bureau de la Chambre le 18 juillet 1894 et le 23 juillet 1898. Il va plus loin que ses devanciers ; il ne distingue pas entre le riche et le pauvre : les citadins et les ruraux, tous peuvent constituer en bien de famille une partie de leur avoir, soit 8.000 francs. Le privilège d'insaisissabilité s'étend à l'indemnité représentative jusqu'au emploi, enfin l'indivision dure tant qu'il y a des mineurs, l'un d'eux à la majorité du dernier des enfants peut ainsi reprendre la propriété. Le Parlement a refusé de suivre aussi loin le propagateur du bien de famille. En 1903, M. Mougeot,

1. V. aussi *Le Correspondant*, 1900, juillet et août : Le bien de famille.

ministre de l'Agriculture, charge le Conseil d'Etat de préparer avec lui un projet de loi. C'est en 1906 qu'on publie le résultat des études. Mais dès le 31 janvier 1905 M. Ruau avait déposé le projet du gouvernement ; renvoyé à la Commission de l'agriculture, le texte fut remanié, enfin le 13 avril 1906, la Chambre l'adoptait. Le Sénat a voté dernièrement dans les séances du 28 janvier et du 4 février 1909, le projet de 1906, amendé par la commission qui avait été chargée de l'étudier.

Le Homestead n'a pas que des admirateurs, ses détracteurs ne se sont point rendus. Ses partisans s'étendent complaisamment sur les garanties qu'il apporte à la famille, cette idée revient constamment sous leur plume. « En réalité, dit M. Lemire (1), l'homme n'est pas fait pour vivre seul ; la sphère où il se meut, où il naît et meurt, c'est la famille. Elle est l'unité par excellence. Herbert Spencer l'appelle la cellule vivante de toute société, sans elle tout se désagrège et aucun organisme civil ou politique ne peut durer. La famille perpétue la race, fait l'éducation des enfants, abrite les vieillards, soigne les malades et les infirmes. Elle est l'association naturelle, fondamentale, indispensable, qui doit être protégée et garantie parce que là où elle manque, il faut multiplier à l'infini les asiles, les orphelinats, les hôpitaux, les hospices et en multipliant les hospices on ne fait que dresser des contreforts

1. V. Lemire, *loc. cit.*

branlants où personne ne se sent heureux et joyeux comme on l'est chez soi, comme on l'est dans un foyer » (1).

On dit, non sans ironie, que dans l'article 592 du Code de procédure civile toutes les préférences du législateur paraissent être pour les animaux : il a songé à donner la litière au bétail ; il a omis de conserver un gîte pour le débiteur et les siens.

L'argument sur lequel on insiste davantage est celui de la stabilité et de la conservation des familles rurales. On loue justement les bienfaits sociaux et économiques de la petite propriété rurale qui crée une classe stable, attachée à ses foyers, aimant le travail et portée par suite à la moralité. Le Play aimait à citer ce passage.

« Le peuple de Juda et d'Israël vivait dans l'abondance et dans la joie, chacun sous sa vigne et son figuier. »

Tout cela n'a pas entraîné l'adhésion de ceux qui voient en lui un coup dangereux dirigé contre les fondements de notre législation civile. Que signifiera désormais le vieil adage « qui s'oblige oblige le sien » ? On peut trouver d'autres exemples d'insaisissabilité, les rentes sur l'Etat, les salaires des ouvriers et les traitements des fonctionnaires jouissent de certains privilèges ; le régime du Homestead ressemble beaucoup au régime dotal. Mais de quelles plaintes le régime

1. Cité par M. Leschevin de Prévoisin. *L'institution du bien de famille au point de vue agricole*, thèse de Paris, 1899.

dotal n'a-t-il pas été l'objet ? Les adversaires du Homestead répondent malicieusement que ceux auxquels s'adresse la loi l'ignorent absolument ; leur représentants au Parlement ne leur en parlent point, ils savent que ce sujet ne les intéresserait guère, ils s'empres-
seraient sans cela de s'en déclarer les chauds parti-
sans.

Il y a aux Etats-Unis le Homestead fédéral et le Homestead exemption, l'origine et le but de ces deux institutions sont complètement distincts.

Le Homestead fédéral est destiné à provoquer la mise en valeur des états. C'est l'act de 1862 révisé depuis qui régit la matière.

Les états concèdent des terres à des individus pour les engager à y rester et à les défricher ; ils sont garantis contre la saisie et l'aliénabilité de la conces-
sion est limitée. Ce Homestead n'est pas possible chez nous, on pourrait lui trouver des applications dans nos colonies.

C'est en 1839 qu'on inaugura au Texas le Homestead exemption. Le Texas ne faisait pas partie de l'union, il sut profiter d'une crise qui avait jeté de nombreux agri-
culteurs dans la gêne, il leur offrit des terres et prit des mesures dans le but d'empêcher un second désastre. Leurs terres, leurs maisons, leurs meubles furent pla-
cés sous un régime spécial d'insaisissabilité, c'est cette deuxième forme du Homestead qu'on veut acclimater.

Le bien de famille dans le projet que la commission

présentait à la Chambre des députés devait comprendre un foyer. M. Tentig a fait amender le texte de la commission, il n'est pas indispensable d'avoir une habitation ; il faut que la terre soit cultivée par le fondateur et la maison habitée par la famille. Le maximum de la valeur des terres et de la maison était de 8.000 francs et celle des meubles et outils professionnels ne pouvait dépasser 2.000 francs. Il suffisait de faire une déclaration à la mairie, pour se placer sous le régime de la loi, l'insaisissabilité résultait de l'article 5.

Le texte voté à la Chambre en 1906 a été assez profondément remanié par le Sénat, il est sorti de ses délibérations plus complet et plus précis (1).

Les dispositions générales sont restées les mêmes dans leurs grandes lignes. Les Français seuls et les étrangers admis à établir leur domicile en France bénéficieront de la nouvelle loi ; il n'y a aucun intérêt pour l'Etat à faciliter aux autres qu'à ses nationaux, l'acquisition de la propriété. La valeur du bien de famille y compris celle des cheptels et immeubles par destination ne devra pas dépasser 8.000 francs, dans le premier texte cette valeur pouvait aller à 10.000 francs ; (8.000 francs au maximum pour le bien, 2.000 francs pour les meubles et outils professionnels). L'article 3 indique très clairement quelle personne peut constituer un bien de famille, et il est très large. C'est d'abord le mari qui a la faculté de

1. V. *Journal officiel* du 29 janvier 1909 et 5 février 1909. Sénat, p. 59 et 69.

mettre sous ce régime ses biens personnels, ceux de la communauté et avec le consentement de la femme ceux qui appartiennent à celle-ci et dont il a l'administration ; la femme sans l'autorisation du mari ou de justice a les mêmes pouvoirs sur les biens dont l'administration lui a été réservée, le survivant des époux ou l'époux divorcé, s'il existe des enfants mineurs ; l'aïeul ou l'aïeule (suivant les distinctions ci-dessus) quand il recueille ses petits enfants orphelins de père et de mère, ou moralement abandonnés, le père ou la mère sans descendants légitimes, d'un enfant reconnu ou d'un enfant adopté, enfin toute personne capable de disposer peut constituer un bien de famille au profit d'une autre réunissant elle-même les conditions exigées par la loi. L'article 1 du projet de 1906 était plus libéral, il n'impliquait aucune condition à l'endroit du constituant : « Le Français qui veut fonder un bien insaisissable de famille doit en faire la déclaration écrite, etc. »

Le troisième alinéa de l'article 4 solutionne la difficulté qui aurait pu s'élever dans le cas où la valeur du bien de famille se serait accrue après sa constitution.

« Le bénéfice de constitution reste acquis alors même que, par le seul fait de la plus-value postérieure à la constitution, le chiffre de 8.000 francs se trouverait dépassé ». Le projet de 1906 ne parlait pas de cette hypothèse de nature à se présenter souvent.

L'article 5 développe le troisième alinéa de l'article 2 du projet primitif qui était insuffisant :

« La constitution du bien ne peut porter sur un immeuble grevé d'un privilège ou d'une hypothèque, soit conventionnelle, soit judiciaire, lorsque les créanciers ont pris inscription antérieurement à l'acte constitutif ou, au plus tard, dans le délai fixé à l'article 6 ci-après.

« Les hypothèques légales, même inscrites avant l'expiration de ce délai, ne font pas obstacle à la constitution et conservent leur effet.

« Celles qui prendraient naissance postérieurement pourront être valablement inscrites, mais l'exercice du droit de poursuite qu'elles confèrent sera suspendu jusqu'à la désaffectation du bien. »

Les formalités qu'il faudra remplir pour la constitution d'un bien de famille ont été énumérées dans les articles 6, 7 et 8. L'article 1 du projet de 1906 se contentait d'imposer une déclaration à la mairie. Qui devait être juge de la véracité des affirmations du déclarant ? Comment les créanciers chirographaires du constituant auraient-ils su que leur débiteur allait devenir insaisissable ?

C'est le notaire qui doit recevoir la déclaration du constituant, il a plus de compétence que le maire, pour apprécier si les formalités nécessaires ont été remplies.

Des mesures de publicité ont été prises, elles ont pour

but de permettre aux créanciers privilégiés ou hypothécaires de s'inscrire pour la garantie de leurs créances antérieures à la constitution ; aux créanciers chirographaires de former opposition à la constitution, dans le délai fixé. L'acte de constitution est soumis à la transcription, les tiers sont protégés contre la mauvaise foi de l'individu qui assurerait que son bien est libre tandis qu'il est sous le régime du Homestead.

L'article 8 doit être mentionné, il donne compétence au juge de paix pour l'homologation de l'acte soumis avec toutes pièces justificatives. Il devra s'assurer de la sincérité des déclarations du constituant, si les pièces produites sont insuffisantes un expert commis d'office lui fournira les renseignements utiles. Une des pièces doit prouver que les bâtiments sont assurés contre les risques de l'incendie. Puisque la loi sur le Homestead est une loi de protection, de prévoyance contre les mauvais jours, il était sage de contraindre le bénéficiaire à parer au désastre d'un incendie. L'assurance est indispensable au petit propriétaire qui sans elle serait complètement ruiné et dans l'impossibilité absolue de relever sa maison.

Le bien de famille ainsi que ses fruits est insaisissable même en cas de faillite ou de liquidation judiciaire, sauf de rares exceptions. Les fruits sont saisissables pour le paiement des dettes résultant des condamnations en matière criminelle, correctionnelle, ou de simple police, des impôts afférents au bien, des primes d'as-

surances contre l'incendie. Son aliénabilité subsiste ; la Chambre et le Sénat n'ont pas cédé aux sollicitations pressantes de ceux qui réclamaient pour lui ce privilège : on a seulement pris des précautions. L'article 14 est la reproduction presque textuelle, de l'article 7 du projet de 1906, il simplifie la procédure. Si le propriétaire est marié l'aliénation ou la renonciation est subordonnée au consentement de la femme qui doit être donné devant le juge de paix. N'est-il pas à craindre que cette formalité ne soit illusoire ? S'il y a des enfants mineurs il faut l'autorisation du conseil de famille qui ne l'accordera que si l'opération leur est favorable, sa décision sera sans appel. Nous redoutons que le conseil de famille ne se laisse trop aisément arracher cette autorisation. Depuis longtemps, on se plaint du fonctionnement vicieux des conseils de famille, composés souvent de personnes indifférentes.

En cas d'expropriation pour cause d'utilité publique, spécifie l'article 12, si l'un des époux est prédécédé et s'il existe des enfants mineurs, le juge de paix ordonnera les mesures de conservation et de remploi qu'il estimera nécessaires. Sur les observations de M. Brager de la Ville-Moysan à la séance du 28 janvier, un nouvel article a été rédigé ; il assimile l'indemnité allouée à la suite d'une expropriation pour cause d'utilité publique à l'indemnité d'assurance en cas de destruction partielle ou totale qui doit être, d'après l'article 14, versée à la Caisse des dépôts et consignations

pour demeurer affectée à la reconstitution de ce bien (1).

M. le rapporteur s'exprimait ainsi : « Il ne nous a pas paru suffisant de prescrire le dépôt à la Caisse des consignations, des indemnités d'assurances ou d'expropriation et de les déclarer insaisissables pendant un an ; nous nous sommes préoccupés de leur retrait ultérieur ». C'est ce qui fait l'objet du deuxième alinéa de l'article 15. « La femme pourra exiger l'emploi des indemnités d'assurances ou d'expropriation soit en immeubles, soit en rentes sur l'Etat français, à concurrence d'un maximum de 8.000 francs ». A la mort de l'époux propriétaire de tout ou partie du bien, s'il y a des mineurs, le juge de paix peut ordonner le maintien de l'indivision, à la requête du conjoint du tuteur ou à la demande du conseil de famille. De plus le survivant copropriétaire du bien et habitant la maison, pourra réclamer l'attribution intégrale du bien sur estimation, si les conditions exigées par l'article 18 sont remplies. M. l'abbé Lemire souhaitait qu'à la majorité des enfants l'un d'eux pût reprendre la propriété ; le Conseil d'Etat a reculé devant cette attribution intégrale à l'un des héritiers autre que le conjoint survivant. Voici en quels termes M. le conseiller Flourens l'a repoussée. « La désignation par le défunt serait, sous une autre étiquette, le partage d'ascendant. Que masquerait ici cette dérogation ? la résurrection probable du privilège de masculinité,

1. *Journal officiel*, n° du 5 février 1909. Sénat, p. 71.

sinon la réhabilitation du droit d'aînesse, le passe-droit en faveur du préféré... La vie n'est qu'un perpétuel devenir, l'idéal spécial n'est pas de figer la situation et de constituer de petits majorats démocratiques. » M. Lemire avait adhéré au projet de 1906, il en donne les raisons. « Pour faire bien il faut se contenter de peu, mieux valait marcher pas à pas que de risquer l'échouement intégral d'un programme complet. L'insaisissabilité, c'est déjà quelque chose d'essentiel, c'est la base sur laquelle il sera possible de bâtir plus tard l'édifice complet (1). » La Haute Assemblée a voulu manifester tout l'intérêt qu'elle portait aux petits propriétaires ruraux, et elle a ajouté l'article 20 qui décrète la création d'un conseil supérieur de la petite propriété rurale auquel devront être soumis les règlements à faire en vertu de la présente loi et « d'une façon générale toutes les dispositions intéressant la petite propriété rurale ».

La loi sur le Homestead généralisera la propriété à laquelle elle donnera une base fondée sur le respect et l'inviolabilité du foyer domestique. Nous regrettons seulement qu'elle n'institue pas la transmission intégrale. Le danger des petits majorats nous paraît peu probable : on n'attache pas à la glèbe celui qui se sent entraîné à d'autres destinées, mais on donne à celui qui le désire le moyen de garder le foyer pour abriter

1. *L'association catholique*, n° du 15 avril 1906.

de nouvelles générations. La Chambre des députés ne saurait tarder à sanctionner par son vote le texte du Sénat qui améliore sensiblement celui de 1906.

CHAPITRE VII

Les réformes à introduire Conclusion

Nous avons rapidement envisagé les influences néfastes du partage en nature ; nous avons vu que les nations étrangères avaient cherché à parer aux difficultés nombreuses qu'il fait surgir ; quelques lois dans notre pays ont timidement rompu avec les traditions du Code.

N'est-il pas permis d'espérer que le législateur ne s'entendra pas là ? On pourrait en douter à voir quelle triste destinée ont eu les essais qui ont été faits. Si Le Play avec tout son talent et sa science sociologique n'a pas réussi à entraîner l'opinion publique, ne faut-il pas en déduire que cette opinion publique est réfractaire à toute idée de changement ? Il y eut une époque où des réformes semblaient prêtes à aboutir.

En 1864 Napoléon III invite M. de Morny à provoquer au sein du Corps législatif l'abolition du partage forcé. La tentative échoue. L'empereur rêve alors de

donner la liberté testamentaire aux petits propriétaires, on résiste ; il ne se tient pas pour battu et en juin 1870 un projet de loi est déposé, il modifiait les articles 826 et 832 du Code civil. Les événements qui surgissent ne permettent pas de s'occuper du projet, la France avait d'autres soucis, il lui fallait défendre son territoire. L'Empire sombre, et on n'a qu'une préoccupation de réparer les ruines accumulées par la guerre fatale. Cependant M. Lucien Brun à l'Assemblée nationale reprit le projet. « Nous nous bornons (1), disait à l'Assemblée nationale M. Baragnon, rapporteur, à modifier l'article 832. Cet article exige aujourd'hui que chaque lot soit formé de la même quantité de meubles, d'immeubles, de valeurs de toute nature ; nous le modifions de façon que chaque lot puisse être composé au besoin d'une seule nature de biens ». En 1889 M. le comte de Mun renouvelle les mêmes efforts pour faire aboutir ces réformes. Le projet n'eut même pas les honneurs d'une discussion publique (2). Les disciples de Le Play continuent leur campagne et M. Thaller présentant un rapport, il y a quelques mois, élevait la voix en faveur de quelques-unes d'entre elles (3).

De nombreux économistes qui se séparent de l'école

1. *J. off.*, 1871, pp. 1541-1543.

2. *V. J. off.*, Documents parlementaires. Chambre, session extraordinaire de 1889. Annexe 146. Rapp. du 23 j. 1890. *J. off.*, 1890, annexe 295.

3. V. Thaller, *La Réforme sociale*, 16 décembre 1908.

de Le Play sur plusieurs points s'efforcent aussi d'obtenir quelques changements (1).

Nous terminerons ce travail en indiquant brièvement quelles modifications il nous paraît utile d'apporter sans délai à notre droit successoral. C'est à la matière des partages judiciaires qu'il faudrait porter les premiers coups.

Il y a de nombreuses années M. Bufnoir faisait une communication à la Société de législation comparée, sur un projet de loi concernant les ventes judiciaires d'immeubles, les partages et la purge des hypothèques, qui avait été soumis au Corps législatif. Il y remarquait deux dispositions importantes. On laissait franchement au tribunal le droit de faire le partage par attribution, lorsque les droits des copartageants étant inégaux, il jugeait que le tirage au sort présentait des difficultés (2). Les parties pouvaient procéder elles-mêmes au partage amiable ; avec l'homologation de justice, s'il y avait parmi elles des mineurs ou des incapables.

En 1905, M. Piédelièvre présentait un substantiel rapport à la Société d'études législatives sur la question

1. V. le rapport présenté au Congrès des sociétés savantes de Paris et des départements le 7 avril 1904, par M. Maxime Durocq, notaire à Lille, au nom de la Société de Statistique de Paris.

2. V. Bufnoir. *Bulletin de la Société de législation comparée*, juillet 1869, p. 130.

du partage judiciaire qui avait été mise à l'étude (1).

Il y a tout d'abord un certain nombre de ces modifications qui sont secondaires et sur lesquelles l'accord est à peu près complet. Presque tous les auteurs et la jurisprudence décident qu'il faut partager en nature toutes les fois qu'on le peut. Ils n'admettent que comme un pis aller et subsidiairement, la disposition de l'article 832 qui impose d'éviter autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploitations. Il suffirait de considérer comme essentielle et primordiale la recommandation d'éviter le morcellement. La commission d'études législatives a proposé d'ajouter le mot « subsidiairement » en tête de la deuxième proposition de l'art. 832.

Nous pensons qu'il faudrait aller plus avant et supprimer l'obligation de mettre dans les lots la même quantité de meubles ou d'immeubles ; le partage en nature n'est pas indispensable pour assurer l'égalité entre les cohéritiers. On nous objecte que les valeurs mobilières qui seront dans un lot seront sujettes à des variations, elles profiteront de la hausse ou elles subiront la baisse plus vite que les immeubles dont les fluctuations sont plus lentes. Mais qui peut empêcher les possesseurs de ces valeurs de les aliéner et d'acquérir des immeubles ? Le partage ne doit établir l'égalité entre les copartageants qu'au moment où il a lieu. Nous comprenons cependant qu'on

1. V. Piédelièvre. *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1905, p. 215.

maintienne l'égalité en nature, quand les biens à partager sont suffisants pour former des lots qui n'entraînent pas la destruction ou la division d'une exploitation d'importance moyenne. Il est bon qu'il entre dans la composition des fortunes, des biens meubles et immeubles et d'ailleurs il faut respecter les goûts des héritiers qui peuvent désirer posséder tel ou tel domaine familial. Il suffirait qu'on fixât dans la loi un minimum de contenance ou de valeur, au-dessous duquel on ne pourrait effectuer le partage en nature des propriétés rurales (1). Il ne serait pas impossible de déterminer les biens susceptibles d'être atteints par la loi. Les lois de 1894, 1906, 1908 ont tracé la voie, il suffirait de s'y engager.

Cette attribution intégrale à l'un des enfants ne résout pas entièrement le problème ; il importe peu à cet héritier de pouvoir prendre possession d'une propriété s'il ne peut rembourser les soultes qu'il doit à ses cohéritiers. Parmi toutes les combinaisons inventées pour lui rendre plus légère cette charge, nous trouvons que la plus ingénieuse et la plus pratique est celle qu'on préconise en Allemagne. L'héritier attributaire paie ses soultes par annuités, et ces soultes elles-mêmes sont remplacées par des titres négociables. Cela nécessiterait seulement une puissante organisation du crédit agricole.

1. Il serait très difficile de prendre pour critérium un minimum de contenance, à cause de l'extrême variabilité de rapport des terrains.

L'article 827 dit que si les immeubles ne peuvent pas se partager commodément, il doit être procédé à la vente par licitation devant le tribunal ; il suffirait que la jurisprudence interprète largement le mot « commodément ». La commission pour l'y engager propose d'ajouter au texte les mots « sans dépréciation notable ». Cette modification unique du texte serait insuffisante parce qu'elle nous entraînerait à multiplier les licitations et nous nous sommes élevés contre ces licitations forcées qui pulvérisent la propriété paysanne.

Il serait donc indispensable qu'on établisse le partage par attribution dans ces hypothèses, on autoriserait le juge à former un ou plusieurs lots avec les biens non commodément partageables ou non partageables sans dépréciation notable.

Là encore, la loi sur les habitations à bon marché a pris les devants ; que ne se hâte-t-on de la suivre ? On a un grand respect pour la licitation, on la considère comme le plus sûr critérium de la valeur des biens. Les expertises les mieux faites ne peuvent donner qu'une estimation approximative ; les experts ne connaissent pas les amateurs de la propriété qu'ils sont chargés d'évaluer. Telle terre dont le sol a la même fertilité qu'une autre se vendra beaucoup plus cher.

On craint aussi de provoquer des brouilles dans les familles, ces brouilles existent déjà, elles sont fréquentes ; qu'on partage par attribution ou par licitation, les choses ne seront pas changées.

Le magistrat moderne verrait ainsi augmenter son pouvoir d'appréciation, il aurait une mission un peu comparable à celle du préteur romain ou du juge anglais. Les tendances nouvelles, comme l'indique M. Saleilles, comportent une double révolution, l'une dans l'esprit du juge, l'autre dans l'éducation de l'opinion.

Peu à peu le partage par attributions s'implanterait dans nos mœurs, il deviendrait une institution dont l'utilité serait reconnue et contre laquelle on ne songerait pas à protester parce qu'on la sentirait nécessaire à la vie de la nation. Et ne voit-on pas immédiatement tous ses avantages ? Plus de licitations où trop souvent les cohéritiers font monter les enchères pour que celui d'entre eux qui veut garder le patrimoine soit obligé d'en donner un prix très élevé, où quelquefois aussi un étranger est déclaré adjudicataire parce qu'il a mis quelques centaines de francs de plus qu'un des héritiers. Désormais le juge attribuerait l'exploitation à celui qui aurait les aptitudes requises.

Les inconvénients très réels du partage judiciaire se retrouvent quand il s'agit des mineurs et des incapables, et ils sont aggravés parce qu'alors on est obligé d'y recourir, les moyens qu'on emploie pour y échapper laissant à désirer(1).

1. Deux tentatives de réforme ont été faites. Projet de 1867 ; Chambre des députés, 1890.

On ne peut effacer de nos lois toute protection spéciale à l'égard des mineurs appelés à un partage, mais on pourrait supprimer quelques formalités qui disparaîtraient heureusement du Code, cette suppression serait surtout indispensable, dans les cas où les biens à partager n'ont qu'une faible valeur. On laisserait le tuteur autorisé par le conseil de famille procéder seul au partage amiable, le partage opéré serait homologué par le tribunal. Si la loi ne concernait que les petits partages, il serait facile aux juges de donner leur homologation en connaissance de cause, après un examen fructueux des estimations et des opérations du partage. Il y a une difficulté indéniable à accepter cette solution, on ne peut connaître l'importance d'un partage qu'après une estimation ; comment la faire ?

Nous arrivons aux partages d'ascendants, les statistiques prouvent qu'ils sont fréquents dans certaines régions rurales (1). La jurisprudence s'est montrée des plus accommodantes. Est-ce à dire qu'il ne serait pas nécessaire d'indiquer clairement dans la loi quelles règles leur sont applicables ?

Si on ne donne pas la faculté aux ascendants de composer à leur gré les lots, on enlève à cet acte juridique sa plus grande utilité.

1. V. Picaud, *loc. cit.*, p. 15. En 1900, 27.649 dispositions relatives à des immeubles et 12.314 relatives à des meubles ont acquitté les droits perçus à l'occasion de mutations dues à des partages anticipés.

L'ascendant qui réalise lui-même le partage de ses biens, a l'espoir de se conformer aux vœux de ses enfants dans la composition des lots où tient au moins à laisser telle ou telle partie de son patrimoine à celui de ses enfants qui est le plus apte à en profiter. La réforme des articles 826 et 832 s'impose plus encore pour les partages d'ascendant que pour les partages judiciaires. C'est avec l'intention de déroger à cette égalité en nature que les ascendants distribuent presque toujours leurs biens. Nous voudrions que comme pour les partages judiciaires on limitât cette faculté accordée aux ascendants, il n'est pas à souhaiter que le même héritier possède tous les immeubles quand la succession est importante.

Si les articles 826 et 832 étaient maintenus pour les partages judiciaires, on pourrait introduire dans notre matière un texte analogue à l'article 1056 du Code espagnol.

« Le père qui, dans l'intérêt de sa famille tient à conserver indivise une exploitation industrielle ou agricole, peut user de la faculté de faire le partage d'ascendant en disposant que ses autres enfants recevront leur légitime en numéraire ».

L'existence d'action en rescision ou en nullité, reculées à une époque indéterminée, écrit M. Planiol, a de grands inconvénients pratiques. D'après l'article 1079 du Code civil, le partage d'ascendant pourra être attaqué pour cause de lésion de plus du quart ; il pourra

l'être aussi dans le cas où il résulterait du partage et des dispositions faites par préciput que l'un des copartagés aurait un avantage plus grand que la loi ne le permet. Les auteurs admettent en majorité que l'action établie par le deuxième alinéa de l'article 1079 est une action en rescision.

Malgré le succès que cette doctrine a obtenu, dit M. Demolombe, elle ne nous paraît pas juridique... Il s'agit non pas d'une action en réduction pour cause d'atteinte à la réserve, mais d'une action en rescision du partage pour cause de lésion (1). La jurisprudence est d'un avis contraire, pour elle c'est une action en réduction. La solution de la jurisprudence devrait être certaine, il suffirait de préciser dans l'article 1079 que l'action est une action en réduction.

Les tiers y trouveraient plus de sécurité, l'action en réduction est moins dangereuse pour eux ; l'héritier avantage dans le partage verrait seulement diminuer sa part si les biens de la succession ne suffisaient pas à remplir de ses droits l'enfant lésé.

Il reste deux nullités spéciales aux partages d'ascendants : la lésion de plus du quart, l'omission d'un enfant. L'enfant omis ne doit pas être privé du droit de réclamer la nullité du partage et il n'est pas impossible de restreindre les effets de la lésion.

Il vient d'abord à l'esprit de fixer le départ du délai

1. V. la longue discussion de Demolombe, n° 189, p. 182, t. XXIII.

de la prescription au jour du partage. C'est ce jour-là que les enfants ont connu ce qui leur était donné, ils ont joui dès cette époque des biens, ils savent leur valeur et leur rendement.

Nous ne demandons pas qu'on réalise cette réforme, les enfants sont dans la crainte de déplaire à leur ascendant, ils appréhendent qu'il ne dispose d'une partie de la succession au bénéfice de leurs copartageants, l'indépendance leur manque pour intenter l'action du vivant de leur auteur.

La mort de l'ascendant leur rend cette indépendance, Qu'attendent-ils pour agir ? Les tiers, les copartageants ont besoin de savoir si le partage est valable, l'intérêt public le réclame ; le délai de la prescription devrait être très bref, et courir du jour de la mort de l'ascendant (1).

On a proposé quelquefois d'atténuer les conséquences de la rescision, en limitant ses effets ; la chute du partage n'entraînerait pas celle de la donation qui vaudrait comme avancement d'hoirie.

Il y a d'autres réformes qui sans toucher directement au partage intéressent le droit successoral.

1. V. le procès soutenu par la famille Melouga dans *L'organisation la famille selon le vrai modèle* par F. Le Play. — Une instance fut introduite pour attaquer l'acte d'un partage non seulement en rescision pour lésion, mais encore pour violation des articles 826, 832, 1075 du Code civil. L'instance fut introduite quelques semaines avant l'expiration de la prescription trentenaire. Poursuivie pendant quatre ans devant toutes les juridictions elle a été pour la famille une source de tribulations et d'épreuves.

La quotité disponible croît ou diminue avec le nombre des enfants, elle n'est que du quart quand ils sont trois ou davantage. S'il y a cinq enfants, la part du fils gratifié de la quotité disponible ne représente qu'une fraction réduite de la part totale, $9/20$, cette fraction de la succession est souvent insuffisante.

La quotité disponible devrait être invariable et le tiers de la masse est un chiffre raisonnable ; nous ne nous faisons pas d'illusions sur les conséquences de cet amendement, on a perdu l'habitude de testamenter.

On vante depuis quelques années les bienfaits de l'indivision, on s'est efforcé de la faire revivre un peu dans les lois de 1894-1906 et dans le projet sur le Homestead.

« Souhaitons, s'écrie M. Thaller, qu'on prépare les générations qui viennent à une autre idée qui est dans l'air, qui se discute depuis quelques années dans les écoles de droit, encore qu'elle soit pénétrée d'un certain germanisme d'importation, et qui finira bien par se traduire par formules vivantes, et appropriées à nous Français. Je veux dire l'idée d'une propriété collective, bien plus noble que la propriété indivise et fragile d'autrefois, propriété qui cesse d'obéir au *liberum veto* des diètes polonaises, pour relever au contraire d'une loi des majorités et qui est armée économiquement pour sa marche. »

Sans nier les heureuses conséquences de l'indivision

lorsqu'il y a des mineurs, il ne faut pas compter qu'elle se propage.

La Suisse a restauré une vieille institution, qui n'avait pas été complètement abandonnée, ses efforts seront-ils heureux ? L'indivision ainsi organisée en France ne réussirait pas. Le Code a manifesté énergiquement sa répulsion pour cette forme de propriété. « Nul dans l'indivision ne peut être contraint à demeure » (Art. 815).

Le langage populaire a traduit dans son rude langage le peu de confiance qu'il avait dans la propriété indivise par ce proverbe que nous citons dans sa trivialité : « Ane de communauté n'a jamais été bien ferré. » L'indivision entre plusieurs enfants qui cultiveraient eux-mêmes, réclame une discipline, une cohésion qu'on ne voit que rarement.

Nous voulons être indépendants, nous aimons la liberté, ou du moins l'illusion de la liberté. Les mœurs ont changé, les facilités de communication ont entraîné des déplacements dont la fréquence et la rapidité étaient inconnues autrefois. Les membres d'une famille n'ont plus toujours les mêmes idées essentielles, jusqu'à la politique qui divise les frères, et les transforme en frères ennemis.

Nous rappelons en finissant que la pratique des assurances sur la vie solutionnerait sans doute bien des difficultés. Voici un père de famille qui a une police d'assurance de 10.000 francs, doit-on les faire entrer

dans les biens de succession ? Ne faut-il pas donner à l'assuré la libre disposition de ce capital ? Cette somme de 10.000 francs sort des caisses de l'assureur, c'est une accumulation de primes versées par l'assuré ; si ce dernier n'avait pas pris des mesures de prévoyance, la succession ne serait pas plus riche qu'elle ne l'est sans l'assurance. L'assuré était en droit de dépenser son revenu. Ne peut-on admettre qu'il en dispose comme il l'entendra, et qu'il lègue le bénéfice de sa police au fils qu'il veut voir continuer son exploitation ?

L'ensemble de ces mesures amènerait le développement de la petite propriété paysanne et contribuerait à assurer le progrès de notre agriculture. Nos paysans propriétaires sont un des plus sains éléments de la population, c'est cet élément qui peut rendre à notre pays les enfants qui lui manquent ; c'est un levain puissant de travail, d'économie et d'endurance.

Si nous lui demandons qu'il nous donne ses enfants pour défendre la patrie, qu'il soit toujours une garantie de l'ordre et de la grandeur de la France, il faut que les pouvoirs publics ne l'abandonnent pas à son triste sort.

Vu : le Président de la thèse,

CH. MASSIGLI

Vu : Le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur

L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I. — La propriété paysanne en France. — Situation actuelle (statistique). — Son impor- tance économique et sociale.....	9
CHAPITRE II. — Mode de transmission par décès. — Partage en matière obligatoire. — Cas d'indi- visibilité. — Licitatation.....	27
CHAPITRE III. — Les inconvénients de ce mode de partage.....	37
CHAPITRE IV. — Les moyens actuels d'éviter l'éga- lité dans le partage. — Disposition à titre particulier (la réserve héréditaire). — Par- tage d'ascendant (jurisprudence). — Insuf- fisance de ces moyens.....	55
CHAPITRE V. — Les législations étrangères.....	79
CHAPITRE VI. — Les précédents en France. Lois sur les habitations à bon marché, 1894-1900. — Loi Ribot, 1908. — Projet de loi sur l'insti- tution d'un bien de famille.....	115
CHAPITRE VII. — Les Réformes à introduire.....	145
CONCLUSION.....	145

